• Montréal samedi 25 juin 2005 Le plus grand quotidien français d'Amérique 121e année no 241 190 pages 11 cahiers 2 $ taxes en sus - Édition provinciale 2,10 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE



PINK MARTINI AU FESTIVAL DE JAZZ
LE TOUR DU MONDE EN GRANDE CLASSE
ARTS ET SPECTACLES PAGE **1**

Six mois après la mobilisation de l'ONU en faveur des victimes du tsunami

DES CENTAINES DE MILLIONS INUTILISÉS

MARC THIBODEAU

Des centaines de millions de dollars recueillis par les Nations unies à la suite d'un appel de fonds lancé en janvier pour répondre aux besoins les plus pressants des victimes du tsunami du 26 décembre 2004 demeurent inutilisés.

Une porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) à New York, Kristen Knutson, a indiqué hier à *La Presse* que 321 millions de dollars américains avaient été dépensés à ce jour par les agences onusiennes dans les pays touchés.

›Voir **TSUNAMI** en page A8

VIVE LE CHALET
LA TENDANCE RUSTIQUE DE L'ÉTÉ
ACTUEL PAGE **1**

LA GUERRE DES MONDES
E.T. N'ENTEND PLUS À RIRE
CINÉMA PAGE **1**

Le Québec fait la fête



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

La Fête nationale a été célébrée de diverses façons hier partout au Québec, mais les spectacles qui avaient lieu hier à Montréal ont constitué le point d'orgue de la journée. Festif, mordant et... payant, le spectacle qui s'est déroulé dans l'île Notre-Dame (notre photo) a attiré plus de 25 000 jeunes fans des Cowboys fringants, qui étaient secondés par les Loco Locass et les Zapartistes. Par ailleurs, le *show* animé par Normand Brathwaite en soirée au parc Maisonneuve a attiré des dizaines de milliers de fêtards. Nos informations: pages A2 à A6.

Mon clin d'oeil Guy Nantel
Lendemain de veille chez les souverainistes :
« Ouille ! J'ai un méchant mal de Bloc ! »
— Gilles Duceppe

350 millions cachés au Québec !
Détails à l'intérieur ou à RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca
3324438A 3326471

Les prétendants à la direction du PQ défilent

MARIE-ÈVE MORASSE

Ceux qui ont célébré la Saint-Jean n'auront jamais vu défiler autant de prétendants à la direction du Parti québécois. Même l'ancien chef Bernard Landry est venu serrer des mains.

« Je viens chercher de l'énergie pour la campagne », a dit André Boisclair, qui avait passé la veille à Québec, tout comme Pauline Marois et Richard Legendre.

Ce dernier se défend d'avoir profité de la Saint-Jean pour se faire du capital politique.

« Chaque année, je célèbre la Fête nationale en grande pompe, de dire M. Legendre. C'est la plus belle des fêtes, c'est la fête de tout le monde. »

›Voir **PQ** en page A8

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES	18
Avis et encans	PETITES ANNONCES	11
Bridge	VACANCES	19
Décès	P. ANNONCES	8 et 9
Échecs	VACANCES	19
Feuilleton	VACANCES	18
Forum	A	26 et 27
Grille des mordus	P. ANNONCES	11
Horaire cinés	CINÉMA	7 à 10
Horaire télévision	ARTS	18
Jardiner	MON TOIT	10
Loteries	A	23
Mots croisés	VACANCES	18
Mot mystère	VACANCES	18
Observateur	VACANCES	18
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES	2
Restaurants	ACTUEL	6
Trait d'union	VACANCES	17
Vin	ACTUEL	5

Météo
Soleil. Risque d'orages violents en après-midi, maximum **33**, minimum **20**, plus de détails en page CARRIÈRES **7**

6 21924 45678 2

Le pacte budgétaire des libéraux et du NPD adopté grâce à une ruse

Un geste « antidémocratique », déplore Stephen Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Martin a coupé l'herbe sous le pied des conservateurs peu avant minuit, jeudi, en forçant la tenue d'un vote sur le pacte budgétaire de 4,5 milliards de dollars conclu en avril entre les libéraux et les néo-démocrates.

Résultat : les libéraux et leurs alliés néo-démocrates sont parvenus à faire adopter en troisième et dernière lecture, par un vote de 152 à 147, le projet de loi C-48, qui met en oeuvre le pacte budgétaire. Cela au grand dam des conservateurs, qui avaient menacé de renverser le gouvernement sur cette question à l'occasion du vote, qui était initialement prévu la semaine prochaine.

Les conservateurs avaient brandi cette menace après que le gouvernement Martin eut réussi à prolonger de quelques jours la session parlementaire afin d'adopter le projet de loi reconnaissant les mariages entre conjoints de même sexe (C-38).

›Voir **PACTE** en page A8

SÉRIE D'ÉTÉ
LE QUÉBEC DÉBROUILLARD
PAGES **A14** ET **A15**



Aussitôt dit, aussitôt parti. Maintenant aucun achat à l'avance n'est requis. Vous pouvez partir dès que vous réservez sur l'un de nos vols à bas tarif pour l'Europe.
Les tarifs sont basés sur un aller simple de Montréal. Dernière date de départ tel qu'indiqué ci-dessous. Tarifs à partir de :
GLASGOW/MANCHESTER 349 $ 25 juin – 7 juillet 2005
AMSTERDAM [1-2]/ZURICH [1] 449 $ 25 – 30 juin 2005, 12 sept. – 16 oct. 2005
LONDRES/DUBLIN/SHANNON 449 $ 25 juin – 31 août 2005
MADRID [1-2-3]/BARCELONE [1-2-3]/PARIS 570 $ 25 juin – 11 sept. 2005
FRANCFORT [1]/MUNICH [1]/HAMBOURG [1] 590 $ 25 juin – 11 sept. 2005
Réservez sur aircanada.com Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262. Gagnez du temps ! Enregistrez-vous et imprimez votre carte d'accès à bord sur aircanada.com
AIR CANADA
MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE
3302357A
[1]En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance MD. [2]En collaboration avec British Midland, membre du réseau Star Alliance MD. [3]En collaboration avec Spanair, membre du réseau Star Alliance MD. Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 30 juin 2005. Dernière date de départ tel qu'indiqué. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20 $, ne sont pas inclus. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal/maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz MC). MC Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

SAINT-JEAN LE QUÉBEC EN FÊTE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Luce Dufault, Boom Desjardins et France D'Amour ont fait vibré les milliers de spectateurs qui s'étaient donné rendez-vous au parc Maisonneuve pour fêter la Saint-Jean.

PARC MAISONNEUVE

Une foule diversifiée fait la fête



TRISTAN PÉLOQUIN

La tenue d'un spectacle payant à l'île Notre-Dame n'a visiblement pas empêché les Québécois d'assister nombreux à l'immense spectacle en plein air organisé par la Société Saint-Jean-Baptiste au parc Maisonneuve.

Des dizaines de milliers de fêtards agitant fièrement des fleurdelisés de toutes tailles ont envahi le parc dès 18h.

Avant même le début du spectacle, l'ambiance festive était déjà bien installée et les étendards virevoltaient au son du *remix* techno d'une chanson de Diane Dufresne. Fébrile, la foule répondait bruyamment à chaque appel des organisateurs. Au plus fort de la soirée, la foule était si dense que les retardataires étaient massés jusque dans la rue Sherbrooke.

Malgré la polémique entourant le spectacle payant qui mettait en vedette les populaire Cowboys fringants et la formation hip-hop engagée Loco Locass, la plupart des spectateurs questionnés étaient très contents d'être sur place. « Ce n'est certainement pas pour moi, les spectacle à 40 $ où tu te retrouves tassé comme une sardine », a commenté Martine Meilleur, une jeune maman venue avec sa fille de 3 ans.

Un peu plus loin de la scène, assis sous une rangée d'arbres, un groupe de jeunes spectateurs était cependant résolument d'un autre avis. « C'est *ben trop poche* », a lancé l'un d'eux, vêtu d'un t-shirt du groupe métal Slayer, le drapeau des Patriotes à la main, au moment où le chanteur Boom Desjardins terminait la première partie du spectacle. « J'aurais préféré 1000 fois voir Loco Locass, mais je n'ai pas 35 $ à dépenser pour ça. »

Quoi qu'il en soit, les organisateurs, qui ont répété à plusieurs reprises aux cours des derniers jours qu'ils ne souhaitaient pas faire du spectacle un événement engagé et militant, sont parvenus à attirer une foule très diversifiée. À certains endroits, les Québécois immigrés étaient presque plus nombreux que les Québécois dits « de souche ». « Ça fait quatre ans que je suis au Québec et c'est la toute première fois que je viens voir le spectacle de la Saint-Jean. Cet après-midi, j'ai vu le défilé passer dans ma rue et je me suis senti chez nous comme jamais auparavant, alors ça m'a donné envie de venir », a témoigné Yamil, d'origine malienne.

Comme chaque année, un volet intéressant mais non officiel du spectacle s'est déroulé tout juste à l'extérieur du site, aux barrières de sécurité situées rue Sherbrooke, où les spectateurs devaient montrer le contenu de leurs sacs aux agents. L'alcool provenant de l'extérieur étant interdit, par dizaines, sous le regard impassible des policiers, des fêtards s'empressaient d'écluser leur bière en pleine rue, participant en riant et en chantant à un immense festival de « calage ». Quelques instants plus tard, ils accédaient au site en chantant « Québécois, nous sommes Québécois... »

Aucun incident majeur n'a été déploré au cours de ce spectacle.

Le pari audacieux de Normand

LOUISE COUSINEAU

Normand Brathwaite a l'art de faire lever un *party* dès l'ouverture. Les tam-tam ont résonné comme en Afrique pour nous secouer. Puis, Boom Desjardins s'est pointé, vite accompagné de Luce Dufault et de France D'Amour. On était dans la fusion, la somme étant plus grande que l'addition des parties.

Après, France est revenue dans un *medley* de Plume Latraverse, joyeusement repris par la foule. « Saoul comme une botte, chaud comme un spot dans mes culottes... »

Et du pure laine de Plume, on est tombés dans la nouvelle montréalitude. Ciccone qui chante un truc dans le traditionnel italien, les belles filles, l'une du désert, l'autre du Sud, on se sent loin, perdu un peu. Loin du set carré. Concept audacieux. Boom revient sur un rythme des îles et j'apprend que sa femme est martiniquaise. Ah ! le métissage de Montréal avec toutes ses surprises ! On ne s'ennuie jamais.

Un détail fascinant des spectacles de Brathwaite : les orchestres ne sont plus des tavernes pour hommes seulement. Plein de belles filles jouent : où étaient-elles avant ? Et elles étaient plus nombreuses que les gars.

Retour aux sources. Ginette sur la montagne il y a 20 ans se transforme en Isabelle Boulay dans *Un peu plus loin*.

Et finalement des classiques : les chansons de Dédé des Colocs, que la foule savait par coeur. Pour *La Bitte à Tibi*, c'est Junior Bougon qui est monté chanter en duo.

Pas de grande profession de foi dans le pays, du moins jusqu'à l'heure de tombée. Mais cette fête montrait le nouveau visage du Québec. Et *La complainte du phoque en Alaska* en quatre langues.

Québec plus spectacle que fête

Peut-être que si j'avais été sur les Plaines, à Québec, à sentir sur ma joue le drapeau de mon voisin, je ne serais crue à une fête jeudi soir. Mais devant ma télé, le *show* de Québec fut surtout un défilé de chanteurs venus faire leur numéro. En général bien faits. Mais la fête s'allume quand la fusion entre les éléments parfois disparates fait des étincelles.

Il aura fallu attendre les 20 dernières minutes du spectacle pour que le feu s'allume dans la télé. Laurence Jalbert avait réussi de bons duos. Mais c'est l'arrivée de Charlebois qui a tout à coup galvanisé l'atmosphère. L'énergie de Charlebois est contagieuse. Et en plus, on sait les chansons par coeur, y compris les marques d'autos aujourd'hui disparues du paysage de Dolorès.

Peu politique, sauf la profession indépendantiste de l'animateur Luck Mervil. Évoquant le « À la prochaine fois » de René Lévesque, espérant que ce soit la bonne. J'aime bien qu'on prenne position politiquement, mais j'aime encore mieux une fête qui tord les tripes d'émotion. *Un musicien parmi tant d'autres* a enfin réuni les artistes autour du thème du pays à venir. Grand moment, mais il a fallu attendre longtemps.

Aux nouvelles, on a vu le *party* de Gregory Charles à Laval, avec les meilleures chansons québécoises. La vraie fête, le monde chantait. Mais aucun réseau n'a diffusé le spectacle au complet. Entre une fête tiède et un party *hot*, j'aurais opté pour Gregory.

Les bas tarifs d'Air Canada vous font économiser sur vos voyages en Amérique du Nord.

Canada – Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

HALIFAX	WINNIPEG	CALGARY	EDMONTON	VANCOUVER
119 $	154 $	214 $	214 $	234 $

États-Unis – Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

BOSTON JUSQU'AU 11 SEPT. 2005	NEW YORK NEWARK JUSQU'AU 11 SEPT. 2005	SAINT LOUIS	MIAMI	LOS ANGELES
109 $	109 $	221 $	229 $	286 $

Réservez sur **aircanada.com** et obtenez plus de milles Aéroplan[MD].

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.

Gagnez du temps ! Enregistrez-vous et imprimez votre carte d'accès à bord sur **aircanada.com**

3321419A

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 10 $ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple pour voyager les mardis, mercredis et jeudis seulement. Les billets doivent être achetés au plus tard le 28 juin 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 29 septembre 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 $, ne sont pas inclus. **Destinations américaines :** le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 31 décembre 2005, à moins d'avis contraire. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 $, ne sont pas inclus. **Destinations canadiennes et américaines :** les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz[MC]), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée de la société en commandite Aéroplan.

SAINT-JEAN LE QUÉBEC EN FÊTE



PHOTO PATRICK SAFAÇON, LA PRESSE

L'ambiance était manifestement à la fête hier au parc Jean-Drapeau. Quelque 25 000 spectateurs, essentiellement des jeunes de moins de 25 ans, s'étaient déplacés pour voir et entendre les Cowboys fringants, Loco Locass et autres artistes du Québec célébrer la Fête nationale.

PARC JEAN-DRAPEAU

Un gros *party* de cégep



CAROLINE TOUZIN

Un soleil de plomb, la bière qui coule à flots, des effluves de substances interdites, des *bands* engagés qui soulèvent la foule. La Saint-Jean du parc Jean-Drapeau avait l'air d'un énorme *party* de cégep en plein air. Elle a culminé avec le spectacle des Cowboys fringants, les préférés de toute une génération. Quelque 25 000 jeunes — et une poignée de moins jeunes — ont levé leur verre (de houblon), hier, à l'indépendance du Québec, encouragés par leurs idoles « manifestives ».

Même sans statistiques officielles, il était clair que la grande majorité des spectateurs avaient entre 14 et 25 ans. Arborant fièrement les couleurs bleu et blanc du drapeau fleurdelisé et, pour plusieurs, un chandail des Cowboys, ils ont commencé à arriver à 11 h, question de profiter au maximum de leurs 25 $ (35 $ pour les derniers billets) bien investis.

« J'aime mieux payer pour avoir une vraie Saint-Jean où les groupes peuvent dire ce qu'ils veulent que d'aller voir un *show* gratuit mais pas engagé », a dit Annie Mayer, 20 ans, de Montréal, étudiante en comptabilité, assise dans un rare coin d'ombre en attendant de voir « le beau » Dumas apparaître sur scène. « C'est fâchant que ce ne soit pas accessible à tous, mais avec Jean Charest au pouvoir, des groupes comme les Cowboys et les Loco Locass n'auraient pas pu être invités dans des *shows* subventionnés », a ajouté son amie, Carine Deschênes, 21 ans.

Les quelques têtes grises présentes au spectacle étaient animées par le même esprit « manifestif ». « Il faudrait se dépêcher à faire la souveraineté. Il nous reste moins de temps qu'eux », a dit Jacqueline Nadel, 64 ans, en montrant la foule. Pour elle et son frère, Gilles Forget, 52 ans, les Cowboys et les Loco Locass incarnent les artistes idéaux : rassembleurs et engagés.

Peu de temps avant de monter sur scène, Jean-François Pauzé, des Cowboys, se disait « soulagé » d'avoir remporté le « pari risqué d'un gros *show* payant le soir de la Saint-Jean ». « Je l'interprète comme une énorme manifestation pacifique contre Jean Charest et pour l'indépendance. Ça démontre encore une fois que la jeunesse québécoise est politisée », a-t-il expliqué en regardant la foule déjà debout pour le début de l'animation des Zapartistes, à 16h30.

Tout l'après-midi, les files d'attente pour se rafraîchir sous une douche extérieure étaient aussi longues que celles pour s'acheter de la bière, ce qui n'est pas peu dire. Pour éviter de débourser 4,50 $ pour une bière (plusieurs spectateurs ont fait remarquer à *La Presse* que l'organisation avait pourtant annoncé de la bière pas chère), certains jeunes ont usé d'originalité. « Moi, je me suis fait des faux seins avec des ballons remplis de vodka et j'ai mis d'autre vodka dans des bouteilles de jus », a expliqué fièrement une étudiante en communication qui a préféré garder l'anonymat. Un gardien de sécurité lui aurait même dit, avant de la laisser passer, que s'il testait toutes les bouteilles de jus, il serait saoul avant la fin de la soirée.

« On l'a fait pour le plaisir, la fierté et le geste politique. Regarde tous ces jeunes qui se sont déplacés pour écouter de la musique québécoise ! » a expliqué Claude Larivée, organisateur de l'événement.

Saint-Jean à deux vitesses ?

Excédé par les accusations de détracteurs qui déplorent cette Saint-Jean « à deux vitesses », l'organisateur de l'événement et directeur de la compagnie Larivée Cabot Champagne, Claude Larivée, a indiqué qu'il n'avait jamais voulu « faire du fric » avec l'événement. « On l'a fait pour le plaisir, la fierté et le geste politique. Regarde tous ces jeunes qui se sont déplacés pour écouter de la musique québécoise ! » a-t-il expliqué. M. Larivée a donné l'exemple du groupe U2, qui vend ses billets 170 $ chacun dans le but de faire du profit, alors que lui les a vendus 25 $ chacun pour un spectacle d'une durée de 10 heures. Au moins 500 personnes (à rémunérer) travaillent sur les lieux, a-t-il ajouté. Rien que la sonorisation du spectacle, dont s'est chargé le groupe Kloda Focus, a coûté de 40 000 $ à 50 000 $, a indiqué pour sa part Alain Guilmain, coordonnateur technique de la compagnie.

Preuve de son engagement politique et citoyen, l'organisation a invité plusieurs groupes militants, dont Oxfam Québec, à monter des stands sur les lieux. En quelques heures, l'organisme avait déjà récolté plus de 1000 signatures pour appuyer sa campagne pour le commerce équitable, lancée avec l'appui des Cowboys et intitulée Le Grand Vacarme.

Au moment de mettre sous presse, les organisateurs de l'événement ne signalaient aucun événement fâcheux. L'Ambulance Saint-Jean, quant à elle, a traité plus de 80 personnes, la plupart pour des malaises causés par la chaleur. De plus, une personne a été hospitalisée après s'être blessée en faisant du *body-surfing*.

Les milliers de fêtards ont quitté les lieux dans l'ordre peu après 23h, laissant derrière eux un parc jonché de milliers de verres de bière vides.

Une Saint-Jean militante et électrique

ALEXANDRE VIGNEAULT

« Quand il y a deux cours d'histoires qui se donnent dans un même pays, c'est parce qu'il y a deux pays », ont proclamé les Zapartistes devant l'immense foule rassemblée hier dans l'île Notre-Dame, déclenchant ainsi un tonnerre de cris et d'applaudissements. Les Cowboys fringants avaient promis, en leur nom et en celui de leurs amis, de faire de la Fête nationale un événement politique. Secondés en cela par Loco Locass et les Zapartistes, ils ont tenu parole.

La Saint-Jean dans l'île a rassemblé ceux qui croient que la Fête nationale doit se mouiller et défendre l'option souverainiste. Mais elle était aussi un puissant symbole de l'actuelle effervescence musicale au Québec. Qui aurait dit, il y a cinq ou six ans, que 25 000 jeunes de 20 ans et moins iraient en courant assister à un spectacle ne mettant en vedette que des artistes francophones d'ici ?

La locomotive de la soirée était bien évidemment les Cowboys fringants. Le courant électrique qui a traversé la foule dès leur entrée en scène l'a clairement démontré. Mais l'accueil bruyant réservé à Loco Locass, à Dumas et à Mononc' Serge ne laisse planer aucun doute : l'alignement au grand complet suscitait l'intérêt. Un drapeau fleurdelisé sur les épaules et le poing en l'air, la foule a absorbé avec appétit et enthousiasme l'entièreté du menu, du moindre hors-d'oeuvre au plat de résistance.

Le soleil brillait de ses derniers rayons lorsque les hôtes de cette longue journée de fête ont mis le pied sur la grande scène érigée tout près de la Biosphère. Déterminés à donner un ton politique à la Fête nationale, les quatre cowboys et la cowgirl ont débuté avec leur *Lettre à Lévesque*. Deux heures durant, ils ont fait danser leur public avec notamment des chansons comme *La Manifestation, Québécois de souche* et *8 secondes*.

Karl Tremblay a assuré que « ce n'est qu'une question de temps avant que la Saint-Jean dure une semaine, 24 heures sur 24, pour fêter notre pays », puis a entonné *En berne*, chanson pour laquelle les Cowboys ont reçu l'appui de Loco Locass. Ne restait plus qu'à faire la chanson que tous attendaient, *Libérez-nous des libéraux*. On aurait dit que chacun des 25 000 spectateurs sautillait en brandissant le poing. Le message était clair et puissant.

Juste avant les Cowboys, Loco Locass avait offert une prestation efficace au possible. Biz, Chafiik et Batlam ont brassé le public avec aplomb. Voilà un groupe rap qui sonne autant qu'un groupe de rock. *La Censure pour l'échafaud*, avec Karim de Syncop, a donné lieu à un enlevant moment de musique. Le trio a aussi fait un clin d'oeil aux hôtes de la soirée en proposant une version réussie de *La Reine*.

Une victoire du « Oui » !

La couleur politique du spectacle a surtout été portée par les Zapartistes, mordant groupe d'humoristes souverainistes. « Nous ne voulons pas être une province comme les autres, nous voulons être un pays comme les autres ! » ont-ils clamé au cours de la profession de foi indépendantiste qu'ils font au début de chacun de leurs spectacles. Le caractère ironique de certains de leurs numéros semble avoir échappé au jeune public, de même que les clins d'oeil à Zebda (Chirac et « le bruit et l'odeur ») et à Renaud. Mais le plus souvent, leur humour malin et carnassier a visé dans le mille.

De toutes ces chansons détournées et de ces étonnantes imitations (François Parenteau est franchement talentueux), on retient surtout leur numéro de visualisation d'une victoire à un prochain référendum. L'assistance a tellement embarqué dans le jeu qu'elle a longuement applaudi ce simulacre de souveraineté du Québec annoncée selon les règles de l'art à la suite de la formule consacrée : « Si la tendance se maintient... »

Cette longue journée de la Fête nationale avait commencé en début d'après-midi. Pépé et sa guitare, Caza, Henri Band et Stephen Faulkner ont été les premiers à jouer. La « génération Cowboys » ne semblait pas tellement connaître le répertoire de Faulkner, mais il a quand même pu compter sur un minimum de choristes pour chanter avec lui son classique *Si j'avais un char*.

Mononc' Serge a été le premier à frapper un grand coup et à inciter le public à faire du *bodysurfing*. Son sarcasme théâtral marche toujours à fond et il s'est fait plaisir en chantant bon anniversaire à « Johnny » Charest, comme il se promettait de le faire la semaine dernière. Dumas a lui aussi offert une prestation de haute tenue, souvent très rock. Surtout pendant *Vol en éclats* et *Miss Ecstasy*. Un beau moment sous le soleil.

Difficile de ne pas croire, au terme d'une telle journée, que la Saint-Jean des Cowboys fringants fera date. Symbole d'un renouveau de la chanson doublé d'une nouvelle fièvre souverainiste, elle demeurera comme un symbole puissant. Et ce n'est pas fini : les Cowboys fringants entendent traîner leurs amis dans les principales villes du Québec au cours de l'été. M'est avis qu'ils ne cesseront pas de faire de la politique après le 24 juin.

Photo Numérique MP3 en VENTE!





Disponible en 6 couleurs



OLYMPUS®

Stylus Verve

Caméra numérique

- CCD de 4.0 mégapixels
- Conception robuste
- Zoom optique 2x
- Capacité totale de zoom 8x
- Écran ACL HyperCrystal de 1.8"

ÉPARGNEZ 30$

298,88 Cour.: 328,88

+ GRATUIT Trousse Numérique

Écran ACL de 1.8"

Correction des yeux rouges intégrée!



Nikon NUMÉRIQUE — 2 YEARS/ANS

Caméra numérique COOOPIX5600

- 5.1 mégapixels • Zoom optique 3 x
- Zoom numérique 4 x
- 14 Mo de mémoire interne
- Chargeur de piles inclus

368,88

+ GRATUIT Trousse Numérique

NOUVEAU!

LENTILLE INCLUSE!

8.0 MP



Canon

Appareil photo numérique réflex EOS Rebel XT

- 8.0 mégapixels • Objectif 18-55 mm inclus
- Objectif interchangeable de type "EF"
- Équivalents ISO 100 - 1600
- Mode rafale jusqu'à 3.0 fps

1298,88

+ GRATUIT Trousse Numérique

SAMSUNG MP3

Lecteur numérique MP3 personnel



- 512 Mo de mémoire
- Jusqu'à 250 chansons en stockage
- 42 heures d'autonomie approx.
- Syntoniseur numérique FM
- Enregistrement voix

ÉPARGNEZ 10$

168,88 Cour.: 178,88

YPMT6X



Panasonic

Caméscope Multicam™ Mini-DV PVGS19

- 680k, CCD 1/6"
- Zoom optique 24 x
- Zoom numérique 800 x
- Écran ACL 2.5"

ÉPARGNEZ 50$

498,88 Cour.: 548,88

+ GRATUIT Trousse Numérique



SONY

Caméra numérique Cyber-shot DSCH1

- 5.1 mégapixels • Écran ACL 2.5"
- Zoom optique 12 x
- Stabilisateur d'image
- Objectifs additionnels disponibles

698,88

+ GRATUIT Trousse Numérique

MP3

Lecteur numérique iPod shuffle

- 512 Mo de mémoire
- Jusqu'à 120 chansons en stockage
- 12 heures d'autonomie approx.

128,88



M9724

MP3

Lecteur numérique MP3 personnel iPod

- 20 Go de mémoire
- Jusqu'à 5000 chansons en stockage
- 12 heures d'autonomie approx.

ÉPARGNEZ 10$

368,88 Cour.: 378,88



M9282

KONICA MINOLTA

Caméra numérique DiMAGE G530

Piles et chargeur inclus!

Boîtier en métal!



- 5.0 mégapixels
- Zoom optique 3 x
- Écran ACL 1.5"
- Viseur optique
- Média SD & Memory Stick

Imprimante photo HP



PS245

- Jusqu'à 4800 x 1200 ppp
- Format 4" x 6"/90 sec.
- Impression photo par cartes mémoire
- **Afficheur ACL de 1,8"**

L'ensemble pour

ÉPARGNEZ 150$

348,88* Cour.: 498,88

**Après remise postale de 50$ de Konica Minolta et 50$ de Dumoulin.*

27"



KV27FS120

SONY

FD Trinitron WEGA

Téléviseur ultraplat 27"

- Tube-image plat
- Aspect d'écran 4:3
- Contrôle automatique du volume
- Filtre en peigne numérique à 3 lignes
- Entrée(s) vidéo à composants, S-Vidéo, composites

ÉPARGNEZ 80$

468,88 Cour.: 548,88

Panasonic

NOUVEAU!

Téléviseur ACL 20"

20"



- Résolution de 640 x 480 pixels
- Compatibilité d'affichage EDTV -480p
- Rapport de contraste 600:1
- Angle de visonnement 170° horizontal/vertical
- Syntoniseur NTSC intégré
- Aspect d'écran 4:3
- Montage mural VESA compatible
- Entrée(s) à composants, S-Vidéo

ÉPARGNEZ 50$

948,88 Cour.: 998,88

TC20LA5

BenQ

17"

Moniteur ACL 17"



- Résolution 1280 x 1024
- Ratio de contraste 450:1
- Temps de réponse 16ms
- Détail graphique de 0.264mm

ÉPARGNEZ 50$

348,88* Cour.: 398,88

**Après remise postale de 50$*

FP737D



Panasonic DVD

Enregistreur/lecteur DVD/VHS Combo

- Formats enregistrables DVD-RAM, DVD-R/RW et DVD+R/RW
- Balayage progressif • Lecture DVD-Audio
- Formats analogues enregistrables VHS
- Jusqu'à 8 heures d'enregistrement

ÉPARGNEZ 30$

418,88 Cour.: 448,88

SAMSUNG

56"



Projection DLP écran panoramique 56"

HLP5663W

- Aspect d'écran 16:9
- Compatibilité d'affichage TVHD (720p)
- Télécommande multifonctions
- Entrée PC • Entrée(s) numérique DVI, HDMI
- Filtre en peigne 3D Y/C à 4 bits
- Entrée vidéo à composants et composites
- Sortie audio fixe/variable
- Syntoniseur NTSC • Image sur image
- Sonorité TruSurround®SRS®
- Balayage d'ajustement 24 images (réduction 3:2)
- Puissance audio totale 30 watts

Meuble GRATUIT (valeur de 500$)

ÉPARGNEZ 1000$

2988,88 Cour.: 3988,88

acer

DVD/RW SUPER MULTI

intel inside centrino MOBILE TECHNOLOGY

Ordinateur portatif TravelMate® - 1.6 GHz

15.4"

Panoramique



- Processeur Intel® Pentium® M 730
- Mémoire 512 Mo
- Disque rigide 60 Go
- Port réseau 10/100 et sans fil 802.11b/g intégré
- **DVD Super-Multi double couche**
- **Écran 15.4"**
- **Windows XP Professionnel**

Nouveau modèle!

1498,88

TM4101WLMi

palmOne

Ordinateur de poche Palm One Zire72GPS



ZIRE72GPS

- Caméra de 1.2 MP intégrée
- Écran couleur 320 x 320
- Mémoire 32 Mo
- Processeur 312 MHz
- Palm OS • Version multilingue

ÉPARGNEZ 50$

548,88 Cour.: 598,88

INCLUS!

Adaptateur GPS, logiciel de navigation, carte mémoire 64 Mo, adaptateur pour voiture. (Valeur de 200$)



Pour tout savoir sur les produits palmOne venez rencontrer un représentant ce samedi à Laval au Centropolis (avenue Pierre-Péladeau)

NOUVEAU MAGASIN AUT. 13 / STE-DOROTHÉE Méga Centre Notre-Dame

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications



1-877 DUMOULIN

● **MONTRÉAL** 2050, boul. St-Laurent *(Près Sherbrooke)* ● 368, rue Ste-Catherine O. *(coin Bleury)* ● 8990, boul. l'Acadie *(Nord Métropolitaine)* ● 5485, rue des Jockeys *(Décarie/Blue Bonnets)*
● **ST-LÉONARD** 6852, rue Jean-Talon E. *(Langelier/Galeries d'Anjou)* ● **LASALLE** 7197, boul. Newman *(Près Carrefour Angrignon)* ● **WEST ISLAND** 2315, Transcanadienne *(des Sources)* ● **FAIRVIEW POINTE-CLAIRE**
NOUVEAU! **LAVAL** 1662, AUT. 13 / Ste-Dorothée *(Méga Centre Notre-Dame)* ● **CARREFOUR LAVAL** ● **CENTROPOLIS** avenue Pierre-Péladeau *(à côté du Colossus)* ● **PLACE ROSEMÈRE** *(entrée face à rue Le Bouthillier)*
● **BOUCHERVILLE** 582, chemin De Touraine *(près du IKEA)* ● **BROSSARD** 5705, boul. Taschereau *(Est du Mail Champlain)* ● **PROMENADES ST-BRUNO** ● **GATINEAU** 195, Bellehumeur

DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • **GRANBY** 633, rue Dufferin • **GRAND-MÈRE** 2601, 6e Avenue • **HAWKESBURY** 1404, rue Principale E. (ON) • **JOLIETTE** 404, rue St-Viateur • **LA SARRE** 31, 5e Avenue E. • **LA TUQUE** 544, rue Commerciale
MANIWAKI 149, boul. Desjardins • **ROUYN-NORANDA** 463, Larivière • **SHAWINIGAN** 4370, boul. Royale • **SHERBROOKE** 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • **SOREL-TRACY** 1815, boul. Fiset
ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne • **ST-JEAN** 391, du Séminaire • **STE-MARTINE** 789, St-Jean-Baptiste • **VAL-D'OR** 1817, 3e Avenue • **VALLEYFIELD** 1045, Mgr Langlois • **VICTORIAVILLE** 525, boul. Bois-Francs Sud • **TROIS-RIVIÈRES** 2255, boul. des Récollets

Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer. Détails en magasin.
Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

3321762A

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE
rima.elkouri@lapresse.ca

Joyeusement en berne



« Si c'est ça le Québec moderne, ben moi, j'mets mon drapeau en berne. » Dans la foule bleutée du parc Jean-Drapeau, ces paroles des Cowboys fringants imprimées sur de nombreux t-shirts tranchaient, comme si quelques pissenlits s'amusaient à tirer la langue aux fleurs de lys ayant envahi le parterre. N'est-ce pas contradictoire de vouloir mettre son drapeau en berne le jour de la Saint-Jean ? ai-je demandé à Kevin Cruz, qui, devant un stand de souvenirs pris d'assaut par des fans des Cowboys fringants, venait tout juste d'enfiler le t-shirt au message équivoque.

Contradictoire ? Pourquoi donc ? demande le jeune homme de 22 ans. Il faut savoir lire entre les lignes, dit-il. « On est là pour le changement. On est fier de qui on est, mais pas de la façon dont le Québec est dirigé en ce moment », explique le souverainiste qui aimerait bien voir André Boisclair à la tête du Parti québécois.

« Avis aux ténors du PQ : venez donc tendre l'oreille dans la foule au cours de cette journée. Peut-être trouverez-vous les réponses à votre Saison des idées », avait lancé, dans l'hebdomadaire *Voir* la semaine dernière, Jean-François Pauzé, des Cowboys fringants.

Je ne suis ni un ténor ni même une soprano du PQ. Je ne chante pas non plus pour le PLQ. Mais je me suis tout de même prêtée, hier, lors du grand spectacle engagé du parc Jean-Drapeau, à l'exercice de pop-sociologie proposé par les Cowboys fringants.

Le résultat de mon enquête absolument non scientifique indique qu'avant même d'être souverainistes, adeptes de la gauche ou péquistes, les jeunes fans des Cowboys fringants qui fêtaient hier sont avant tout « cowboys-fringantistes ». Posez-leur une question d'ordre politique, ils vous répondront en citant par cœur des paroles des Cowboys.

« Moi j'verrais un pays/ Qui ferait un compromis/ Entre les mots écologie/ Justice et économie/ Parce que bien avant ma patrie/ Et toutes les politicailleries/ J'prône les causes humanitaires/ Et j'suis amoureux de la Terre », m'a débité le plus naturellement du monde Justine Chevrier-Lord, 14 ans, quand je lui ai demandé si la souveraineté passait pour elle avant les causes sociales. L'adolescente citait *Lettre à Lévesque*. Une chanson qui, même si elle ressemble plus à une composition maladroite de cégépien qu'à de la poésie engagée, semble avoir réveillé la fibre souverainiste de bien des jeunes. Justine, comme bien d'autres fans des Cowboys, a d'ailleurs commencé à connaître René Lévesque grâce à cette chanson. Depuis, elle dévore les livres de politique et se passionne pour l'histoire des Patriotes. Elle déplore le peu de culture politique qu'ont les jeunes de son âge. « Mon professeur de français a été obligé d'expliquer ce qu'est la gauche et la droite, en deuxième secondaire! » Des politiciens qui ont fini leurs études secondaires il y a bien longtemps ne semblent toujours pas le savoir, mais ça, c'est une autre histoire.

Une autre jeune femme qui avait inscrit au dos de sa camisole « Et là, c'est sûr que j'cocherais oui », m'a aussi renvoyée à la chanson *Lettre à Lévesque* quand je lui ai demandé, au sortir de la douche mise à la disposition des spectateurs abattus pas la chaleur, ce qu'elle entendait par là. « Tout ce qu'ils disent dans la chanson, c'est ça. Il faudrait qu'on ait autre chose que des opportunistes au pouvoir », observait la jeune péquiste, qui dit que les Cowboys fringants lui ont « ouvert les yeux ».

Autre résultat de mon enquête absolument non scientifique : André Boisclair séduit beaucoup plus les jeunes souverainistes que Pauline Marois. « Il a l'air plus proche du petit peuple », disait l'une. « Il a suivi un cours de leadership à Harvard. Il doit être bon », lançait l'autre. « Je m'en fous qu'il soit gai », précisait un autre. « Il est plus jeune, plus rassembleur. Alors que Marois est juste là par opportunisme », disait-on encore.

« André Boisclair représente un peu la nouvelle génération. C'est le candidat le plus potable », renchérissait Marc-André Duchesneau, 17 ans, qui, sur un torse nu où était dessinée une fleur de lys, portait une robe de chambre en velours bleu, dont les manches avaient été découpées. « J'ai acheté ça au Village des valeurs pour l'occasion. Et je suis allé dans un salon de coiffure spécialisé pour mes cheveux », dit-il en tournant la tête pour me montrer la fleur de lys qui y avait été tracée au rasoir.

Marc-André se réjouissait qu'une Saint-Jean plus politique que celle du parc Maisonneuve ait lieu cette année. « Ça va prendre ça pour qu'on soit souverain », lançait le jeune homme, qui disait constater un regain de la fibre patriotique chez les gens de sa génération. « La grève étudiante a soudé tout le monde contre les libéraux, ce qui aide le PQ. On sent vraiment un plus grand engouement. On veut un Québec à notre image. Dans tous nos actes, on se dissocie du Canada. Alors pourquoi pas un pays ? »

Pourquoi pas ? se disaient hier les milliers de jeunes en liesse rassemblés au parc Jean-Drapeau. Jamais drapeaux en berne n'avaient eu l'air aussi joyeux.

« SI C'EST ÇA LE QUÉBEC MODERNE BEN MOI J'METS MON DRAPEAU EN BERNE ET J'EMMERDE TOUS LES BOUFFONS QUI NOUS GOUVERNENT ! SI TU RÊVES D'AVOIR UN PAYS BEN MOI J'TE DIS QUE T'ES MAL PARTI T'AS BEN PLUS DE CHANCES DE GAGNER À' LOTERIE... »

(EXTRAIT DE LA CHANSON *EN BERNE*, DES COWBOYS FRINGANTS)

Charest salue l'adoption du budget Martin

ANNE DROLET
LE SOLEIL

QUÉBEC — En marge des célébrations de la Fête nationale, le premier ministre du Québec a salué l'adoption du budget fédéral, qui rend officielle l'entente de 1,8 milliard entre Québec et Ottawa. Ce qui n'empêchera pas Jean Charest de s'attaquer avec fermeté au prochain dossier chaud qui l'oppose à Ottawa : le rétablissement des transferts sur l'éducation postsecondaire.

L'entente annoncée mardi, concernant le partage de la taxe sur l'essence, accorde aux municipalités 1,3 milliard provenant des coffres fédéraux et près d'un demi-milliard de dollars du provincial. L'argent servira à la modernisation d'infrastructures et au transport en commun. Avec un gouvernement minoritaire, ça devenait important que ce soit adopté, a indiqué le premier ministre en point de presse, au Musée national des beaux-arts du Québec.

Mais M. Charest n'y voit pas le signe de la viabilité, voire le bien-fondé, d'un gouvernement minoritaire à Ottawa. C'est bon qu'il y ait un gouvernement québécois qui travaille dans le sens des intérêts du Québec. Du côté d'Ottawa, qu'il y ait un gouvernement minoritaire ou majoritaire, les intérêts du Québec ne changent pas, a-t-il fait valoir. M. Charest appuie plutôt ce succès sur les avancées de son gouvernement en ce qui a trait aux relations avec Ottawa.

Questionné sur les transferts en éducation postsecondaire, Jean Charest a rappelé qu'aucun rattrapage n'a été fait pour compenser les coupes radicales du fédéral dans ce domaine depuis 1996. Le premier ministre confirme que les provinces vont faire front commun à la Conférence du conseil de fédération en Alberta pour demander à Ottawa de rétablir les transferts. Il croit qu'il n'y a pour l'instant aucun risque d'intrusion d'Ottawa dans les compétences du gouvernement du Québec, même si l'éducation relève de la compétence provinciale. Les ententes que nous avons actuellement respectent nos compétences, a-t-il dit, et il a ajouté qu'il n'y aura aucun compromis de cet ordre.

Fête nationale

Selon la tradition, ambassadeurs, consuls et politiciens ont pu offrir leurs voeux au premier ministre au Musée national des beaux-arts du Québec. Dans son allocution devant environ 250 personnes d'origines ethniques diverses, le premier ministre a eu des mots particuliers pour les immigrants, pour qui le Québec est une terre d'accueil. Il a de même souligné le travail des artistes québécois de la chanson, plus particulièrement Félix Leclerc et Michel Rivard.

Pour le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, la Fête nationale est un temps d'arrêt qui permet de faire le point et de se questionner sur nos origines et sur ce que nous sommes. Et cela, peu importe l'allégeance politique. Le maire de Québec a fait ressortir l'importance pour le premier ministre de célébrer cette journée dans la capitale. Le maire de Québec vivait l'événement sans nostalgie, même s'il quitte ses fonctions cette année.

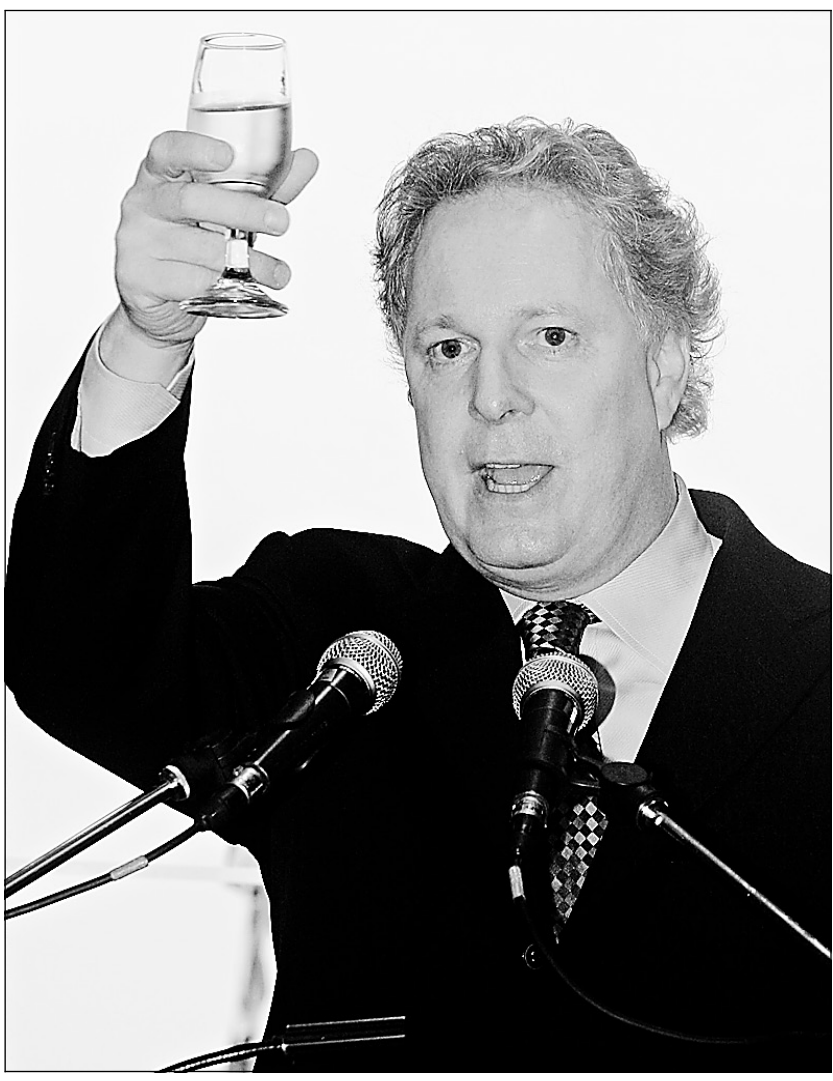


PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Jean Charest a levé son verre à la santé des Québécois, hier, dans la capitale.

Partir dans l'Ouest,
ça ne veut pas dire Westmount.

Voyagez avec nous pour de super tarifs



aller simple à partir de — Départs de Montréal

119 $* Toronto
149 $* Winnipeg
209 $* Calgary
249 $* Edmonton Vancouver

Réservez d'ici le 28 juin pour voyager jusqu'au 30 septembre 2005*.

WESTJET
Bienvenue à bord.

Réservez sur **westjet.com** ou contactez votre agent de voyages pour accumuler des milles aériens AIR MILES^MD. Ou téléphonez simplement au **1 877 956 6982**.

* Sièges en nombre limité et pouvant ne pas être disponibles sur tous les vols. Offre exclusive aux nouvelles réservations. Aucun achat préalable n'est requis. Le supplément pour carburant est inclus dans les tarifs annoncés. Droits, taxes et surtaxes additionnels en sus, s'il y a lieu. Non remboursable, en partie ou en totalité. Offre pouvant être combinée avec d'autres tarifs. Les vols peuvent ne pas avoir lieu les jours de solde annoncés. Md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc. et WestJet.

3328020A

SAINT-JEAN LE QUÉBEC EN FÊTE

De la pelouse dans le Mile-End

La fête du quartier n'est plus ce qu'elle était

PHILIPPE MERCURE

Il n'y a pas qu'au parc Jean-Drapeau que la Saint-Jean a une saveur politique. Dans le Mile-End, on déroule la pelouse dans les rues pour protester contre... la Ville de Montréal !

À l'angle des rues Saint-Viateur et Waverly, des passants prennent un bain de soleil, affalés sur le gazon fraîchement débarqué. De l'autre côté, on a sorti une batterie et quelques amplis. Quelques copains jouent du blues sur le trottoir. Il n'y a ni scène ni vendeur de bière. Et surtout pas de banderole officielle « Fête nationale du Québec 2005 ».

À la place, un écriteau gribouillé au crayon feutre : « Aidez-nous à retourber notre Fête nationale », signé « Le Faiseur de tourbe ».

Le « faiseur de tourbe », c'est Bernard Gagnon. Cheveux en bataille, barbe de deux jours, le jeune homme est à l'image du Mile-End : bohème, coloré et, par les temps qui courent, un brin révolté.

Celui qui se fait aussi appeler « Le Père Tourbeur » affirme avoir craché sur l'argent de la Ville (environ 3000 $) pour organiser la fête de la Saint-Jean du quartier. « Ils ont essayé de nous imposer leurs conditions : fin du *party* à 19h, interdiction pour les commerçants de vendre leur bouffe dehors... Ils jouent les trouble-fêtes », dénonce Bernard Gagnon.

La Saint-Jean du Mile-End est en fait victime de sa popularité. Selon les organisateurs, 25 000 personnes y ont pris part en 2003. Des chiffres qu'endosse Richard P. Côté, attaché politique de la mairesse de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Helen Fotopulos.

« C'était devenu beaucoup trop gros. Il y a eu énormément de plaintes au cours des années précédentes. Les résidants se réveillaient avec des bouteilles de bière sur leur terrain, il y avait des gens couchés sur les voitures, les fêtards se soulageaient de leur trop-plein de bière un peu partout. Sans compter les policiers et les pompiers qui, en cas d'urgence, n'auraient jamais pu faire leur travail. »

L'année dernière, donc, pas de fête officielle dans le Mile-End. Selon Richard P. Côté, le YMCA, qui organisait la fête de concert avec M. Gagnon et son groupe, aurait imposé ses propres conditions pour revenir à une fête « plus familiale ».

Cette année, Bernard Gagnon a décidé de protester : « Je suis allé chercher le soutien financier des commerçants du coin, comme Re-Max, Frite Alors et le marché PA. J'ai fait venir 1000 pieds carrés de *tourbe*, que j'ai étendue dans la rue. »



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE©

La Saint-Jean du Mile-End a été victime de son succès des dernières années. Plusieurs fêtards ont ainsi préféré déambulé dans les rues du Vieux-Montréal, comme le jeune Zilou, tatoué de la fleur de lys.

Interrogés par *La Presse*, plusieurs commerçants locaux se disaient aussi déçus de la tournure des événements. « On a l'habitude de faire ça dans la rue, c'est une tradition. Aujourd'hui, c'est ennuyeux », déplore Gerardo, de la boulangerie Saint-Viateur.

« C'est un scandale. La Saint-Jean, ici, était le meilleur *party* de l'année dans toute l'île de Montréal. L'esprit d'ici est unique à cause de la diversité culturelle du quartier et de son importante communauté artistique », affirme de son côté Patrice, un résidant qui trouve les choses bien tranquilles cette année. Des citoyens ont tout de même demandé à la Ville de fermer la rue Waverly pour la journée : permission accordée. Commerçants et résidants ont sorti leurs tuyaux d'arrosage pour que les enfants puissent batifoler dans l'eau pour oublier la chaleur. « Il faut profiter des beaux jours. *La vita è breve*, il faut s'amuser », lance Pina Montorin, qui a installé son arrosoir dans la rue.

Les Montréalais défilent en blanc et bleu

PHILIPPE MERCURE

Thermos de café à la main, l'air encore endormi, l'actrice et chanteuse Isabelle Blais répète les chansons qu'elle balancera à la foule du haut de son char allégorique. Il est 10 h 50, rue Notre-Dame.

L'ambiance est fébrile : nous sommes en pleine séance de préparation pour le défilé populaire, qui s'ébranlera dans un peu plus d'une heure.

À deux pas de là, Marie Lavergne, de la troupe Karo-Forme, rigole ferme. Elle est enfin parvenue à s'extirper d'une cabine de toilettes chimiques portative malgré l'immense fleur de lys qu'elle porte au dos. « Manoeuvre très périlleuse », commente la jeune femme en riant.

Des bénévoles en patins à roulettes zigzaguent parmi les protagonistes pour s'assurer du bon déroulement des festivités. Déjà, la foule s'amasse de chaque côté de la rue Notre-Dame. Ils auront été plus de 40 000, selon les organisateurs.

« Je ne sais pas si ça va être aussi bon que quand j'étais petit, mais en tout cas ça fait du bruit ! » lance Jean Gagnon, 79 ans, en écoutant le joyeux tintamarre qui émane de tous ces préparatifs.

À midi, le défilé se met enfin en branle. Micro à la main, le comédien Robert Brouillette rappelle que la Saint-Jean est la fête « de tous les Québécois, peu importe leur origine ethnique ». La couleur multiculturelle, elle est là, à commencer par la troupe Zuruba, qui martèle ses rythmes afro-brésiliens.

« C'est le *fun*, ça brasse la foule. On dirait que le défilé est plus spontané, moins organisé que d'habitude. On n'est pas noyé de pancartes de commanditaires », commente Daniel Benoît, ravi d'être venu défiler avec sa petite famille.

D'autres sont plus critiques. « C'est court, et ce n'est pas assez politique », tranche Robert Loranger, qui participe aux défilés depuis les années 60.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle Malibu 2005 (1ZS69/R7C). Le modèle illustré comprend certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits et droits payables à la livraison. †À l'achat ou à la location de la plupart des modèles neufs ou de démonstration en stock et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01 $, le consommateur reçoit une carte de prix préférentiel permettant d'obtenir la réduction établissements approuvés, et ne sont pas monnayables. Tous les véhicules 2005 sont admissibles sauf ceux-ci : Cavalier/Sunfire, Jimmy/Blazer, camions poids moyen (y compris la famille Cadillac, Saab. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢ du financement à l'achat de 0 % pour un terme de 60 mois sur approbation de crédit de GMAC seulement. ‡Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur les modèles Malibu 2005. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. (Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. **Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com**

SAINT-JEAN LE QUÉBEC EN FÊTE

260 000 fêtards ont foulé les Plaines d'Abraham, à Québec

Une Saint-Jean à saveur politique

LE SOLEIL

Solidarité, unité, souveraineté. Luck Mervil avait promis une Saint-Jean à saveur politique, c'est ce qu'il a offert, jeudi, aux quelque 260 000 Québécois qui ont foulé les plaines d'Abraham, selon les organisateurs du concert.

« Peu importe la couleur, on est tous des frères », lançait-il au moment de clore sa première Fête nationale à titre de maître de cérémonie.

Et de la couleur, il y en avait au parc des Champs-de-Bataille. Sur scène, les organisateurs avaient misé sur une brochette d'artistes aux origines diverses : Mélanie Renaud, Laurence Jalbert, Stefie Shock, Jonathan Painchaud, Steve Hill, Kulcha Connection, Robert Charlebois, Yann Perreau, Miranie Morissette et Andrée Dupré.

Dans la foule, il y avait beaucoup de bleu et de blanc, évidemment, mais aussi le vert, blanc et rouge du drapeau des Patriotes, de plus en plus présent aux festivités de la Saint-Jean. Même Luck Mervil l'avait adopté pour son entrée en scène, vers 21 h.

Dès 19 h, le chanteur et violoniste Alain François a pris d'assaut la scène des Plaines pour accueillir — avec ses airs traditionnels revisités — les fêtards qui s'agglutinaient tranquillement dans l'amphithéâtre naturel.

Au son des classiques de La Bolduc et de Gilles Vigneault, une marée bleu et blanc s'est déversée sur les Plaines, gracieuseté des organisateurs de la fête qui ont distribué gratuitement des fleurdelisés.



PHOTO LE SOLEIL

Un octogénaire a perdu la vie dans un incendie qui a ravagé trois immeubles du quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Dès 21h, Steve Hill, qui a bien joué son rôle de *guitar hero* tout au long de la soirée, est venu donner le coup d'envoi au grand spectacle télévisé. La présentation s'articulait autour des oeuvres musicales préférées des chanteurs invités et a diverti une foule qui a eu tôt fait d'oublier les immenses télésouffleurs qui défiguraient les Plaines. C'est ainsi que chacun d'entre eux a tour à tour offert ses propres pièces et une chanson québécoise marquante.

Yann Perreau a arrêté son choix sur *Le monde est à pleurer* de Jean Leloup, Mélanie Renaud a donné son interprétation des *Yeux noirs*, de Laurence Jalbert, le duo ragga-reggae-rap Kulcha Connection est revenu au classique de Boule noire, *Aimer d'amour*, et Jonathan Painchaud a entonné *Si j'avais un char*, de Stephen Faulkner.

La *blueswoman* de Québec Andrée Dupré a quant à elle rendu un hommage en deux temps à Gerry Boulet, tandis que le porte-parole des festivités, Sylvain Cossette, a préféré Richard Desjardins.

Copieusement hué lors des célébrations de l'an dernier, Jean Charest ne s'est pas pointé sur les Plaines cette année. C'est par l'entremise d'un message télévisé que le premier ministre a prononcé ses voeux de la Fête nationale aux Québécois. Vers 22 h, Normand Brathwaite a offert une apparition-surprise au public de Québec. Celui qui a longtemps animé les festivités sur les Plaines, mais qui occupe maintenant ce rôle au parc Maisonneuve de Montréal, est revenu à ses premières amours le temps d'une chanson de France D'Amour, qui avait fait le trajet avec lui.

Pour finir le spectacle en force, Robert Charlebois est monté sur scène à 23h15, afin d'interpréter quatre chansons devant un public survolté.

Pour les couche-tard, les concerts se sont prolongés jusqu'au petit matin, laissant successivement les planches à Stefie Shock, Philosonic, les Breastfeeders et Malajube, dont l'un des membres a profité de la Fête nationale pour se montrer dans son plus simple appareil devant quelques dizaines de milliers de spectateurs.

Incendie : un mort

Par ailleurs, les festivités de la Saint-Jean de Québec ont été assombries par un incendie qui a fait un mort, dans la nuit de jeudi à hier. Le brasier, qui a ravagé trois bâtiments de la rue Lavigueur, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, pourrait avoir été allumé par des jeunes qui s'amusaient avec des feux d'artifice.

En arrivant sur les lieux, les pompiers ont été informés que trois locataires manquaient à l'appel. Ce n'est qu'au bout d'une demi-heure qu'ils sont parvenus à entrer à l'intérieur de l'immeuble, où ils ont fait la découverte du corps sans vie d'un homme de 80 ans, dans un logement du sous-sol.

Saint-Jean sous la canicule à Paris

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

PARIS — Fidèle à la tradition, les Québécois de Paris ont célébré leur Fête nationale, hier soir, dans la bonne humeur, la canicule n'incitant guère à refuser une bière fraîche.

Québécois ou « québécophiles », ils se sont massés par centaines en shorts et en robes d'été dans la cour de la Délégation générale du Québec (à deux pas de l'Arc de Triomphe), envahissant au passage la rue Pergolèse, fermée pour l'occasion.

Au fil des années, la Délégation est devenue l'incontournable lieu de rendez-vous du 24 juin. Mais l'époque où on y discutait fébrilement de l'avenir de la nation ou du prochain référendum en agitant le drapeau du Québec semble bien loin.

Désormais, rue Pergolèse, on croise de tout : des étudiants, des touristes, mais aussi beaucoup de jeunes, avocats ou informaticiens, travaillant à Paris, voire des couples mixtes avec enfants, dansant au son des grands classiques de la chanson québécoise.

« Cela reflète l'évolution du Québec et des relations franco-québécoises, a noté le délégué général, Clément Duhaime. Le 24 juin est l'occasion de retrouvailles. Sans être nécessairement rattaché à une option politique, tout le monde se retrouve autour d'une identité commune, qui s'épanouit à l'intérieur d'une relation particulière avec la France. »

En cela, le 24 juin est aussi l'occasion de célébrer l'amitié franco-québécoise, voire la place du Québec sur la scène internationale.

Dans l'après-midi, on a par ailleurs souligné la Fête nationale sur la place du Québec, en plein coeur de Saint-Germain-des-Prés.

MÉGA VENTE
FIN D'INVENTAIRE
SOUS LE CHAPITEAU
MEUBLES DE JARDIN EN TECK
10 % Chaises pliantes
20 % Tables et chaises longues
QUALITÉ GARANTIE
PRIX IMBATTABLES
QUANTITÉ LIMITÉE
DES PRIX RÉDUITS!
Chaise pliantes à partir de 99 $ - Chaises longues "Steamer" seulement 255 $
Table avec rallonge pour 4 à 6 personnes 120 X 130 X 180 cm à partir de 799 $
Différents modèles de table et chaises pour 6, 8 et 10 personnes à prix réduits.
LES SERRES SYLVAIN CLÉROUX
1570, rue Principale, Ste-Dorothée, Laval
(450) 627-2471
Autoroute 15 ou 13, sortie 440 ouest, prenez avenue des bois, 2e feu de circulation tournez à gauche sur Principale
SAMEDI ET DIMANCHE 8 H À 17 H
LUNDI AU VENDREDI 8 H À 21 H
LIVRAISON DISPONIBLE
3327378
NE MANQUEZ PAS CETTE CHANCE UNIQUE!
3325903A

SOLDES ACTUELS
Pour profiter de l'été pleinement, vos favoris pure mode et des exclusivités Simons à prix vraiment exceptionnels !
SPORT ACTIF
ÉPARGNEZ 33%
BIKINI TRIANGLE RÉVERSIBLE
Fleurs graffiti en tons de turquoise ou corail
19.99
RÉG. 29.95
ÉPARGNEZ 30%
MAILLOT TANKINI NAUTIQUE
Bonnets moulés, marine et blanc
44.95
RÉG. 65.00
ÉPARGNEZ 33%
BIKINI VOLLEY-BALL RÉVERSIBLE
Motif hibiscus marins sur coloris unis
19.99
RÉG. 29.95
ÉPARGNEZ 35%
LE SHORT SURF MICROFIBRE
Tons de choco, vert , rouge, marine, turquoise
29.95
RÉG. 48.00
VALEUR SIMONS IMBATTABLE
LE NAGEUR ACCENTS VIFS
Bonnets prémoulés, dos plongeant
29.95
ÉPARGNEZ 25%
LE LONG PARÉO EN FILET
Noir, blanc, choco, cerise, marine
14.99
RÉG. 20.00
simons
3326322A
• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Des centaines de millions inutilisés

TSUNAMI
suite de la page A1

Les donateurs, tant privés que publics, ont versé jusqu'à maintenant 1,02 milliard en réponse à cet appel censé couvrir la période de six mois se terminant fin juin.

L'appel de fonds lancé par OCHA, qui a demandé 1,26 milliard, comprenait une liste précise d'opérations humanitaires à financer (approvisionnement en eau, nourriture, premiers soins, aide psychologique, etc.) et de leur coût. L'argent est acheminé à des agences onusiennes comme l'Unicef ou le Programme alimentaire mondial (PAM), ou encore à des ONG dûment mandatés qui assument l'exécution des opérations.

Une porte-parole du PAM, Margaret Carrington, a indiqué hier que l'organisation avait utilisé à ce jour 49 % des fonds de 237 millions reçus à la suite de l'appel de janvier.

Pour expliquer l'écart entre les sommes demandées et les sommes dépensées, les porte-parole onusiens interrogés hier invoquent divers facteurs.

Évaluation exagérée ?

Mme Carrington souligne que les dépenses engagées jusqu'à maintenant ont permis de répondre efficacement aux besoins alimentaires de quelque 1,8 million de personnes. Il semble, dit-elle, que l'évaluation du coût des opérations humanitaires d'urgence qui a été faite dans les jours suivants le tsunami était donc exagérée.

En général, poursuit la porte-parole, les agences onusiennes tentent d'évaluer les besoins avec la plus grande rigueur possible avant de lancer un appel de fonds, pour ne pas miner leur crédibilité auprès des donateurs. L'ampleur de la catastrophe, qui a touché une douzaine de pays, a cependant fait en sorte qu'il était difficile d'avoir une idée exacte de la situation.

Dans les jours suivant le tsunami, OCHA a dépêché dans les pays touchés une centaine d'évaluateurs spécialisés pour brosser le tableau des besoins, mais ils ont été forcés de travailler dans des circonstances difficiles, avec des délais très serrés, confirme Christelle Loupforest, chargée des liens avec les donateurs pour l'organisation.

Mme Loupforest ajoute que l'ampleur des dommages, tant humains que matériels, a freiné le travail des agences onusiennes. À titre indicatif, elle relève que plusieurs des administrateurs locaux qui servent d'intermédiaires dans les opérations d'urgence ont été tués. Dans des régions comme Aceh, en Indonésie, les infrastructures routières ont été carrément emportées sur de longs tronçons, ce qui a compliqué les opérations.

Prolongation

OCHA, dit-elle, a décidé en mai de prolonger de six mois la période d'opérations humanitaires pour répondre aux besoins élémentaires des populations touchées. Les centaines de millions de dollars qui restent de l'appel de janvier seront donc utilisés pour financer des services similaires jusqu'à la fin de l'année.

« Nous sommes dans une phase transitoire. S'il reste de l'argent à la fin des opérations humanitaires, il sera consacré aux opérations de reconstruction. Il n'y aura pas d'argent qui va disparaître », assure Kristen Knutson.

Plusieurs ONG indiquent aussi n'avoir dépensé qu'une partie des millions récoltés dans les semaines suivant le tsunami. C'est le cas notamment d'Oxfam international, qui, par l'entremise d'une douzaine d'organisations membres, a récolté 305 millions de dollars canadiens pour les opérations d'urgence et la reconstruction. De ce total, 33 millions ont été dépensés dans les trois premiers mois de l'année et le total devrait passer à 99 millions d'ici la fin de l'année.

Selon Mark Fried, porte-parole d'Oxfam Canada, cette situation est normale puisque l'organisation a clairement fait savoir, en recevant des dons, que les sommes pourraient servir aux mesures d'urgence ou à la reconstruction. Or, la reconstruction, qui s'engage à peine dans les pays les plus touchés, pourrait prendre jusqu'à cinq ans, voire 10 à certains endroits particulièrement ravagés.

MSF se démarque des autres ONG

En janvier, l'organisme Médecins sans frontières (MSF) avait suscité une levée de boucliers dans le milieu des ONG en indiquant aux donateurs qu'il ne pouvait plus accepter d'argent pour le tsunami. Ses dirigeants avaient alors expliqué que ses capacités humaines et matérielles ne lui permettraient pas de transformer rapidement ces sommes en actions concrètes sur le terrain.

L'ancien président de MSF, Rony Brauman, est revenu à la charge à ce sujet cette semaine en déplorant que des sommes destinées à l'aide d'urgence « dorment » dans les coffres alors qu'elles pourraient servir dans des pays en crise comme le Congo et le Soudan.

M. Fried note de son côté que MSF est une ONG qui se consacre uniquement aux opérations d'urgence. Sa décision de renoncer aux fonds était justifiée, mais elle ne l'aurait pas été, dit-il, pour des organisations comme Oxfam, qui travaillent tant à court qu'à long terme.

Sur ce dernier plan, la tâche s'annonce « titanesque », a prévenu il y a quelques jours l'ex-président américain Bill Clinton, envoyé spécial des Nations unies dans les pays touchés par le tsunami : « Le travail visant à aider les nations et les communautés touchées à se remettre sur pied représentera un marathon pour nous. Mais nous devrons courir le marathon à un rythme de sprinteur, en agissant d'une façon coordonnée et transparente. Des millions de vie dépendent de nos efforts. »

L'ONU prévient du même souffle qu'il ne faut pas oublier les autres crises de la planète. L'appel de fonds pour le tsunami était pratiquement comblé « avant même » d'être formulé, note Mme Loupforest, ce qui est « exceptionnel ».

« Pour bien des crises, on ne réussit jamais à atteindre l'objectif fixé », dit-elle, avant d'énumérer quelques urgences, notamment en Afrique, pour lesquelles les dons recueillis frisent le zéro.

Le pacte budgétaire des libéraux et du NPD adopté grâce à une ruse

PACTE
suite de la page A1

Mais grâce à l'appui inattendu du Bloc québécois, les libéraux ont pu imposer le bâillon aux Communes pour mettre fin au débat sur le projet de loi C-48, forçant ainsi la tenue d'un vote au moment où au moins sept députés conservateurs étaient absents.

Le Bloc québécois a ensuite maintenu son opposition au pacte budgétaire, qui prévoit des investissements en environnement, dans les infrastructures, en éducation postsecondaire, dans le logement social et en aide internationale, votant ainsi dans le même sens que les conservateurs.

Furieux, le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, n'en revenait pas de s'être fait avoir ainsi et il a fustigé le Bloc qu'il tient responsable du geste « les plus antidémocratique de l'histoire du Parlement canadien ». « Les libéraux sont prêts à conclure des accords avec n'importe qui. Peu importe si c'est avec les socialistes, les séparatistes ou le premier escroc qu'ils peuvent trouver », a-t-il commenté.

Le leader adjoint du Parti conservateur, Peter MacKay, a renchéri en qualifiant de « diabolique » le comportement des libéraux dans les dernières heures de la séance de jeudi et dénonçant le « ménage à trois » entre « les libéraux, les socialistes et les séparatistes ».

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a expliqué que son parti jugeait que le débat avait assez duré et qu'il était temps de passer au vote.

« Ce n'est pas toujours idéal, mais cela évite d'éterniser les débats », a déclaré M. Duceppe, qui s'est dit satisfait de voir que la session sera prolongée de quelques jours afin d'adopter le projet de loi sur les mariages gais, ce qui pourrait être fait d'ici mercredi prochain.

Manifestement fier de la manoeuvre de ses troupes, le premier ministre Paul Martin a réitéré que son gouvernement était prêt à poursuivre les travaux des Communes tant que le pacte budgétaire et le projet de loi sur les mariages gais ne seraient pas approuvées.

« Nous voulons adopter le projet de loi sur la définition du mariage et nous serons ici pour le faire la semaine prochaine », a déclaré M. Martin.

Les députés conservateurs avaient commencé à quitter la colline parlementaire vers 21 h jeudi quand certains d'entre eux se sont rendu compte qu'aucun libéral ne les imitait. De plus, les limousines des ministres étaient toujours garées alors que, habituellement, elles ne s'éternisent pas au parlement en soirée.

Les libéraux cachés

Les libéraux s'étaient en fait cachés dans l'antichambre des Communes réservée aux députés du gouvernement, prêts à voter pour le bâillon.

Ils ont mis en marche leur stratégie une heure après l'adoption d'une autre motion qui a prolongé la session parlementaire au-delà du 23 juin afin que les députés puissent adopter avant les vacances le projet de loi reconnaissant le mariage homosexuel.

Ce déblocage est survenu à peu près au moment où la Cour du Banc de la reine, au Nouveau-Brunswick, déclarait inconstitutionnelle la définition traditionnelle du mariage dans la province, à la suite d'une contestation intentée par des couples homosexuels.

Il n'y a plus qu'en Alberta, à l'Île-du-Prince-Édouard, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut que les gais et lesbiennes ne peuvent pas se marier.

L'adoption du projet de loi C-38 mettra fin à cette mosaïque juridique. On s'attend à ce que les Communes procèdent au vote en troisième lecture mercredi prochain. Le Sénat devra ensuite entériner le texte, ce qu'il pourrait faire d'ici la mi-juillet.

Le Sénat devra aussi adopter le pacte budgétaire (le projet de loi C-48) avant qu'il ne devienne loi. Les conservateurs s'y sont opposés en raison des dépenses importantes qu'il contient, tandis que le Bloc craignait des intrusions dans les champs de compétence du Québec.

Malgré la déception qu'ils affichaient jeudi soir, les conservateurs sont probablement soulagés de ne pas avoir été plongés en campagne électorale alors qu'ils traînent dans les sondages.

Des députés ne cachaient d'ailleurs pas leur peu d'appétit pour un tel scénario, jeudi après-midi. « Personne ne veut d'élections », a admis le conservateur Vic Toews.

Le son de cloche était le même au Bloc. « Personnellement, je préférerais aller en vacances bientôt », a reconnu le leader parlementaire du parti, Michel Gauthier. « L'automne pourrait être un meilleur moment pour des élections générales. »

Avec la Presse Canadienne

Les prétendants à la direction du PQ défilent

PQ
suite de la page A1

Tous les candidats insistent d'ailleurs sur le caractère rassembleur de la fête. « J'étais dans le gouvernement quand on a proclamé le 24 juin Fête nationale, se rappelle Louis Bernard. Je pense que c'est une fête qui unit tous les Québécois autour du concept d'une nation qui est inclusive. »

Les aspirants à la direction du Parti québécois savent qu'ils se retrouveront souvent sur le même terrain au cours des cinq prochains mois. « Je voulais qu'il y ait d'autres candidats, dit Pauline Marois, alors j'ai réussi ! J'apprécie la situation. »

Même l'ancien chef du Parti québécois a profité de la Saint-Jean pour faire sa première sortie publique depuis sa démission. Bernard Landry a dit ne pas regretter sa décision. « Elle est prise, elle est prise. J'ai fait mon choix dans l'intérêt du parti et de la patrie. »

Pas d'esclandre de la part de l'ancien chef. Impossible de savoir s'il donnera son appui à l'un ou l'autre des candidats dans la course. « Vous pensez bien qu'un simple militant attend avant de faire quelque choix que ce soit. Qu'il y ait une course me plaît beaucoup. Plus il y aura de candidats, mieux ce sera. »

Les candidats à la direction du PQ avaient tous prévu des activités en journée. Pauline Marois devait se rendre dans sa circonscription pour rencontrer des personnes âgées, ce qu'elle dit faire depuis 15 ans. « Je pense que ça les rassure beaucoup. C'est une reconnaissance de ce qu'ils ont fait pour le Québec. »

André Boisclair s'est quant à lui rendu à une fête de quartier, rue de Castelnau. À peine y avait-il fait 20 mètres que déjà, un petit groupe s'agglutinait autour de lui. Au milieu d'enfants maquillés et de promeneurs qui sirotaient tranquillement leur bière au son de musique québécoise, le candidat à la direction du PQ discutait politique. Ses adjoints, eux, distribuaient son matériel de campagne.

« C'est quoi la crédibilité d'un référendum à 50 plus un ? » demande l'un. « Si vous voulez que je vote pour vous, est-ce que ça veut dire que je dois annuler ma carte de membre de l'UFP ? » demande un autre en riant.

La 15e de Duceppe

Gilles Duceppe en était à sa 15e Saint-Jean à titre de député. Il a déploré l'attitude d'Ottawa face à cette fête. « C'est la fête de tous les Québécois et Québécoises. Sans exception. Ce qui est malheureux, c'est qu'à Ottawa, on ne reconnaît pas la Fête nationale. On est demeuré avec la fête des Canadiens français. C'est une vision ethnique du Québec. »

Après avoir rencontré des gens qui assistaient au défilé dans la rue Notre-Dame, le chef du Bloc québécois est allé faire un tour à une fête organisée dans sa circonscription, où plusieurs l'attendaient pour se faire prendre en photo à ses côtés.

Le chef du NPD a aussi pris part à la fête, se postant au début du défilé pour observer le cortège. « C'est un privilège d'être ici aujourd'hui. Je suis né au Québec, j'ai grandi pas loin d'ici, à Montréal. C'est une fête qui me donne beaucoup d'émotions positives. »

DANS TOUT LE MAGASIN, 4 JOURS SEULEMENT!

Sur la marchandise déjà réduite jusqu'à 50%, obtenez

20%* de rabais additionnel

EXEMPLE
chandail régulier à 100$
déjà à 40% de rabais -40$
20% additionnel -12$
nouveau prix 48$

OFFRE COSMÉTIQUES Obtenez 10$ de réduction avec tout achat de 75$ de cosmétiques et fragrances.* *Avant taxes. Détails en magasin.

*La réduction sera calculée à la caisse sur toute la marchandise déjà en solde. Exception: Hugo Boss. D'autres exceptions peuvent s'appliquer. Pour un temps limité.

3327337A

AILES LES AILES DE LA MODE

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537 www.lesailes.com

Retour inévitable au Mexique

Les cinq enfants mexicains détenus à Laval retrouvent leurs parents

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

La famille mexicaine à qui le Canada refuse le statut de réfugié sera expulsée dans les prochains jours à moins d'un retournement que même la mère n'espère plus.

Les parents, José Oscar Arellano et Lila Diaz, se sont livrés jeudi soir au centre de détention de Laval pour retrouver leurs cinq enfants. Ceux-ci ont été arrêtés mardi dans leur appartement de Rosemont, alors que les parents étaient absents.

« Les autorités ont exercé une pression psychologique sur nos parents en nous arrêtant, explique Karla Arellano-Diaz, l'aînée, âgée de 18 ans. C'était tellement dur, les petits pleuraient tout le temps, ils demandaient ma mère, surtout la plus jeune, car c'est encore ma mère qui la nourrit. »

« Les autorités ont exercé une pression psychologique sur nos parents en nous arrêtant, explique Karla Arellano-Diaz, l'aînée, âgée de 18 ans. »

La Presse a rencontré la famille au Centre de prévention de l'immigration, à Laval, dans une pièce réservée aux visiteurs. Genesis, 3 ans, dormait sur sa mère. Ses frères et soeurs écoutaient leurs parents. Comme ils ne parlent qu'un français rudimentaire, c'est Karla qui traduit leurs réponses.

« Mes parents n'étaient pas présents lors de notre arrestation parce qu'ils ne savaient pas que nous serions arrêtés, explique-t-elle. Maintenant, notre avenir est entre les mains d'Immigration Canada. Nous ne savons pas ce qui nous arrivera. »

L'Agence des services frontaliers, chargée des expulsions, dit que le but n'était pas d'arrêter les enfants sans leurs parents. « L'arrestation a eu lieu à l'heure du souper parce que nous pensions que toute la famille serait là, soutient Lorraine Aubre. L'aînée a laissé des messages aux parents, mais nous n'avons eu aucune nouvelle d'eux jusqu'à ce qu'ils se rendent, jeudi soir. »

La famille dit qu'elle doit demeurer au Canada pour des raisons de sécurité. « J'ai peur que nous soyons tués si nous retournons au Mexique, dit Karla. Les policiers de Mexico persécutaient mes parents. Un des policiers a battu mon père, ma mère lui est venue en aide, mais elle était enceinte de mon frère Leonel. Elle aussi s'est fait battre. » Elle soutient que la cicatrice que son frère Leonel porte près de l'oreille est la preuve de cette brutalité.

Mais la Commission de l'immigration et du statut de réfugié n'a pas cru que la vie des Arellano-Diaz était menacée au Mexique. Depuis leur arrivée en 2001, toutes leurs demandes d'asile ont été rejetées, y compris une demande de résidence permanente pour motifs humanitaires. Un ordre d'expulsion leur a été signifié en mars dernier.

Karla dit qu'ils n'en ont pas tenu compte et se sont cachés parce qu'ils croyaient que le gouvernement canadien passerait l'éponge. Les Arellano-Diaz ne s'étant pas présentés le jour prévu de leur expulsion, les autorités canadiennes ont lancé des mandats d'arrêt contre les huit membres de la famille

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié décidera lundi si elle libérera les Arellano-Diaz d'ici leur expulsion. Karla dit qu'elle espère encore un miracle. « On a écrit au ministre Joe Volpe, peut-être que ça donnera quelque chose. » Mais la mère, elle, est résignée. Elle croit que le retour au Mexique est inévitable.



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE©

À moins d'un retournement inattendu, la famille Arellano-Diaz sera expulsée au Mexique dès que les détails du voyage seront réglés. De gauche à droite : Karla, 18 ans, Brandon, 11 ans, José Oscar Arellano, Genesis, 3 ans, Lilia Diaz, Leonel, 7 ans et Samanta, 6 ans.

Voici L'Héritage du Vieux-Port.
Votre petit havre dans la grande ville.
L'exclusivité redéfinie.



PRENEZ RENDEZ-VOUS OU VISITEZ NOTRE UNITÉ MODÈLE DÈS AUJOURD'HUI.

▪ Penthouses luxueux sur cinq étages ▪ Service de voiturier ▪ Gymnase intérieur
▪ Piscine intérieure chauffée ▪ Stationnement extérieur et intérieur
▪ Salle de réception ▪ Cellier et salle de dégustation de vin
À partir de $325,000

Le bureau des ventes - 1000, de la Commune Est, Montréal (Qc) **T 514.987.1111**
Ouvert du lun. au jeu. **de 13h à 19h,** sam. et dim. de **12h à 17h.** Fermé les vendredis.

www.heritageduvieuxport.com

L'HÉRITAGE
DU VIEUX~PORT
CONDOMINIUMS EXCLUSIFS

RBC Banque Royale **Offre hypothécaire exclusive en collaboration avec L'HÉRITAGE DU VIEUX-PORT.**

www.tramsmgmt.com
PROMOTEUR

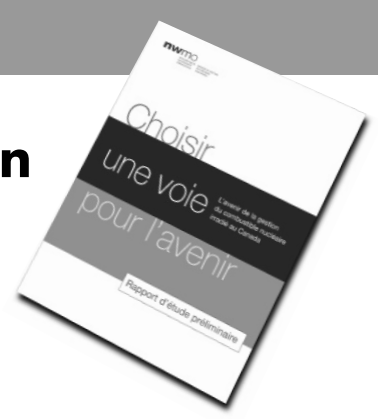
COURTIERS AUTORISÉS.

3328244A

nwmo
NUCLEAR WASTE MANAGEMENT ORGANIZATION
SOCIÉTÉ DE GESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Choisir une voie pour l'avenir

L'avenir de la gestion du combustible nucléaire irradié au Canada



La SGDN vient de publier ***Choisir une voie pour l'avenir***, une version préliminaire, pour consultation, de la récommandation qu'elle compte présenter au gouvernement du Canada, plus tard cette année, concernant la gestion du combustible nucléaire irradié.

La Méthode de gestion adaptative progressive reflète les valeurs et objectifs mis de l'avant par plus de 15 000 citoyens canadiens intéressés par la question au cours d'une vaste consultation tenue pendant les deux dernières années et demie.

La SGDN vous invite à en apprendre davantage sur son étude et sollicite vos commentaires.

Choisir une voie pour l'avenir peut être consulté et/ou commandé en ligne à l'adresse : **www.sgdn.ca.**

Vous pouvez en obtenir une copie en communiquant avec la SGDN :

49 Jackes Avenue
Toronto, ON M4T 1E2
Tél : 416-934-9814
ou
sans frais au 1 866-249-6966

3326043A

3326045

PARTICIPEZ

350
millions cachés au Québec !

350 millions, c'est le nombre de bouteilles et canettes consignées qui disparaissent dans la nature chaque année. Des tonnes de matières recherchées remplissent ainsi inutilement les lieux d'enfouissement ou viennent polluer forêts, lacs et rivières. SVP, rapportez vos contenants consignés chez vos détaillants.

RAPPORTER, ÉCOLOGIQUEMENT BRILLANT

www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

L'ASSOCIATION DES BRASSEURS DU QUÉBEC

Boissons Gazeuses Environnement

RECYC-QUÉBEC
Québec

3325593A



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Les candidats au poste de grand chef du conseil de bande de Kanesatake, James Gabriel et Steven Bonspille, invités à la radio de Radio-Canada, en mars dernier.

L'heure du vote à Kanesatake

TRISTAN PÉLOQUIN

Près d'un an après la dissolution du conseil de bande, les résidants du territoire autochtone de Kanesatake iront aux urnes aujourd'hui. Le vote, réclamé par plusieurs pour calmer la crise politique qui secoue la communauté, se déroulera sur un léger fond de contestation.

Le grand chef sortant, James Gabriel, en quête d'un quatrième mandat à la tête du conseil de bande depuis 1996, s'opposera à son éternel rival, Steven Bonspille. Ce dernier, qui siège au conseil comme simple chef (l'équivalent d'un conseiller municipal) depuis 1996, a affirmé à maintes reprises cette semaine que le processus électoral va bon train.

Les autres candidats du clan Bonspille, John Harding et l'ex-grand chef Jerry Peltier en tête de liste, ont cependant affirmé que « d'importantes irrégularités » sont survenues en cours de campagne à la faveur de James Gabriel.

« La liste des 1600 personnes habilitées à voter qui nous a été transmise par le bureau du conseil de bande — toujours dirigé illégalement par James Gabriel — est incomplète », soutient John Harding, un chef associé au clan des dissidents et qui s'est ouvertement affiché contre le processus électoral depuis son déclenchement.

De plus, affirme M. Harding, deux employés du conseil de bande ont été embauchés par la firme privée qui organise le scrutin, First Nations Election Services, une entreprise choisie par M. Gabriel qui s'est notamment occupée, par le passé, des élections à la tête de l'Assemblée des premières nations. « Ces employés sont payés par le conseil de bande. Quelle assurance avons-nous qu'ils ne travaillent pas pour assurer la victoire à James Gabriel ? »

Des allégations que rejette du revers de la main M. Gabriel : « Le clan Bonspille a eu droit aux mêmes informations que tous les autres candidats et les accusations de conflit d'intérêts sont complètement farfelues, affirme-t-il. Évidemment, si l'issue du scrutin est favorable au clan Bonspille, il ne sera plus question d'irrégularités. En revanche, si je gagne, ils diront que les élections étaient truquées. C'est une tactique qu'ils utilisent depuis que nous tenons des élections. »

Double surveillance autochtone

Techniquement, le mandat du conseil de bande de Kanesatake devait prendre fin le 13 juillet dernier. La guerre des nerfs que se livrent les deux factions depuis la tentative infructueuse de James Gabriel de renverser le chef de police Terry Cross — qui a culminé par l'incendie de la maison du grand chef — a cependant empêché la tenue d'élections plus tôt.

Pour assurer le bon déroulement du vote, l'Assemblée des premières nations a accepté de dépêcher sur place quatre observateurs. « Nous avons obtenu du président de l'élection l'assurance que nous aurions un accès libre et complet aux installations électorales », assure le chef régional de l'organisme, Ghislain Picard, qui sera lui-même de la partie.

L'Assemblée des premières nations ne sera cependant pas seule à surveiller le déroulement de la journée : au début du mois, à l'issue d'une assemblée publique, des résidants du territoire ont décidé de mettre en place un groupe de surveillance indépendant appelé la Coalition du peuple de Kanesatake. Le fils de Jerry Peltier, candidat du clan Bonspille, fait partie du groupe.

Le week-end dernier, une centaine de résidants du territoire autochtone ont voté par anticipation. Aucun accrochage n'a été rapporté. Des 1600 personnes qui figurent sur la liste électorale, environ 1400 habitent sur le territoire autochtone.

Portraits des candidats

Le conseil de bande de Kanesatake est composé de six chefs et d'un grand chef, tous élus au suffrage universel pour une période de trois ans.

Le clan Gabriel

James Gabriel : Grand chef du conseil de bande depuis trois mandats, M. Gabriel, natif de Kanesatake, a été à maintes reprises visé par des tentatives de destitution. La dernière, dirigée par le clan de Steven Bonspille, s'est soldée par une ordonnance de réintégration rendue par la Cour fédérale en mai 2002.

M. Gabriel se présente comme un leader qui souhaite « rétablir les ponts » avec les Blancs et combattre la criminalité qui fait rage dans le territoire. Il a participé de très près à la création de la police autochtone, en 1996, et est un des principaux artisans d'une entente avec le fédéral qui accorde aux Mohawks la pleine juridiction sur leur territoire.

Né en 1966, M. Gabriel occupait un emploi à l'extérieur du territoire lorsque la crise d'Oka a éclaté en 1990.

Ses partisans :

Doreen Canatonquin : Élue lors d'élections complémentaires en juillet 2003, son arrivée au conseil de bande a donné à James Gabriel une autorité qu'il avait perdue après le décès de Crawford Gabriel, en ramenant les forces à trois chefs contre trois.

James Gabriel était également soutenu, lors du mandat précédent, par les chefs Marie Chéné et Clarence Simon, qui figurent à nouveau sur la liste de candidats. Les aspirants chefs Michelle Lamouche, John Canatonquin et Raymond Gabriel font aussi partie de son équipe.

Le clan Bonspille

Steven Bonspille : Élu chef au conseil de bande pour la première fois en 1996, Steven Bonspille s'est toujours présenté comme le porte-parole du groupe de chefs dissidents qui contestent l'autorité de James Gabriel. Depuis le déclenchement du processus électoral, il multiplie cependant les efforts pour se distancier du chef John Harding, perçu comme un radical proche des revendeurs de cigarettes et des éléments criminels de la réserve.

Ses partisans :

John Harding : Il était responsable des finances dans le conseil de bande précédent. Il a toujours été farouchement opposé à James Gabriel.

Pearl Bonspille : Identifiée aux traditionalistes, elle a été reconduite dans ses fonctions à trois reprises depuis 1996.

Jerry Peltier : Élu grand chef de Kanesatake en 1991, il a été littéralement expulsé du conseil de bande en 1996, mais il est malgré tout demeuré très influent dans la communauté autochtone. Fin politicien, on l'a aperçu derrière les barricades, en 2003, lorsque la route 344 a été bloquée par les dissidents mohawks qui réclamaient des élections partielles pour remplacer le défunt chef Crawford Gabriel.

Steven Bonspille compte également sur l'appui de Sonya Gagnier, porte-parole de la Commission de police de Kanesatake, et de Clifton Nicholas, Hugh Nicholas, Shannon Nicholas et Sohenrise Paul Nicholas.

Les indépendants

Sheila Jacobson, ancienne chef du conseil de bande, ainsi que Louise Bonspille et Brenda T. Etienne, anciennes membres de la Commission de police de Kanesatake.

La crise : dates

12 janvier 2004
Une soixantaine de policiers autochtones investissent le poste de police de Kanesatake. L'ex-chef de police est limogé et remplacé par un nouveau, nommé par le grand chef James Gabriel et les membres qui l'appuient au conseil. Les choses tournent mal : les opposants au grand chef s'attroupent autour du poste, invectivent les policiers, leur lancent des objets lorsqu'ils tentent de sortir pour patrouiller. En soirée, la maison de James Gabriel est incendiée alors que les policiers sont coincés dans le poste de police.

13 janvier 2004
Le siège des opposants se poursuit au poste de police. Québec invite les commissions de police de Kanesatake et de Kahnawake à discuter. Les policiers enfermés demandent l'aide de la SQ, en vain. Ils apprendront à la télé, lors d'une conférence de presse du ministre de la Sécurité publique, que les *peacekeepers* de Kahnawake viennent prendre la relève pour sortir la crise de l'impasse. Amers, ils quittent le poste.

14 janvier 2004
James Gabriel estime avoir été trahi. Le gouvernement Charest, dit-il, « a paniqué » devant la situation « et a voulu trouver une façon de s'en sortir le plus vite possible ».

14 avril 2004
La police recherche une vingtaine de personnes pour « participation à une émeute » et « séquestration » quant aux événements de janvier.

3 mai 2004
Mohawks et agents de la Police mohawk de Kanesatake (PMK) s'affrontent aux frontières du territoire. Trois agents sont blessés.

9 juin 2004
Joseph Daye se rend aux policiers de la SQ. Il était recherché relativement à l'incendie de la maison de James Gabriel.

10 juin 2004
Le feu ravage une partie du poste de police désert.

14 juillet 2004
Le mandat des six chefs et du grand chef du conseil de bande prend techniquement fin. Ottawa et Québec reconnaissent leur autorité jusqu'aux prochaines élections.

7 octobre 2004
Une médiation entre tous les chefs échoue en Cour fédérale. « Je pense qu'il n'y a plus d'espoir de trouver un terrain d'entente », explique James Gabriel.

27 octobre 2004
La SQ et la GRC déplorent la difficulté de travailler avec les policiers mohawks. Le grand chef Gabriel dénonce l'inaction des deux corps policiers pour ramener la PMK sur le territoire mohawk.

5 avril 2005
Un reportage diffusé à l'émission *Enjeux*, de Radio-Canada, montre une certaine impuissance de la SQ devant l'intimidation du Watch Team, la patrouille communautaire de Kanesatake. Le PQ réclame le recours à la force.

26 avril 2005
La date des élections est fixée au 25 juin. La firme First Nations Elections Services organisera le scrutin.

19 mai 2005
À la suite d'une entente signée devant un juge, les anciens chefs opposants, Pearl Bonspille et John Harding, acceptent de ne plus participer aux activités du Watch Team et de recommander aux autres membres de faire de même. En échange, la PMK s'engage à ne plus tenter d'entrer sur le territoire tant que les élections n'auront pas eu lieu.





Aucun achat requis. Certaines conditions s'appliquent. Le concours débute le 21 mai 2005 et se termine le 1er juillet 2005 à 23:59 HNE. Le règlement du concours est disponible sur aircanada.com/gagnezlemonde. Les chances de gagner dépendent du nombre de participations admissibles reçues. Inscriptions supplémentaires en transmettant l'adresse courriel d'un ami et en remplissant le Profil voyageur. Valeur totale approximative des prix hebdomadaires : 17 322 $. Les prix hebdomadaires sont offerts aux participants résidents canadiens des divers territoires et provinces du Canada ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province ou territoire de résidence. Valeur totale approximative du grand prix : 10 000 $. Seuls les résidents canadiens ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province ou territoire de résidence peuvent participer au tirage du grand prix. MC Super Affaires est une marque de commerce d'Air Canada.

Atteinte à la réputation Les avocats de CHOI répliquent par l'attaque

Robert Gillet «est l'artisan de son propre malheur»

PRESSE CANADIENNE

Les avocats de la station de radio de Québec CHOI-FM se livrent à une charge à fond de train contre la réputation de Robert Gillet dans leur réplique à la poursuite de 3 millions intentée par l'ex-animateur de radio impliqué dans le scandale du réseau de prostitution juvénile.

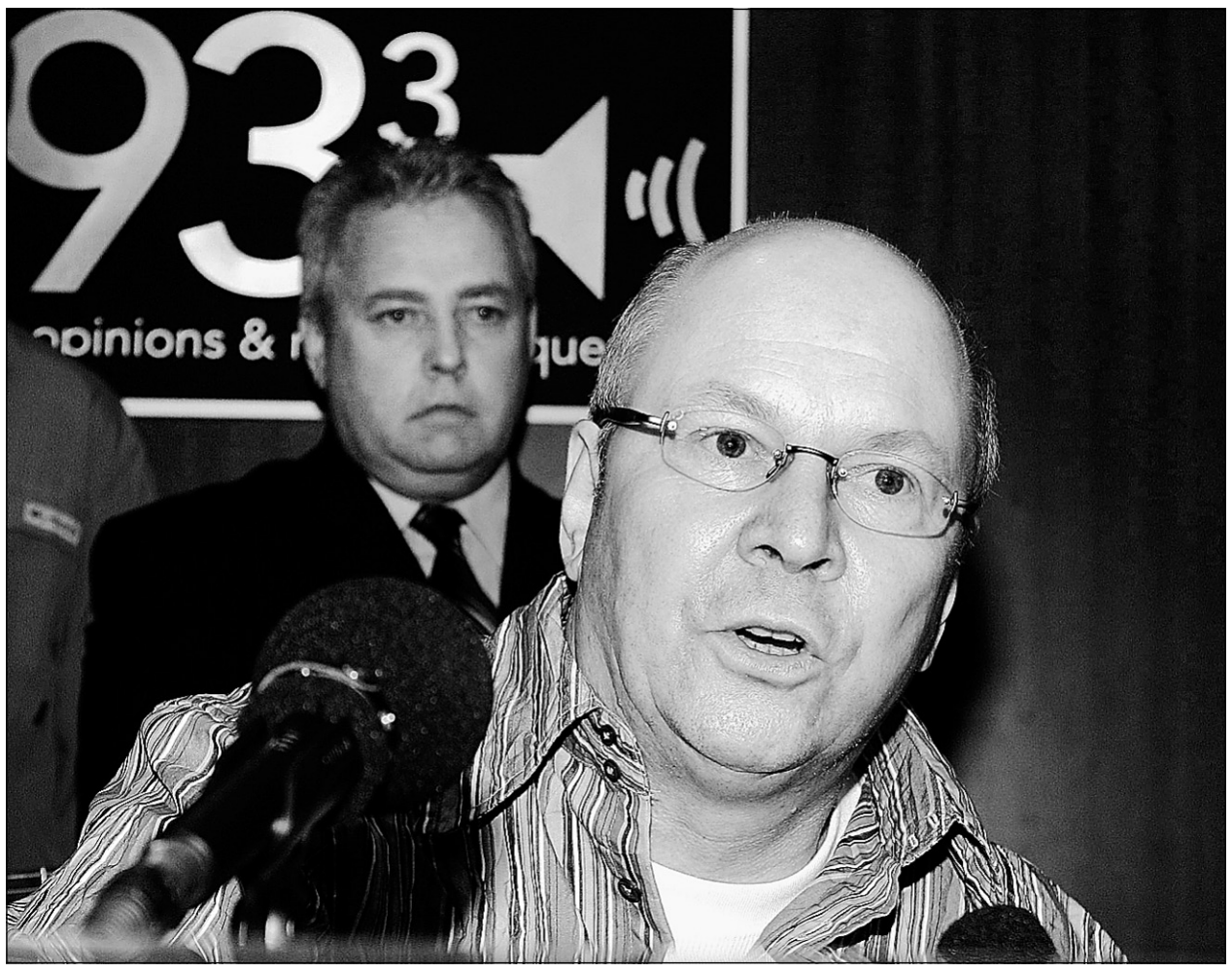


PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

L'animateur de radio Robert Gillet s'est « déshonoré » par sa propre conduite, selon les avocats de la station CHOI, poursuivie par Gillet pour atteinte à la réputation.

À de nombreuses reprises dans le document de 140 pages déposé en Cour supérieure, il est mentionné que la station ne peut être responsable d'avoir porté atteinte à la réputation de Gillet ni à sa dignité ni à son honneur, qui étaient déjà ruinés. « Il est l'artisan de son propre malheur. Son style de vie libertin l'a déshonoré », peut-on lire dans le document.

À leur tour, Genex et Patrice Demers réclament 365 000 $ à Gillet pour atteinte à leur réputation. Toujours selon le document, les mots utilisés par Gillet dans sa poursuite sont de nature à exposer les animateurs André Arthur, Jeff Fillion, Denis Gravel et Martin Paquet à la haine, au mépris et au ridicule, et de porter atteinte à la sauvegarde de leur réputation, de leur honneur et de leur dignité.

Dans sa réplique, CHOI nie la prétention de Gillet selon laquelle ses animateurs ont tout simplement inventé, déformé ou révélé sans justification des aspects de sa vie qui étaient intimes et hors du domaine public. Il est écrit que ce dernier s'est toujours comporté comme si toute sa vie était publique.

Ainsi, prétend CHOI, les propos de ses animateurs étaient loyaux, honnêtes et légitimes parce que fondés sur des faits véridiques. Ou du moins, les animateurs avaient des motifs raisonnables de croire qu'ils étaient vrais.

Les animateurs étaient fondés à utiliser leur droit à la liberté d'expression et l'indépendance journalistique pour non seulement commenter les faits reliés aux accusations contre Gillet, « mais aussi pour le démasquer, lui qui ne s'était jamais présenté sous son vrai jour à la population », peut-on lire dans le document.

Genex et Patrice Demers accusent à leur tour le plaignant d'avoir porté atteinte à leur réputation.

La poursuite de Gillet aurait nui aux affaires de Genex et à la réputation de son propriétaire, Patrice Demers. Dans la réplique, il est écrit que M. Demers a ressenti et ressent encore de la gêne et de l'humiliation chaque fois qu'il s'arrête à penser qu'on a mentionné dans un document public qu'il avait pu tricher ou agir en fraude à la loi en encourageant ses animateurs à la diffamation pour faire de l'argent.

Le combat entre CHOI et Gillet risque d'être féroce, si on se fie à la réplique de la station déposée en Cour supérieure. La station étale sur cinq pages ce qu'elle affirme être des comportements de Gillet qui ont contribué à nuire à sa réputation.

Trente-six cas qualifiés de propos sexistes, d'actes indécents et de conduites douteuses de la part de Gillet sont énumérés. On lui reproche notamment d'avoir accepté la présidence d'honneur d'un tournoi de golf organisé par le club de danseuses nues Le Folichon.

EN BREF

Un nouveau rôle pour Gary Filmon

L'ancien premier ministre du Manitoba, Gary Filmon, a été nommé hier président du comité de surveillance qui supervise le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). M. Filmon, premier ministre manitobain de 1988 à 1999, siège au sein du comité de surveillance du SCRS depuis 2001. Il remplacera Paule Gauthier, qui a été présidente au cours des cinq dernières années. Aldea Landry, ancienne vice-première ministre du Nouveau-Brunswick, a été choisie pour faire partie du comité de surveillance, a également annoncé le cabinet du premier ministre Paul Martin, hier. Mme Landry, qui est originaire de Moncton, a travaillé au gouvernement de Frank McKenna. Elle a par la suite dirigé sa propre société d'experts-conseils dans la province du Nouveau-Brunswick.
Presse Canadienne

Saumon dangereux banni des tablettes

Le vert malachite, une substance cancérigène, a été dépistée dans un deuxième centre piscicole de l'île de Vancouver, a déclaré un porte-parole de l'industrie hier. L'entreprise Creative Salmon, située dans le village touristique de Tofino, sur la côte ouest de l'île, a accepté de cesser toute vente de son saumon quinnat biologique, après que des scientifiques du gouvernement fédéral eurent découvert du vert malachite au moyen de tests effectués le mois dernier, a indiqué le gérant du centre Spencer Evans. Plus tôt au cours du mois, on avait également découvert du vert malachite dans le saumon d'un centre piscicole près de Tofino, cette fois dans une entreprise gérée par le groupe Stolt Sea Farm. Santé Canada a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne le vert malachite, un agent chimique cancérigène qu'on utilisait autrefois pour tuer les champignons dans les oeufs de poisson.
Presse Canadienne

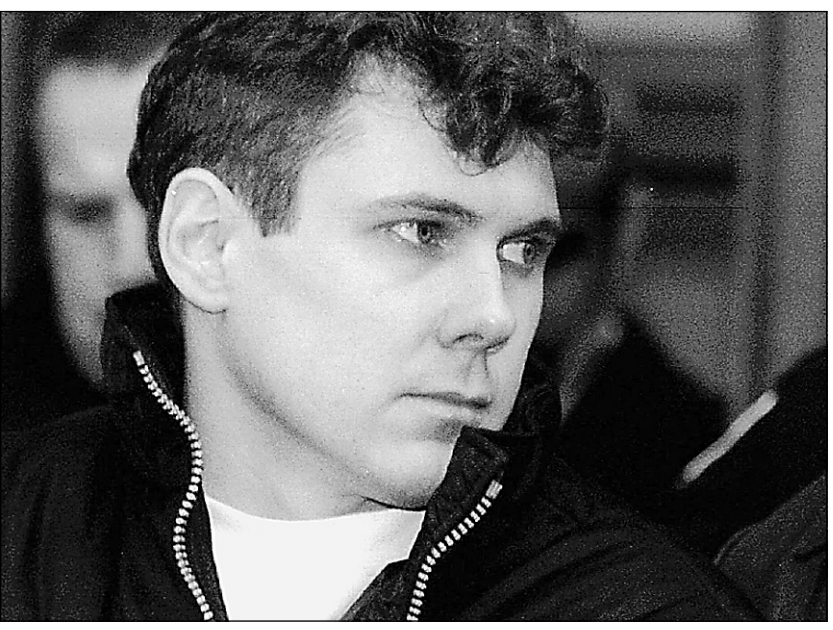


PHOTO PC

Paul Bernardo a été condamné à l'emprisonnement à perpétuité.

Paul Bernardo n'aura pas accès aux médias

MARIE-CLAUDE LEMIEUX

Le meurtrier Paul Bernardo ne peut pas parler aux médias. Une restriction spéciale du Service correctionnel du Canada interdit à l'ex-mari de Karla Homolka de dire ce qu'il pense de la libération prochaine de sa complice.

« C'est une restriction qui est rare, explique Holly Knowles, du Service correctionnel régional de l'Ontario. Paul Bernardo est un prisonnier célèbre ; nous ne voulons pas nourrir cette célébrité ni son ego. Nous devons aussi penser aux familles des victimes. Une telle conférence de presse pourrait les tourmenter davantage. »

Mme Knowles explique qu'un tel événement risquerait aussi de compromettre le fonctionnement ou la sécurité du pénitencier de Kingston, où Bernardo purge sa peine de prison à vie pour les meurtres de deux adolescentes.

Bernardo a aussi été déclaré délinquant dangereux. Lors du prononcé de sa peine, le juge Patrick LeSage avait déclaré qu'il passerait le reste de ses jours derrière les barreaux.

Bernardo veut maintenant donner son opinion sur la libération imminente de sa complice, Karla Homolka, et sur les restrictions qui lui ont été imposées. Lorsqu'elle sera libre, d'ici le 5 juillet, Karla Homolka devra respecter une série de conditions qui restreindront sa liberté, même si elle aura purgé la totalité de sa peine d'emprisonnement de 12 ans.

L'argument de la sécurité n'ébranle pas l'avocat de Paul Bernardo. « C'est une vidéoconférence que nous voulons faire, explique Tony Bryant. Aucun journaliste n'aurait à se rendre à Kingston. »

L'avocat de Bernardo dit qu'il contestera cette décision par tous les moyens possible. « Je ne pense pas que ce soit juste pour mon client, dit-il. D'autres condamnés pour meurtre, comme Robert Latimer, ont eu le droit de parler aux médias. » M. Latimer est ce fermier de la Saskatchewan condamné à 10 ans de prison pour avoir tué sa fille tétraplégique de 12 ans.

Le Service correctionnel reste insensible à l'argument. « Pour l'instant, nous jugeons inacceptable de permettre aux médias de faire la promotion de Paul Bernardo », explique Holly Knowles. La décision n'est toutefois pas immuable. Mme Knowles dit qu'elle peut être révisée.

ACTUALITÉS

Nouveaux venus à *La Presse*



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Vous avez commencé à lire leurs noms dans *La Presse* : les stagiaires 2005 sont arrivés ! Ils seront plus présents dans nos pages au fur et à mesure que l'été progressera. Sélectionnés parmi des centaines de candidats, ils arrivent au journal avec des expériences variées, que ce soit le droit, le génie ou... le journalisme. Rangée du haut : Marie-Claude Lemieux, Philippe Mercure, l'éditeur Guy Crevier et Pascal Faucher. Rangée du milieu : François Roy (photographe), Karim Benessaieh (tuteur), Stéphane Paquet (tuteur), Marie-Pierre Paquin-Boutin et Maxime Coutié. En bas : Nicolas St-Pierre, Bruno Moisan (graphiste), Marie-Ève Morasse et Malorie Beauchemin.

FRAIS DE DÉPLACEMENTS EXCESSIFS

L'enquête sur le maire de Chambly piétine

NICOLAS BÉRUBÉ

Une enquête déclenchée par la Sûreté du Québec en novembre dernier au sujet du compte de frais du maire de Chambly, Pierre Bourbonnais, fait du surplace. Près de sept mois après l'ouverture du dossier, les enquêteurs de la SQ n'ont toujours pas rencontré les principaux témoins, a appris *La Presse*.

Inquiet de la lenteur du processus, un citoyen de Chambly a même déposé, il y a quelques semaines, une plainte privée au palais de justice de Longueuil. « Je veux qu'on aille au fond de la question, indique Fernand Gagnon. Ce n'est pas normal qu'il ne se passe rien après sept mois. Si le maire n'a rien fait, qu'on le sache. Mais s'il a fait quelque chose, il faut que la justice suive son cours. »

La SQ a ouvert son enquête en novembre 2004 après que le ministère de la Sécurité publique lui eut transmis un rapport faisant état d'« illégalité » et de « pratiques douteuses » de la part de trois maires de municipalités de la Rive-Sud.

Selon le rapport de la Direction de la vérification de la gestion des municipalités, daté de mai 1999, les maires Pierre Bourbonnais, de Chambly, Raymond Guertin, de Richelieu, et l'ex-maire de Marieville, Sylvain Lapointe, ainsi que leurs conseillers, se sont versé une surprime d'environ 1000 $ par année de 1995 à 1998. Les sommes versées en trop totalisent un peu moins de 25 000 $.

Ex-candidat du Parti libéral du Québec dans la circonscription de Chambly, M. Bourbonnais a admis en décembre dernier, dans une entrevue accordée à *La Presse,* avoir touché des sommes auxquelles il n'avait pas droit en présentant des notes de frais excessives.

Joint par *La Presse*, le capitaine Michel Forget, responsable de la division des crimes économiques à la Sûreté du Québec, a indiqué qu'il était au courant de l'existence de l'enquête. « Mais notre politique nous interdit de commenter les dossiers en cours », a-t-il dit.

Les élus se sont attribué ces sommes en falsifiant leurs notes de frais engagés pour se rendre au siège social de la Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu (Sect-Eau), signale le rapport.

EN BREF

Des travailleurs forestiers bloquent la 138

Les travailleurs forestiers de l'île René-Levasseur ont bloqué la route 138 hier matin, à moins de 5 km de l'entrée de la réserve de Betsiamites, sur la Côte-Nord. Ces travailleurs autonomes réagissaient ainsi à l'interdiction faite à leur donneur d'ouvrage, Kruger, d'accéder à l'île à la suite de l'ordonnance de sauvegarde prononcée la semaine dernière par la Cour supérieure. Les travailleurs réclament l'autorisation de récolter le bois brûlé dans l'île, ce qui sauverait, au moins pour quelques mois, la plupart des 153 emplois que Kruger supprimera à la suite de la perte du tiers de son approvisionnement sur la Côte-Nord. Ils ont accepté de lever le siège vers midi, à la suite de l'intervention du député péquiste de René-Lévesque, Marjolain Dufour, qui a promis de faire des pressions sur le gouvernement.
Presse Canadienne

Moins de jeunes devant la justice

Le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse du Canada a enregistré sa plus forte baisse annuelle depuis plus d'une décennie en 2003-2004. Selon Statistique Canada, les juges ont entendu plus de 70 000 causes impliquant des mineurs, un recul de 17 % par rapport à l'année précédente. En 2003-2004, les adolescents inculpés ont été déclarés coupables dans 57 % des cas. Les délits de la route relevant du Code criminel affichaient la plus forte proportion de condamnations, soit 69 %. La probation, qui est encore la peine le plus souvent imposée aux jeunes, a été infligée dans 63 % des causes ayant abouti à une condamnation.
Presse Canadienne

Le maire de Toronto sauve un suicidaire

David Miller, maire de Toronto, a convaincu hier un homme dépressif qui menaçait de se suicider de changer d'avis, selon un membre de son cabinet. L'homme, qui n'a toujours pas été identifié, s'est présenté à l'hôtel de ville, disant vouloir parler à un membre du personnel du maire. Gesticulant et criant, l'homme a escaladé la rampe d'un balcon, tout en maintenant une lame de couteau contre sa gorge. Entendant le brouhaha, David Miller est accouru sur les lieux. Le premier magistrat de la ville a alors entamé une conversation avec le forcené, et fini par le convaincre de descendre du balcon et de ranger son couteau. Ce dernier a été pris en charge par la police et amené à l'hôpital pour une évaluation psychiatrique.
Agence France-Presse

3321353
La santé au bout des doigts...
Deux mains pour libérer la vie
Institut d'enseignement de l'ostéopathie du Québec
Programme de formation professionnelle en service de la santé
1123, rue Rachel Est, Montréal (Qc.) H2J 2J6
(514) 524-9738
www.inst-osteopathie.qc.ca
3321355

LA SUPERGRILLE DU MOIS
LA PRESSE
Bernard Pivot
100 mots à sauver
Albin Michel
Albin Michel
EN JUIN,
cinquante gagnants mériteront le livre
100 MOTS À SAUVER
et un t-shirt *La Presse*.
À SURVEILLER
DIMANCHE
3324400A

UNE OFFRE QUI N'A PAS DE RESSORT.
Collection LATEX 100 % naturel
TAXES INCLUSES • LIVRAISON INCLUSE
Rabais de 300 $* Format simple
Rabais de 400 $* Format double
Rabais de 500 $* Format queen
Rabais de 600 $* Format king
LA SOLUTION LATEX 100 % NATUREL. Voici enfin un matelas qui épouse compètement les formes du corps, minimise les points de pression et favorise l'alignement naturel du dormeur. En vente maintenant.
NOUVEAUTÉ LIT ALIZÉ
Un lit simple qui se transforme en lit king. En vente maintenant
Les meilleurs prix
AU MONDE DU MATELAS
Fabricant détaillant no.1 au Québec
Une entreprise de LITERIE LAURIER Maître Matelassier depuis 1938
MONTRÉAL 375, rue Crémazie Ouest (Coin avenue Du Parc) (514) 381-1260
WESTMOUNT 5338, rue Sherbrooke Ouest (Est autoroute Décarie) (514) 483-0040
SAINT-LÉONARD 6711, rue Jean-Talon Est (Près de Corbeil électro.) (514) 254-2922
LAVAL 1950, boul. Saint-Martin Ouest (Coin Le Corbusier) (450) 688-6111
www.aumondedumatelas.com
1 888 MATELAS
Financement disponible
Commandes téléphoniques acceptées
* sur modèle 8 pouces d'épaisseur, 3 zones de confort.
3310952
3327400

Stressless EKORNES
Vos meilleurs moments de détente
En cuir souple
EspritNouveau
1828, boul. Le Corbusier, Laval
Tél. : (450) 686-5055
www.esprit-nouveau.com
3321628
3321631

C'est demain que les Canadiens s'affranchissent de l'impôt

Un groupe de réflexion qualifie les calculs de l'Institut Fraser de truc publicitaire fallacieux

MARIA BABBAGE
PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Chaque année, la nouvelle provoque l'indignation chez les conservateurs, des grognements chez les politiciens et, semble-t-il, l'indifférence générale de la population. Mais cette fois, la « Journée d'affranchissement de l'impôt » pour les contribuables du Canada — ce dimanche 26 juin en l'occurrence — est critiquée avec virulence, un groupe de réflexion la qualifiant de truc publicitaire fallacieux.

L'Institut Fraser affirme que les contribuables devraient encercler la journée de demain sur leur calendrier parce que, compte tenu du total des taxes et des impôts qu'ils devront payer pour l'année fiscale 2005, c'est à cette date que leurs revenus commenceront à aller dans leurs poches plutôt que dans celles des divers gouvernements.

La date de la journée d'affranchissement, cette année, est la même qu'en 2000. C'est aussi « la journée d'affranchissement de l'impôt la plus tardive de l'histoire canadienne », a indiqué l'Institut Fraser par voie de communiqué, hier.

Méthode contestée

Cette notion est toutefois devenue une cible de choix pour le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), un organisme qui affirme que les calculs de l'Institut Fraser sous-estiment les revenus des Canadiens et surestiment leurs contributions en taxes et en impôts.

Le CCPA déclare que la méthode de l'Institut Fraser est basée sur le revenu familial moyen plutôt que le revenu médian — c'est-à-dire le niveau où exactement la moitié des familles ont plus de revenus et l'autre moitié, moins.

L'Institut restreint également ses calculs aux « revenus monétaires » (ou pécuniaires), laissant de côté d'autres revenus comme les gains en capital, avance l'étude du CCPA.

Selon Neil Brooks, l'auteur de l'étude, en se limitant aux revenus pécuniaires, on donne l'impression que les Canadiens paient davantage de taxes qu'en réalité, repoussant du même coup la journée d'affranchissement à beaucoup plus tard dans l'année.

Selon Neil Brooks, l'auteur de l'étude, en se limitant aux revenus pécuniaires, on donne l'impression que les Canadiens paient davantage de taxes qu'en réalité, repoussant du même coup la journée d'affranchissement à beaucoup plus tard dans l'année.

Si, en 2004, l'Institut Fraser avait fait ses calculs en tenant compte du revenu familial total, la journée d'affranchissement de l'impôt serait survenue le 30 avril plutôt que le 25 juin, la date annoncée par l'Institut.

« Les calculs de l'institut sont ridiculement exagérés », a affirmé M. Brooks, qui enseigne le droit fiscal à Osgoode Hall Law School, à Toronto.

Il s'agit là de nuances qui feront bâiller même les contribuables les plus indignés mais, entre économistes, il y a matière à débattre pendant des heures.

« J'ai lu le rapport (du CCPA), a déclaré Niels Veldhuis, économiste principal de recherche à l'Institut Fraser. Ce n'est pas vraiment une étude, c'est plutôt une lettre d'opinion de 27 pages. »

Le revenu pécuniaire, qui comprend le salaire, les pensions, les intérêts et les dividendes, est une façon de calculer les revenus qui est utilisée par Statistique Canada, a souligné M. Veldhuis.

Peu importe à quelle date elle survient, la journée d'affranchissement de l'impôt a pour but de rappeler que le fardeau financier des Canadiens est énorme, a déclaré John Williamson, directeur fédéral de la Fédération canadienne des contribuables.

« Les taxes représentent la dépense la plus importante pour une famille... davantage que le logement, l'alimentation ou les loisirs », a fait remarquer M. Williamson.



MARIAGE ENTRE CONJOINTS DE MÊME SEXE

Le ministre Cotler croit que le projet de loi sera adopté

ALEXANDRE ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Le ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, a bon espoir que le projet de loi sur le mariage entre conjoints de même sexe sera adopté la semaine prochaine à la Chambre des communes.

« Tout est prêt pour adopter un projet de loi qui est ancré dans les deux principes fondamentaux de la Charte des droits de la personne : l'égalité et la liberté de religion », a déclaré M. Cotler, alors qu'il se rendait à l'hôtel de ville de Montréal pour participer à une réception organisée à l'occasion de la Fête nationale du Québec.

Le ministre estime que la durée du processus entourant le projet de loi C-38 était nécessaire car il a permis l'exercice de la démocratie. Il a donné l'exemple des nombreuses consultations, auditions de témoins et débats, à la Chambre des communes. M. Cotler a aussi rappelé que la constitutionnalité du projet de loi avait été confirmée par la Cour suprême.

« J'espère que dans l'esprit de la primauté des droits, nous allons adopter ce projet de loi la semaine prochaine », a-t-il ajouté.

Le troisième vote

Jeudi soir, les députés du Bloc québécois ont voté en faveur de la prolongation de la session parlementaire après avoir reçu l'engagement écrit des libéraux que le projet de loi sur les mariages homosexuels sera soumis à un vote final, son troisième à la Chambre des communes.

Cet appui du Bloc québécois était devenu indispensable parce que 14 députés libéraux opposés à la redéfinition du mariage ont voté contre la motion de prolongation.

« Nous avons clairement fait en sorte que le projet de loi C-38 soit soumis au vote », a déclaré M. Duceppe, qui lui aussi participait aux célébrations de la Saint-Jean à l'hôtel de ville.

« Il était important de faire cela afin de s'assurer que le projet de loi soit voté parce que les libéraux le promettent depuis presque quatre ans. Assez, c'est assez. Finalement, après avoir obtenu leur engagement, nous allons l'avoir (ce vote) », a-t-il ajouté.

Entente de principe au Musée des civilisations

PRESSE CANADIENNE

GATINEAU — Une entente de principe est intervenue hier entre la Société du Musée canadien des civilisations, à Gatineau, et le comité de négociation représentant les 400 employés membres du syndicat de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC).

Ces employés, qui avaient manifesté en guise d'appui à leur comité de négociation jeudi midi, menaçaient de déclencher un arrêt de travail à minuit ce soir.

Selon le porte-parole de l'AFPC, Ed Cashman, l'entente de principe prévoit des améliorations quant aux conditions de travail, mais pas sur les clauses touchant la sous-traitance, une des revendications principales de cette négociation.

« Même si l'employeur est demeuré inflexible quant aux clauses entourant la sous-traitance, nous allons recommander l'acceptation de l'entente aux membres car elle contient des améliorations tangibles de leurs conditions de travail », a déclaré M. Cashman.

L'entente prévoit des hausses salariales semblables à celles obtenues par les autres fonctionnaires fédéraux lors des dernières négociations, soit 2,5 %, 2,25 %, 2,4 % et de 2,5 % pour chacune des quatre années de l'entente. Les employés auront également droit à des ajustements de leur échelle salariale. Quant aux employés à temps partiel, ils auront droit à une compensation financière pour leurs avantages sociaux.

Les 400 employés qui menaçaient de déclencher la grève travaillent pour le Musée canadien des civilisations, le Musée de la Poste, celui des Enfants, de même qu'au nouveau Musée de la Guerre.

Leur convention était échue depuis le 31 mars dernier. Les employés seront invités à ratifier l'entente au cours d'un vote qui doit se tenir au début juillet.

Chacun son tour

Sans contrat de travail depuis la fin décembre 2004, les 15 000 professionnels en informatique du gouvernement fédéral, membres de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, manifesteront à leur tour lundi, dans le but d'appuyer leur équipe de négociation. Les syndiqués se sont donné rendez-vous à l'heure du dîner devant l'immeuble du Conseil du Trésor, à Ottawa.

« Les professionnels en informatique sont déterminés à ce que leur convention soit exempte de coupes dans leur salaire et dans leur régime de retraite, a déclaré la présidente du syndicat, Michèle Demers. La dernière fois que des diminutions salariales ont été imposées dans la fonction publique fédérale, c'était à l'époque de la récession. En 2005, des baisses de salaire ne sont tout simplement pas acceptables. »

LE QUÉBEC DÉBROUILLARD

Il y a autour de nous des personnes, des idées, des projets qui changent le cours des choses. Qui font qu'une situation en apparence désespérée peut être renversée et devenir un modèle de succès. Santé, éducation, criminalité, environnement, société, économie locale, etc. : nous vous proposons une grande série de reportages sur ce « Québec débrouillard », préparée en collaboration avec les quotidiens du groupe Gesca (*La Presse, Le Soleil, Le Quotidien, Le Nouvelliste, Le Droit, La Tribune* et *La Voix de l'Est*). À lire tous les samedis de l'été.

MAISON CARPE DIEM

La liberté des malades

Le presbytère de la paroisse Saint-Sacrement, à Trois-Rivières, respire l'empathie. La vocation religieuse de l'endroit a fait place à une oeuvre tout aussi noble : la maison Carpe diem, qui accueille des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Ce n'est pas tant sa mission que son approche qui fait que l'expertise de Carpe diem dépasse les frontières de la Mauricie. Elle attire les regards du reste du Québec, de la France et de la Belgique.



PHOTO STÉPHANE LESSARD, LE NOUVELISTE

La relation entre les personnes âgées et les intervenants est la priorité à la maison Carpe diem de Trois-Rivières. C'est ce que démontre la fondatrice de l'organisme, Nicole Poirier.

ÉRIC LANGEVIN
LE NOUVELLISTE

Quotidiennement, la fondatrice de la maison Carpe diem observe ce qui se passe autour d'elle. Elle s'interroge à chaque geste accompli. « Je tiens à ce que les gens ici établissent des relations basées sur la confiance, et non pas sur le contrôle. »

Depuis le début de l'aventure Carpe diem, Nicole Poirier n'a jamais fait de compromis sur la méthode, même si, pour cela, elle a dû renoncer au financement gouvernemental. Encore aujourd'hui, elle s'assure que toutes les décisions s'inspirent des principes qui guident l'approche à laquelle l'organisme doit sa réputation.

Il a fallu plus de 10 ans à Mme Poirier pour élaborer le concept. Au bout du compte, ce sont les familles qui ont tranché. « J'ai rencontré des familles et je leur ai demandé ce qu'elles souhaitaient pour leurs parents, raconte-t-elle. Plus de 80 % des inquiétudes étaient d'ordre relationnel. »

L'approche de Carpe diem est basée sur le maintien des capacités des personnes. Les professionnels — choisis non pas en fonction de leurs diplômes, mais bien pour leurs qualités humaines — centrent leurs interventions sur la relation plutôt que sur le résultat. « Ici, on ne dit pas qu'il faut donner le bain en moins de huit minutes. Il faut prendre le temps, c'est tout », illustre celle qui a fait des études en psychologie et qui termine sa maîtrise en administration publique.

« Le coeur de notre philosophie, c'est l'empathie. Il faut traiter la personne en fonction de ses normes à elle, pas des nôtres. Quand je décide qu'une personne ne doit pas se lever en pleine nuit ou qu'elle doit manger assise à une table à 17 h, ce sont mes normes. Si une personne a faim à 16 h, pourquoi ne pourrait-elle pas manger ? Je dois respecter ça. Je m'adapte alors à ses normes », explique Mme Poirier.

La méthode a fait ses preuves. L'Institut de gériatrie de Sherbrooke a comparé un établissement public et l'approche de Carpe diem. Cette dernière sort grande gagnante. « Mais ce n'est pas une recette. C'est un ensemble d'éléments qui fait que ça fonctionne », prévient la directrice.

La maison Carpe diem défie toutes les normes gouvernementales établies.

La maison Carpe diem défie toutes les normes gouvernementales établies. Il n'y a ni contention ni limitation des déplacements. Deux grands escaliers trônent en plein centre de la maison. Pourtant, jamais il n'y a eu d'accident. « Quand on empêche une personne de circuler ou de toucher à la cuisinière, ce sont nos peurs que l'on encadre. »

En 1995, en dehors de tout financement public et sans autorisation gouvernementale, la Société Alzheimer de la Mauricie a confié toutes ses économies à Nicole Poirier pour son beau risque. Depuis, la ressource a grandi. Elle accueille 14 pensionnaires, gère un centre de jour qui prend en charge cinq personnes quotidiennement, déploie une équipe d'intervenants qui suit 20 familles à domicile de façon régulière et une centaine d'autres de façon sporadique.

Carpe diem a aussi fait des petits. Au collège Laflèche de Trois-Rivières, on enseigne cette approche dans un nouveau programme appelé « Intervention en contexte de maladie d'Alzheimer ». Le Centre de santé de Trois-Rivières tentera de mettre en application certains des principes de Carpe diem dans un CHSLD. La France et la Belgique sollicitent les services de Nicole Poirier. Au Québec, des projets s'inspirant de Carpe diem sont en marche en Outaouais, en Gaspésie et en Montérégie.

Pour arriver à reproduire le modèle, Nicole Poirier insiste : « Il faut que ce soit un organisme à but non lucratif, qui fait une sélection minutieuse de son personnel et où, à chaque intervention, on s'interroge à savoir si c'est dans le respect de la personne. Il faut aussi la contribution des familles, c'est une très grande richesse. »

La fondatrice rêve du jour où on appliquera sa méthode dans les établissements publics. « Je ne me fais pas d'illusions. Pour cela, il faudra que les mentalités changent. On en est loin, mais je ne désespère pas. Quand on pense que, il y a 60 ans, les femmes ne votaient pas au Québec, je me dis que tout peut changer rapidement. »

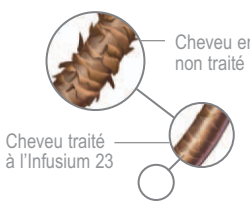


©2005 P&G.

Vos cheveux ont soif? Voici le nouveau Infusium 23.

Hydratez vos cheveux avec le nouveau traitement Réhydratation totale Infusium 23, contenant 23 provitamines et ingrédients bienfaisants. C'est un vrai regain d'humidité qui donne à vos cheveux une texture douce et soyeuse – sans les alourdir.

Visitez www.save.ca/fr/hms
pour obtenir un bon-rabais à l'achat d'un shampooing ou revitalisant Infusium 23.



INFUSIUM 23®
croyez-y

3326071A

LE QUÉBEC DÉBROUILLARD

Saint-Michel sort des poubelles

Le quartier Saint-Michel a longtemps été comparé à une poubelle à cause du dépotoir Miron. Dans les années 80, un millier de camions y déversaient quotidiennement des tonnes de déchets. Puis la magie s'installe. Le dépotoir ferme et le Cirque du Soleil prend sa place. Encouragés, une trentaine d'organismes d'entraide se serrent les coudes. Ils veulent changer le visage de la pauvreté à Saint-Michel.

SARA CHAMPAGNE

C'est jour de lessive à Saint-Michel. Du coton flotte au vent. Une odeur de brise printanière s'installe. Rien d'extraordinaire, sauf que Judith Laverdière surveille ses vêtements sur la corde. Elle a peur de se les faire voler.

La jeune maman de 21 ans vient de Victoriaville. Une *pure laine* à Saint-Michel, ce n'est pas banal. Dans ce quartier du centre-nord de Montréal, l'un des 10 plus pauvres au Canada, près de la moitié de la population est née hors du Canada. Les résidants proviennent surtout d'Haïti, mais aussi de l'Italie, du Maghreb et de l'Asie. Les tensions raciales sont vives.

« Les gens ne regardent plus Saint-Michel de haut, avec dégoût. Il faut capitaliser là-dessus », insiste Pierre Durocher, responsable du chantier de quartier contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Judith, bébé Maïthy sur ses genoux — mélange du Québec et du Vietnam —, explique qu'elle est arrivée dans le quartier Saint-Michel par hasard après un voyage aux États-Unis avec son conjoint, sans trop savoir dans quelle sorte de vie elle s'installait.

« On a trouvé un grand cinq-pièces pour 635 $ par mois. Nous vivons avec un revenu de 1000 $ par mois. Il ne reste pas grand-chose à la fin du mois pour manger », raconte la jeune femme.

Une bouée de sauvetage

Prise au dépourvu, loin de sa famille, elle s'est tournée vers son CLSC il y a un an, qui l'a référée à l'organisme Mon resto Saint-Michel. Une bouée de sauvetage. On lui a offert quatre litres de lait par semaine durant sa grossesse. Judith participe à des cuisines collectives où elle apprend à cuisiner des tajines marocains et autres délices d'ailleurs. Une bonne façon de tisser des liens. Une intervenante communautaire lui a trouvé une laveuse et une sécheuse gratuites.

Dans le quartier, une trentaine d'organismes à but non lucratif sont devenus le pain et le beurre de milliers de résidants. Ils s'attaquent à la faim, à la violence dans la rue, à la solitude et à la détresse psychologique. Les besoins sont grands. Le salaire moyen se situe à environ 19 000 $ par année. Près d'une famille sur trois est monoparentale.

Mais cette pauvreté s'explique. Avant 1960, Saint-Michel était peuplé de travailleurs de la classe moyenne. Mais durant les années 60 et 70, le quartier est marqué au fer rouge par la construction de l'autoroute Métropolitaine et la transformation de la carrière Miron en dépotoir. À une époque, 1000 camions y déversent quotidiennement des tonnes de déchets. Saint-Michel est vite devenu la *poubelle* du Québec, odeur comprise. Et les riches ont déménagé.

La magie s'installe

Il y a 25 ans, devant la misère grandissante, les organismes mettaient sur pied une table de concertation. Cette année, ces organismes, des élus et des gens d'affaires ont refait leurs devoirs en élaborant un « chantier de quartier contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Leur but : changer le visage de Saint-Michel d'ici 10 ans.

« On pense que le quartier peut devenir autre chose. Il faut augmenter les revenus des gens, améliorer les habitations, les services à la population et sécuriser le quartier, s'assurer que les jeunes restent à l'école », résume le responsable du chantier, Pierre Durocher.

Pour le transformer, les organismes ont deux cartes dans leur manche. Le dépotoir Miron a fermé ses portes en 2000 et le Cirque du Soleil y a établi ses quartiers. Depuis, tous les espoirs sont permis. Les espaces verts se sont multipliés, notamment avec La TOHU, dont le mandat est de faire de Montréal la capitale internationale des arts du cirque.

« C'est un début. Les gens ne regardent plus Saint-Michel de haut, avec dégoût. Il faut capitaliser là-dessus », ajoute M. Durocher.

Mais la table de concertation doit trouver des moyens pour convaincre des gens comme Judith Laverdière et sa petite famille de s'enraciner dans le quartier. La tâche n'est pas facile : comme d'autres résidants qui réussissent à se sortir de la pauvreté, ils souhaitent déménager rapidement, d'ici un an. « Ce n'est pas un bon endroit pour élever des enfants. Ce n'est pas sécuritaire de sortir le soir. J'ai peur ici », dit Judith.

Les mesures d'incitation financière pour rafraîchir les habitations suffiront-ils ? Y aura-t-il de la publicité pour les services communautaires ? Les gangs de rue disparaîtront-ils ? Comment les organismes vont-ils encourager les jeunes à ne pas quitter l'école ?

La tâche reste colossale mais la magie sème l'espoir.



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Une ruelle du quartier Saint-Michel. Une trentaine d'organismes communautaires désirent changer l'image du quartier d'ici 10 ans. Ils tablent entre autres sur la revitalisation des habitations.

Benjamin Moore
Les experts en couleur et décoration

Centre de Décoration Dollard
4073, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-3202

Déco-Centre des Pointeliers
12780, Notre-Dame Est
Montréal (514) 645-5939

Décor Francis
4460, rue Bélanger Est
Montréal (514) 722-3530

Distribution Bélair
8530, boul. Pie-IX
Montréal (514) 593-5347

Laurier Décor
1216, rue Bélanger Est
Montréal (514) 272-1286

Marion les couleurs
3989, rue Ontario Est
Montréal (514) 527-8732

Peinture & Décor Gorak
4241, rue Jean-Talon Est
Montréal (514) 725-1751

Peinture Montréal-Métro
Saint-Laurent, des Sources
et Kirkland (514) 745-3434

Peinture Robert Turcotte
7178, boul. Langelier
Montréal (514) 255-1644

Peinture Robert Turcotte
500, boul. Iberville, Local 21
Repentigny (450) 581-2992

Quincaillerie de l'Est
8240, rue Hochelaga Est
Montréal (514) 353-0030

Rêves et Rénovations
720, boul. Montréal-Toronto
Dorval (514) 422-8009

The Hub
441, boul. Beaconsfield
Beaconsfield (514) 695-3389

Décoration J.P. Bélanger
5777, rue Auteuil
Brossard (450) 676-6733

Tendances Déco
213, rue Victoria
Sorel (450) 743-4333

Poly Décor
2100, ch. Chambly
Longueuil (450) 670-3450

Couvre Plancher Riverside
1138, rue Victoria
St-Lambert (450) 671-7289

Décor Taschereau
3955, boul. Taschereau
St-Hubert (450) 656-1240

Peinture et Décor de Mortagne
387, boul. de Mortagne
Boucherville (450) 449-0500

Décor à Profusion
950, boul. St-Laurent
Longueuil (450) 677-3444

Peinture Plus
1768, rue Dollard
Lasalle (514) 363-3401

Tapis Pincourt
84, 5e Avenue
Pincourt (514) 453-7947

Ambiance et Nuances
6250, boul. Cousineau
St-Hubert (450) 445-9949

Ambiance Couleur Déco
564, rte 132
(face à Home Depot)
St-Constant (450) 635-6323

Peinture Le Corbusier
1808, boul. Le Corbusier
Laval (450) 688-8050

Centre de Peinture Mario Melançon
7, rue Baby
Joliette (450) 753-9311

Peinture et Tapisserie Belmont
4610, boul. de Salaberry
Montréal (514) 334-4163

Peint-O-Thèque
4841, boul. Arthur-Sauvé
Laval-Ouest (450) 627-3474

Décor Paul St-Denis
571, rue Principale
Lachute (450) 562-7787

Peintures Filion
740, rue Laviolette
Saint-Jérôme (450) 569-1733

Belmont Décoration-Peinture
984, boul. Moody
Terrebonne (450) 471-1156

Belmont Décoration
832, Montée Masson
Mascouche (450) 474-5550

Belmont Décoration
4579, rue Des Fleurs
Lachenaie (450) 581-1036

Maison du Décor
380, boul. de la Grande-Côte
Boisbriand (450) 433-2242

Centre de décoration Le Corbusier
279, rue Hector-Lanthier
Saint-Eustache
(450) 623-8800

Expression Décor
625, boul. Labelle
Blainville (450) 435-6800

Benjamin Moore
Les Experts en Couleur®

Centre Peinture Pro
3394, rue Jean-Talon Est
Montréal (514) 725-1490

Décor 8056
8042, rue Saint-Hubert
Montréal (514) 270-3944

Le Centre de la couleur Bernier
1451, rue Fleury Est
Montréal (514) 382-4961

Les Décorateurs de Montréal
251, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (514) 288-2413

Marcel Lortie
8495, boul. Saint-Laurent
Montréal (514) 381-3967

Empire Produits Décoratifs
3455, av. du Parc
Montréal (514) 849-1297

Quincaillerie Hogg Hardware
4833, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (514) 934-4644

Quincaillerie Hogg Hardware
7, Place du Commerce, Unité 108
Île des Soeurs
(514) 761-4441

Robert Turcotte
17, rue Rivest
Le Gardeur (450) 585-2700

Couvre Plancher Belœil
225, rue Cartier
Belœil (450) 467-5249

Marcil
St-Constant, St-Sauveur et Châteauguay
(450) 692-9992

Quincaillerie Guy Racine
335, boul. Chomedey
Laval (450) 681-7575

RÊVEZ AVEC NOUS

Le bassin Peel, une nouvelle destination internationale.

Depuis plus de 20 ans, nous voyageons à travers le monde avec nos chapiteaux et représentons ainsi notre ville d'un continent à l'autre afin de propager le rêve. Forts de cette expérience, le temps est venu de nous ancrer au tissu vivant de Montréal en aménageant un lieu permanent de divertissement et d'expériences uniques qui sache révéler la créativité québécoise. En visitant la planète, nous partageons la magie avec plus de 7 millions de personnes chaque année. C'est avec fierté que nous les inviterons à venir découvrir notre culture et notre terre natale.

Ce projet nous l'avons rêvé afin de **REDONNER** aux Montréalais et aux Québécois :

- Un lieu d'événements dédié aux arts et à la fête;
- Une destination festive internationale qui renforcera la renommée de Montréal;
- Un site patrimonial dédié depuis toujours aux échanges entre Montréal et le monde;
- Un site propre, décontaminé, qui passera du noir au vert;
- Un lieu de rencontre entre les créateurs et le public;
- Un endroit où l'esprit du *Cirque du Soleil* est accessible à tous ici, chez nous, à Montréal.

www.bassinpeel.com



1 **UNE SCÈNE À L'ÉCHELLE URBAINE**

2 **SALLE DE SPECTACLES**

3 **HÔTEL**

4 **CASINO :**
Un casino intégré harmonieusement au site.

5 **TOIT VERT :**
Un casino conçu avec un souci écologique.

6 **SPA :**
Submergé sous une cascade d'eau.

7 **ESPACE JARDINS :**
Parc qui accueillera toutes sortes de festivités et où s'élèvera le chapiteau du *Cirque du Soleil* lors de ses tournées à Montréal.

8 **LE BASSIN PEEL :**
En tête d'affiche du projet, le bassin Peel sera mis en valeur.

9 **LE BASSIN WELLINGTON ET SA MARINA :**
Le bassin actuellement enfoui sera rendu à la lumière du jour et sera accessible par le canal Lachine.

10 **LE QUAI DES ARTISTES :**
Espace de création pour les artistes, dédié aux arts et à la culture.

Ce rêve est développé en collaboration avec

LOTO QUÉBEC

Loto-Québec participe ainsi à la mise en valeur du talent artistique québécois et accroît sa contribution au développement touristique du Québec. Loto-Québec a comme mandat d'exploiter, dans l'ordre et la mesure, des jeux de hasard et d'argent. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, la responsabilité sociale, l'innovation, un service à la clientèle sans compromis et le respect envers ses employés.

Un projet imaginé par *Cirque du Soleil* sous la direction de création de Johnny Boivin.

CIRQUE DU SOLEIL®

3325876A

POLITIQUE



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Stephen Harper s'est adressé aux médias hier à Québec, où il participait à un barbecue.

Harper lance sa campagne de séduction au Québec

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
LE SOLEIL

QUÉBEC — Le chef conservateur Stephen Harper a voulu prouver hier que le bleu du drapeau du Québec lui allait tout aussi bien que celui de son parti. Et quoi de mieux qu'un barbecue de la Saint-Jean pour lancer sa campagne estivale de séduction auprès des Québécois ?

Devant une cinquantaine de militants réunis à Québec hier après-midi, M. Harper a accusé les troupes de Paul Martin d'être responsables de la récente montée du souverainisme québécois. « Ce sont les libéraux qui ont discrédité le fédéralisme au Québec », a-t-il lancé.

« Aujourd'hui, en cette fête de la Saint-Jean, je vous demande de mettre votre fierté et votre solidarité de Québécois au service du renouveau national », a-t-il poursuivi.

L'activité organisée hier à la Maison Belleau marquait le lancement de la « saison des barbecues », saison durant laquelle M. Harper sillonnera les régions du Québec et de l'Ontario. Le chef conservateur entend bien maintenir le rythme électoral qu'il s'est imposé depuis sa tentative infructueuse de renverser le gouvernement Martin en mai. « On a juste une campagne plus longue que prévu », a-t-il blagué.

Conscient de l'importance d'adoucir son image pour plaire à l'électorat québécois, Harper parle maintenant d'un « programme moderne et modéré pour le nouveau Parti conservateur ».

En chemise rayée et veston, sans cravate, Stephen Harper tente de se présenter comme quelqu'un de décontracté, bien que ses problèmes à Ottawa suffisent à le faire sortir de ses gonds. L'adoption jeudi soir du budget modifié par les néo-démocrates l'irrite particulièrement. « C'est probablement la tactique la plus antidémocratique qu'on ait vue au Parlement dans l'histoire canadienne. » Il s'est particulièrement attaqué aux bloquistes. « C'est clair pour moi que le Bloc a décidé de se joindre à la coalition des libéraux et du NPD. »

Le chef conservateur considère maintenant que seul son parti représente l'opposition à la Chambre des communes. « Notre mission au cours des prochaines semaines sera de démontrer à la population québécoise que notre parti est le seul à pouvoir remplacer les libéraux. C'est le seul parti qui puisse représenter les besoins et les aspirations du Québec au pouvoir à Ottawa », a-t-il dit à ses militants.

M. Harper s'est également permis une pointe envers son rival bloquiste, Gilles Duceppe. « On sait depuis longtemps que le chef du Bloc ne pourra jamais mener le gouvernement du Canada, maintenant on comprend qu'il ne peut même pas mener le mouvement souverainiste au Québec », a-t-il dit, commentant le refus du bloquiste de briguer la direction du Parti québécois.

Si l'on sait que des élections n'auront pas lieu cet été, impossible pour l'instant de savoir si elles auront lieu à l'automne. Chose certaine, Stephen Harper a bien l'intention de mener ses troupes au prochain scrutin.

« Tous les autres partis ont peur des élections. Je suis prêt, nous sommes prêts », a dit M. Harper, paraphrasant — peut-être sans le savoir — le slogan des libéraux provinciaux aux dernières élections.

DÉMARREZ L'ÉTÉ EN BEAUTÉ!

KIA
Surprenez la route



Modèle LS illustré†

PDSF : 12 995 $**

RIO 2005

- Moteur de 1,6 L, DACT
- Freins ABS aux quatre roues
- Servodirection
- AM/FM/CD stéréo
- Roues de 14 po avec enjoliveurs

VERSEMENT MENSUEL	COMPTANT
129 $*	2 195 $
149 $*	995 $
166 $*	0 $

10 995 $ À L'ACHAT AU COMPTANT^

OU

LOCATION À PARTIR DE 129 $* PAR MOIS 60 MOIS

UN PETIT TOUR QUI VAUT LE DÉTOUR FAITES UN ESSAI ROUTIER

OBTENEZ GRATUITEMENT 10 $ D'ESSENCE✦

ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN VOYAGE EN AUSTRALIE OU L'UN DES 200 APPAREILS PHOTO NUMÉRIQUES✧

SPECTRA 2005

PRIX MEILLEURE VOITURE ÉCONOMIQUE DE L'AJAC

ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA

- Moteur de 2,0 L, DACT
- Servodirection
- AM/FM/CD/MP3 stéréo
- Roues de 15 po avec enjoliveurs

PREMIÈRE DE SA CATÉGORIE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ
6 COUSSINS GONFLABLES



Modèle EX illustré†

PDSF : 15 995 $**

LOCATION À PARTIR DE 159 $* PAR MOIS 60 MOIS

OU

0 % DE FINANCEMENT À L'ACHAT§ POUR 60 MOIS

Programme Protection Totale 5-5-5

PLUS QU'UNE GARANTIE

- GARANTIE SANS SOUCI DE 5 ANS/100 000 KMΔ
- GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
- ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

3324275

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ WWW.KIA.CA OU COMPOSEZ LE 1 877 542-2886.

PROGRAMME «PRÊT-À-PARTIR» POUR DIPLÔMÉS

VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC

3324234A

* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Spectra 2005 de base (ST5455) et Rio S 2005 (RO54X5). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0,00 % et 0,00 %; et versement initial ou équivalent d'échange de 1 995 $ et 2 195 $. Versement du premier mois de 159 $ et 129 $, plus frais de livraison et destination de 0 $ et 0 $, et frais d'acquisition de 350 $ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 15 995 $ et 12 995 $, et se chiffre respectivement à 11 535 $ et 9 935 $; l'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 077,60 $ et 3 497,50 $, taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 $ par kilomètre excédentaire. ** PDSF : Spectra 2005 de base (ST5455) à partir de 15 995 $ et Rio S 2005 (RO54X5) à partir de 12 995 $. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. § Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 60 mois, en fonction du modèle du véhicule 2005 sélectionné. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 $, à un taux de financement à l'achat de 0,0 %, donne des versements mensuels de 166,67 $ pour une durée de 60 mois; le coût d'emprunt est de 0 $ pour un engagement de 10 000 $. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. D'autres options de location et de financement sont offertes. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. ^ Cette offre est valable seulement pour les achats au comptant. Un rabais de 2 000 $ s'applique à la Rio S 2005 (RO54X5). Certaines restrictions peuvent s'appliquer. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. ✦ Limite de une carte de 10 $ d'essence par personne ou par foyer. Jusqu'à épuisement des stocks. ✧ Pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire Kia participant. Δ La Garantie sans souci couvre la plupart des composants du véhicule contre les défectuosités, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Prix, disponibilité et caractéristiques sous réserve de modifications sans préavis. Les renseignements contenus dans cette annonce publicitaire sont supposés être exacts au moment de l'impression. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation.

BRAULT & MARTINEAU

10 grands magasins
www.braultetmartineau.com

Là où la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix !

Fait JAZZER !

Obtenez† l'une des 250 paires de billets pour assister à un spectacle au festival de jazz à l'achat de produits

SAMSUNG

27 po ÉCRAN PLAT



Téléviseur à écran plat DynaFlat^MD de 27 po

Filtre à peigne numérique, 540 lignes de résolution.

12 mois de garantie

11 08$ /mois ou 399$

30 po ÉCRAN PLAT FORMAT 16:9



24 97$ /mois ou 899$

SAMSUNG

Téléviseur à écran plat DynaFlat^MD de 30 po

Filtre à peigne numérique, format d'affichage : 480i, 480p, 1080i.

12 mois de garantie



SAMSUNG

Magnétoscope à 4 têtes stéréo hi-fi et lecteur de DVD progressif combinés

Lecture des formats CD/DVD/VHS/S-VHS.

12 mois de garantie

159$



SAMSUNG LECTEUR MP3 USB

Lecteur FM et MP3 portatif avec écran couleur ACL de 1 po

Disque dur de 5 Go, MP3, port USB de 2,0. Pile rechargeable, pince pour ceinture, écouteurs inclus.

12 mois de garantie

279$

47 po ÉCRAN FORMAT 16:9 À PROJECTION



SAMSUNG

41 64$ /mois ou 1499$

Gratuit !*

Base d'une valeur de 169 $** à l'achat de ce téléviseur.

* Conditions en magasin.
** Valeur au détail suggérée.

Plus !

Obtenez* 100 $ en chèques-cadeaux Rona Botanix.

* Conditions en magasin.

HDTV

Téléviseur à projection de 47 po

Filtre peigne numérique à 3 lignes, écran protecteur, modulation de la vitesse de balayage, menu déroulant de 3:2, système audio stéréophonique à 30 watts.

Livraison gratuite. 12 mois de garantie.

SAMSUNG HDTV

38 86$ /mois ou 1399$

Téléviseur à cristaux liquides de 23 po

Filtre à peigne numérique, rapport de contraste 3000:1, résolution de 1366 x 768 pixels.

12 mois de garantie

23 po ACL



SAMSUNG DOLBY DIGITAL PRO LOGIC II

Téléviseur à cristaux liquide de 15 po

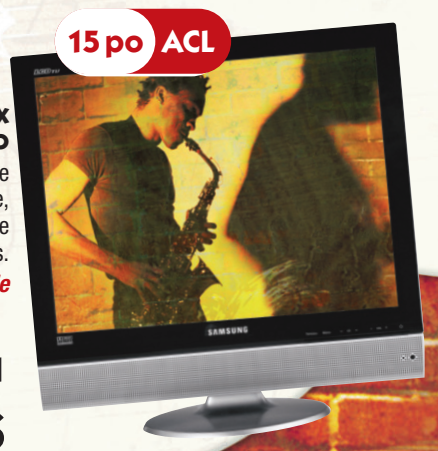
Entrée pour PC, rapport de contraste 400:1, filtre à peigne numérique, compatible avec la télévision haute définition 480i/480p. Support de table inclus.

12 mois de garantie

EDTV MONITOR

13 86$ /mois ou 499$

15 po ACL





FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTREAL MD

De plus, aucun intérêt à payer jusqu'en JUIN 2008

avec 36 versements égaux sans frais ni intérêt*
sur les meubles, matelas, électroménagers et appareils électroniques

Livraison gratuite 7 jours sur 7
dans un rayon de 200 km*

*Conditions en magasin.



HEURES D'OUVERTURE :
Lundi au vendredi 9 h à 21 h • Samedi 9 h à 17 h • Dimanche 10 h à 17 h

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, boul. de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

Prix en vigueur jusqu'au 26 juin 2005. Quantité limitée sur certains articles. †Conditions et détails en magasin. Une paire de billets par client. Offre valable du 23 juin jusqu'à écoulement des billets. *Achat minimum requis de 299 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.).

3324577A

POLITIQUE

ASSURANCE PARENTALE

Courchesne refuse de donner suite à une recommandation de son conseil de gestion



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

La ministre Michelle Courchesne refuse de verser 100 millions de dollars pour couvrir le tiers des coûts supplémentaires du nouveau régime québécois de congés parentaux.

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC – La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne, refuse de mettre en oeuvre la toute première recommandation de son conseil de gestion de l'assurance parentale, qui lui demande de verser 100 millions de dollars pour couvrir le tiers des coûts supplémentaires du nouveau régime québécois de congés parentaux.

Travailleurs et entreprises devront donc payer eux-mêmes la facture. Ainsi, un salarié gagnant 40 000 $ serait appelé à débourser 34 $ de plus par année, alors que celui qui a un revenu de 60 000 $ paierait 107 $ supplémentaires.

Le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, qui est membre du conseil de gestion, trouve le comportement de la ministre « paradoxal ». Michelle Courchesne répète depuis des mois que son gouvernement a créé le conseil de gestion pour s'assurer du financement du régime et qu'elle attendait ses recommandations pour savoir où trouver les 300 millions de dollars manquants. Or, maintenant que la ministre a entre les mains la première recommandation du conseil de gestion, elle refuse de l'appliquer, déplore M. Taillon.

L'attachée de presse de la ministre, Valérie Grenier, a souligné que le gouvernement étudie la recommandation du conseil de gestion mais que celui-ci « dit depuis le début qu'il ne mettra pas d'argent ». « On n'a pas changé d'idée là-dessus. C'est un régime d'assurance autonome », a-t-elle expliqué, tout en soulignant que l'État versera des cotisations importantes au fonds d'assurance, comme tout autre employeur.

Le conseil de gestion a adopté à la majorité une résolution demandant au gouvernement de verser 100 millions de dollars annuellement dans le fonds d'assurance pour couvrir les coûts supplémentaires du régime. Selon Gilles Taillon, le gouvernement Charest réalisera des économies d'environ 100 millions de dollars puisque les régimes complémentaires destinés à ses employés deviendront caducs et seront éliminés. Il devrait donc retourner cette somme dans le fonds d'assurance, a-t-il ajouté. Le gouvernement Charest considère que les économies réalisées par l'État se chiffreront plutôt à 20 millions.

Le Conseil du patronat, la FTQ et la CSN ont voté en faveur de cette contribution de l'État, mais le représentant gouvernemental, le sous-ministre François Turenne, s'est prononcé contre.

Selon Michelle Courchesne, une partie de cette somme, c'est-à-dire 44 millions, proviendra des cotisations des travailleurs autonomes, actuellement exclus du programme fédéral. Quelque 115 autres millions seront dégagés par la hausse du revenu maximum assurable, qui passe de 39 000 $ à 57 500 $.

Les entreprises et les travailleurs devront subir une hausse de leurs cotisations pour combler le reste du manque à gagner.

ASSURANCE PARENTALE

> Le régime québécois d'assurance parentale permettra aux mères de bénéficier d'un congé de 40 semaines à 75 % de leur salaire, ou d'un congé de 50 semaines à 70 % du salaire pendant les 25 premières semaines et à 55 % du salaire pour les 25 semaines suivantes. Les mères pourront partager ce congé avec leur conjoint.

> Les pères disposeront de leur côté d'un congé de paternité non transférable de trois semaines à 75 % de leur salaire ou de cinq semaines à 70 %.

> À l'heure actuelle, Ottawa accorde un congé parental de 50 semaines à 55 % du revenu.

> Le plafond salarial admissible du régime québécois s'élèvera à 53 500 $. Le revenu minimum assurable sera quant à lui de 2000 $.

> Ces dispositions correspondent à celles de la loi 140, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en mai 2001.



LES FESTIVITÉS DU 40e Anniversaire

VENEZ CÉLÉBRER LES 40 ANS DE NISSAN AU QUÉBEC



Modèle SE-R illustré

SENTRA

LOUEZ À PARTIR DE 189$/MOIS†

4 VERSEMENTS PAYÉS*

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle 3.5 SE avec aileron illustré

ALTIMA

LOUEZ À PARTIR DE 257$/MOIS† 0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

1000$ D'OPTIONS SANS FRAIS**:

- JANTES EN ALLIAGE DE 16 PO
- SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES ÉLECTRIQUES
- COMMANDES AUDIO MONTÉES SUR LE VOLANT
- ET BEAUCOUP PLUS!



X-TRAIL

LOUEZ À PARTIR DE 269$/MOIS† 1 VERSEMENT PAYÉ*

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

0,8% DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR LA SENTRA†††

1000$ D'ESSENCE GRATUITE SUR L'ALTIMA††

NISSAN

nissan.ca 1 800 387-0122

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS NISSAN ‡‡

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE‡

3321476A

3321480

*Pour un temps limité, 0 $ de dépôt de sécurité sur tout véhicule Nissan neuf 2005 et Xterra 2004. *De 1 à 4 mensualités, toutes taxes incluses, sont acquittées pour vous par Nissan Canada et/ou le concessionnaire à la location de certains modèles neufs admissibles. Le premier versement client est exigible a) 120 jours b) 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Respectivement au modèle choisi, un rabais équivalent au coût d'une mensualité basé sur les termes ci-dessus mentionnés (taxes incluses) sera accordé au client désirant un terme moindre. **Le 1000 $ d'options en valeur additionnelle reflète la différence de prix entre la version Altima 2.5 S et la version Altima 2.5 S Extra. ††Une carte d'essence prépayée Petro-Canada$^{\Delta}$ d'une valeur de 1000 $ sera remise en bonus (moyennant le don d'un cent) à l'achat ou à la location de tout modèle neuf 2005 de l'Altima livré entre le 1er et le 30 juin 2005. La promotion s'applique uniquement chez les concessionnaires participants de la province de Québec. La carte expire 2 ans après la date de l'achat ou la location désirés véhicules. La carte d'essence ne peut être utilisée pour l'achat de tabac ni échangée contre de l'argent. †Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2005 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG55 AA00)/Sentra SPEC-V SE-R avec boîte de vitesses manuelle (C4VG55 AA00) telle qu'illustrée, avec mensualité de 257 $/327 $ et acompte ou échange équivalent de 4595 $ et pour le X-Trail 2005 (Y6RG55 AA00), avec mensualité de 269 $ et acompte ou échange équivalent de 4595 $. Frais de transport et de pré-livraison compris. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Sur approbation du crédit. ††Taux de financement de 0,8 % à l'achat pour la Sentra 2005 pour les termes jusqu'à 36 mois. ***†††Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Les mensualités n'incluent pas les frais d'administration du concessionnaire sur toutes les gammes 2004 et 2005. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. ‡‡Seuls les modèles Xterra 2004 et Sentra, Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés. ΔMarque de commerce de Petro-Canada - Trademark. Utilisés sous licence. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd. et/ou ses filiales nord-américaines. Les modèles neufs et de démonstration de voiture Nissan soit a) les 4 premières mensualités d'un terme de 60 mois sont acquittées sur la Sentra 2005 b) la première mensualité d'un terme de 48 mois est acquittée sur le X-Trail 2005. Le premier versement client est exigible a) 120 jours b) 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Respectivement au modèle choisi, un rabais équivalent au coût d'une mensualité basé sur les termes ci-dessus mentionnés (taxes incluses) sera accordé au client désirant un terme moindre. **Le 1000 $ d'options en valeur additionnelle reflète la différence de prix entre la version Altima 2.5 S et la version Altima 2.5 S Extra. ††Une carte d'essence prépayée Petro-Canada$^{\Delta}$ d'une valeur de 1000 $ sera remise en bonus (moyennant le don d'un cent) à l'achat ou à la location de tout modèle neuf 2005 de l'Altima livré entre le 1er et le 30 juin 2005. La promotion s'applique uniquement chez les concessionnaires participants de la province de Québec. La carte expire 2 ans après la date de l'achat ou la location désirés véhicules. La carte d'essence ne peut être utilisée pour l'achat de tabac ni échangée contre de l'argent. †Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2005 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG55 AA00)/Sentra SPEC-V SE-R avec boîte de vitesses manuelle (C4VG55 AA00) telle qu'illustrée, avec mensualité de 257 $/327 $ et acompte ou échange équivalent de 4595 $ et pour le X-Trail 2005 (Y6RG55 AA00), avec mensualité de 269 $ et acompte ou échange équivalent de 4595 $. Frais de transport et de pré-livraison compris. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 $/km extra. Sur approbation du crédit. ††Taux de financement de 0,8 % à l'achat pour la Sentra 2005 pour les termes jusqu'à 36 mois. ***†††Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Les mensualités n'incluent pas les frais d'administration du concessionnaire sur toutes les gammes 2004 et 2005. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. ‡‡Seuls les modèles Xterra 2004 et Sentra, Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés. ΔMarque de commerce de Petro-Canada - Trademark. Utilisés sous licence. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd. et/ou ses filiales nord-américaines.



PHOTO FRED CHARTRAND, PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Paul Martin et le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, semblaient en grande discussion, jeudi à Cork, après avoir participé à une cérémonie en mémoire de la tragédie d'Air India.

CANADA STEAMSHIP LINES ET PARADIS FISCAUX

Martin dénonce les manoeuvres de l'opposition

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Paul Martin s'insurge contre la manoeuvre des trois partis de l'opposition visant à convoquer ses trois fils, du moins ceux qui sont directement actifs dans la gestion de la Canada Steamship Lines (CSL), devant un comité des Communes pour expliquer comment leur entreprise profite du paradis fiscal qu'est la Barbade.

M. Martin, qui a cédé son entreprise à ses enfants en 2003, avant de prendre les commandes du Parti libéral, a déclaré que le Bloc québécois, le Parti conservateur et le NPD font de la « petite politique » en exigeant que ses fils témoignent devant le comité permanent des finances à l'automne.

Le témoignage des fils de M. Martin sur la délicate question de l'utilisation des paradis fiscaux par certaines entreprises pour éviter de payer leur dû au fisc canadien pourrait survenir à quelques mois du déclenchement probable des élections fédérales, prévues au début de 2006.

Le premier ministre cachait mal sa colère, jeudi, lorsqu'il a été interrogé à ce sujet en Irlande, où il participait à une cérémonie commémorant le 20e anniversaire de l'attentat contre un Boeing d'Air India qui a coûté la vie à plus de 300 Canadiens. M. Martin a aussi tenu à prendre ses distances de son ancienne entreprise, qui était gérée par une fiducie sans droit de regard lorsqu'il était ministre des Finances dans le gouvernement Chrétien entre 1993 et 2002. « Je n'ai rien à voir avec la compagnie maintenant », a déclaré le premier ministre, ajoutant que ses fils sont « indépendants » et qu'ils vont probablement « faire ce qu'on leur demande ».

Le ministre des Transports, Jean Lapierre, a aussi vertement critiqué la manoeuvre des trois partis d'opposition, qui détiennent la majorité au comité des finances. « Je pense qu'on est dans la période du petit *bavage* », a laissé tomber M. Lapierre, jeudi, avant de participer à une réunion du cabinet.

M. Loubier a nié qu'il se livrait à de la « petite politique » : « C'est un combat que le Bloc québécois mène depuis 1994. Je dis que nous faisons de la grande politique parce que c'est anormal et tout à fait inacceptable qu'un homme comme M. Martin profite de sa position privilégiée pour orienter les décisions sur les politiques fiscales en faveur de son entreprise. Au bout du compte, la CSL a gagné, depuis 1998 en particulier, beaucoup d'économies d'impôts et continue de le faire », a déclaré M. Loubier.

Le député a rappelé que la vérificatrice générale a souvent dénoncé le fait que des entreprises canadiennes recourent aux paradis fiscaux.

Les trois partis d'opposition ont pris la décision de convoquer les fils de M. Martin.

Selon le quotidien *Le Soleil,* les trois partis d'opposition ont pris la décision de convoquer les fils de M. Martin, Paul Jr., David et James, le 16 mai, mais sans le crier sur tous les toits, afin de garder l'effet de choc pour la rentrée d'automne.

La motion originale déposée par le député bloquiste Yvan Loubier, un pourfendeur de longue date de l'utilisation des paradis fiscaux par les entreprises canadiennes, voulait entendre les témoins en séance télévisée avant les vacances estivales, mais ce calendrier s'est révélé impossible à respecter.

En entrevue avec *La Presse* jeudi, le critique conservateur en matière de finances, Monte Solberg, a confirmé cette volonté des députés de remettre à l'ordre du jour toute la question des paradis fiscaux et notamment la convention avec la Barbade, qui fait de ce pays des Antilles la seule exception à la loi canadienne sur le sujet.

M. Solberg a aussi accusé M. Martin de tenir un double langage puisqu'il a, en 1997, après les élections fédérales, aboli tous les paradis fiscaux sauf un tout en en faisant profiter son entreprise.

En janvier 2004, le Bloc québécois a publié une analyse dans laquelle il soutenait que CSL International aurait épargné 103 millions de dollars en impôts canadiens en créant neuf entités à la Barbade entre 1995 et 2002.

CSL International, une filiale à propriété exclusive du Groupe CSL, de Montréal, est propriétaire de huit cargos transocéaniques. Elle est distincte de la Canada Steamship Lines, qui possède 16 bateaux naviguant dans les eaux du Canada et des États-Unis. En étant incorporée à la Barbade, où elle est reconnue comme International Business Corporation, CSL International est assujettie à un taux d'imposition variant entre 1 et 2,5 % de ses bénéfices. Mais si elle était enregistrée au Canada, la firme serait soumise à des impôts de plus de 30 %.

Dans le passé, M. Martin a toujours rejeté les accusations du Bloc et a soutenu que les chiffres avancés par les troupes de Gilles Duceppe étaient erronés. « CSL est fondamentalement une société canadienne qui paie ses impôts au Canada au même taux que tout le monde », avait-il déclaré en février 2004.

Mais dans une entrevue accordée au réseau CBC, en février 2003, le premier vice-président de CSL, Pierre Préfontaine, a affirmé que CSL International a été déménagée à la Barbade « en raison des changements des règles de l'impôt au Canada » et qu'il était nécessaire de faire cela afin que la compagnie soit à armes égales avec ses concurrents.

Martin visite les régions albertaines touchées par les inondations

JAMES STEVENSON
PRESSE CANADIENNE

HIGH RIVER, Alberta — Un résidant de l'Alberta dont la région a été durement touchée par les inondations a refusé de serrer la main de Paul Martin, hier, alors que le premier ministre effectuait une visite tardive dans le sud de cette province afin de constater les dégâts survenus plus tôt au cours du mois de juin.

« J'aurais vraiment voulu être ici plus tôt, mais... lorsqu'un gouvernement est minoritaire — prenez par exemple les discussions que nous venons d'avoir au sujet du budget et d'autres projets de loi — c'était absolument impossible, a déclaré M. Martin. Je suis venu à la première occasion. »

Le premier ministre a indiqué que lui et la vice-première ministre, Anne McLellan, députée de l'Alberta, avaient déjà communiqué avec le premier ministre albertain, Ralph Klein, et avec la plupart des maires dont les villes ont été touchées par les fortes inondations.

« Nous serions venus beaucoup plus tôt si, dans les faits, nous n'avions pas été retenus par les problèmes inhérents à un gouvernement minoritaire. »

Plus tôt dans la journée, hier, M. Martin a survolé en hélicoptère les régions touchées à High River, au sud de Calgary. Il a ensuite marché jusqu'au bord de la rivière afin de parler aux résidants qui se sont battus non pas une fois, mais deux fois, pour protéger leurs foyers contre la crue des eaux.

Il restait peu de traces des dégâts et le premier ministre l'a d'ailleurs vite remarqué.

« Je dois dire que l'esprit dans lequel on a commencé le nettoyage est vraiment étonnant, a-t-il dit. De voir les communautés qui se retrouvaient sous l'eau il n'y a pas si longtemps, à quel point on a récupéré en si peu de temps, je pense que cela en dit long à leur sujet. »

M. Martin, qui était accompagné de Mme McLellan et de M. Klein, a également rencontré les maires des villes du sud de l'Alberta dans le but de discuter des possibilités d'aide financière de la part du gouvernement fédéral.

Mme McLellan a indiqué que des fonctionnaires des gouvernements fédéral et provincial amorceraient immédiatement des discussions dans le but de déterminer les dépenses admissibles.



ACTUALITÉS

Utilisation d'agent orange sur une base militaire

Un député du Nouveau-Brunswick demande une enquête indépendante

PRESSE CANADIENNE



PHOTO ANDREW VAUGHAN, PC

Des citoyens préoccupés par les effets de l'utilisation d'agent orange à la base de Gagetown, au Nouveau-Brunswick, ont participé à une assemblée publique jeudi.

FREDERICTON – Un membre du parti au pouvoir au Nouveau-Brunswick réclame la tenue d'une enquête indépendante sur l'utilisation de l'agent orange et d'autres défoliants à la base des Forces canadiennes Gagetown.

Jody Carr, député conservateur de la circonscription où se trouve une bonne partie de la base, a déclaré hier que les gens qui disent avoir été affectés par les défoliants chimiques utilisés dans les années 1950 et 1960 sont sceptiques face aux renseignements fournis par le ministère de la Défense.

Selon M. Carr, Ottawa devrait ordonner la tenue d'une enquête libre de toute influence de la part du ministère de la Défense nationale.

« Cela permettrait d'enlever les doutes et de redonner confiance aux Canadiens, afin qu'ils sachent que le dossier sera examiné de la façon appropriée, que les faits seront connus et que ceux qui ont été lésés obtiendront la compensation qu'ils méritent », a déclaré le député.

Une assemblée publique à la base de Gagetown, jeudi, a permis de constater qu'il y avait beaucoup de méfiance à ce sujet. Des fonctionnaires du ministère de la Défense ont alors déclaré que les tests militaires d'agent orange et d'autres défoliants, effectués par les Américains en 1966 et 1967, ne s'étaient déroulés qu'à petite échelle et de manière contrôlée.

Plusieurs gens voulaient toutefois en savoir davantage au sujet des tests effectués à la base dans les années 50 et 60, au moment où des versions commerciales de l'agent orange étaient utilisées sur les arbres et la verdure de la base.

Selon M. Carr, l'enquête indépendante devrait se limiter à la base de Gagetown, mais il a reconnu que l'utilisation de défoliants a eu lieu un peu partout au Nouveau-Brunswick et au Canada à cette époque.



PARIS en JUILLET à partir de 949$†

FAITES VITE, PLACES LIMITÉES !

Vols seulement VOL ALLER-RETOUR À PARTIR DE

	JUILLET	AOÛT	SEP.	OCT.
Londres	899$	859$	799$	599$
Lyon	949$	999$	899$	749$
Marseille	959$	849$	899$	699$
Nice	959$	849$	959$	849$
Bruxelles	999$	749$	699$	599$
Nantes	999$	899$	849$	799$
Toulouse	999$	949$	759$	699$

Promotion voiture longue durée 17 JOURS ET PLUS à partir de 329$

HERTZ : Cat. A économique 329$* Super Plan Protection Plus inclus
PEUGEOT : 206 X-Line 1.1 349$*
RENAULT : Modus 1.2 16V 399$*
Modus Spécial 1.5 dCi diesel Clim 449$*
Scénic Spécial 1.5 dCi diesel Clim 549$*

De plus, profitez de la Promotion « surclassement gratuit » de CITROËN C4 Berline 1.6 749$*
Réservez une C4 Berline 1.6 et recevez une Picasso 1.8i ou Réservez une C3 1.4i Clim et recevez une C4 coupé 1.4i**
Autres surclassements aussi disponibles.

*Prix par personne en base double pour 17 jours valides à l'achat de 2 billets d'avion.
**Disponible pour livraisons en septembre seulement.

SPÉCIAUX DERNIÈRE MINUTE
FORFAITS SUD D'UNE SEMAINE EN FORMULE TOUT INCLUS

JAMAÏQUE – Royal Decameron Montego Beach 4★ – Dép. 9 juillet • Vue mer – 1048$
ST. MAARTEN – Great Bay Beach Hotel & Casino 4★ – Dép. 2 juillet • Vue mont. – 1248$
CAYO COCO – Melia Cayo Guillermo 4½★ – Départ 3 juillet – 1148$
RIVIERA MAYA – Club El Mandarin 4★ – Départ 3 juillet – 1268$
PUNTA CANA – Grand Palladium Bavaro 4½★ – Dép. 2 juillet Ch. de luxe – 1148$
ST. MAARTEN – Sonesta Maho Beach Resort 4½★ – Départ 9 juillet – 1338$

3327709A

Forfaits Plus à Paris
VOL, HÔTEL ET TRANSFERT

Vol aller-retour (8 ou 15 jours), 7 nuits d'hôtel avec petits déjeuners, les transferts et les cadeaux Forfaits Plus.

Hôtel Mercure Paris Bercy 3½★ – Départs du 13 juillet au 18 oct. 1 semaine à partir de 1299$
Hôtel Bleu Marine Montparnasse 3½★ – Départs du 6 au 27 août 1 semaine à partir de 1399$

Forfaits vol et hôtel

BRUXELLES | Apart'hôtel Citadines Sainte-Catherine 3★ – Départs du 1er juillet au 31 août – Vol (8 ou 15 jours) et 2 nuits à partir de 849$
LONDRES | Royal National 2½★ – Départs du 1er juillet au 31 octobre – Vol (8 ou 15 jours) et 4 nuits d'hôtel à partir de 999$

Circuits Vignobles et patrimoine

Visitez de prestigieux châteaux, dégustez des vins chez des vignobles réputés et savourez les spécialités locales.

Périgord / Bordelais – 11 jours, départ le 17 septembre – Prix régulier: 3249$ Prix Avantage : 2699$
Bourgogne / Alsace / Champagne – 12 jours, départ le 14 septembre – Prix régulier: 3559$ Prix Avantage : 2899$

INCLUANT : Itinéraires à thème vignobles et patrimoine, vols nolisés, plusieurs repas inclus, hôtels 3½★ au centre des villes, toutes les visites incluses††, autocar confortable climatisé (petit groupe de 30 personnes max.)



Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double incluant les taxes et les rabais. Les prix annoncés sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations du 25 au 28 juin 2005. Les prix sont sujets à changements et à la disponibilité au moment de la réservation. Frais de dossier du grossiste inclus. Places limitées. VOLS : Prix « à partir de » valides à des dates spécifiques pour un billet aller-retour en classe économique sur Air Transat. †Prix valide pour un départ les 8, 9 ou 11 juillet, pour un retour les 17, 24 ou 25 juillet. VOITURE LONGUE DURÉE : Prix par personne en base double (pour 17 jours) valides à l'achat de 2 billets d'avion avec Air Transat, si réservés avant le 9 juillet 2005 pour une prise en France avant le 31 octobre 2005. CIRCUITS THÉMATIQUES : Prix Avantage valides avec paiement comptant. ††Sauf 2 itinéraires offrant une seule excursion optionelle. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Sud, Europe et Circuits Européens 2005-2006 de Vacances Transat. Air Transat et Vacances Transat sont membres de Transat A.T. Inc. Vols opérés par Air Transat, Westjet et Air Canada. Détenteurs d'un permis du Québec.
Prix excluant la TPS et TVQ (si applicables) et 3,50$/1000$ de services touristiques pour la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

MONTRÉAL :
Voyages Franair – Centre-ville (514) 849-7711 et (514) 845-4800
Voyages Marlin – Ahuntsic (514) 745-3990
Cinquième Saison – Outremont (514) 270-1237 1 800 572-4766

RIVE-NORD :
Exodus Voyages – Laval, (450) 629-8055 1 800 815-8055
Uniglobe Contact Amérique – St-Sauveur, (514) 52ENVOL 1 800 293-7207
Voyages Marlin – (chez Wal-Mart, ouvert le dimanche) Mascouche, (450) 474-6888

Le Canada rétablit ses liens avec l'Irak

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Bien que la situation demeure fort instable à Bagdad, le Canada commence à rétablir ses liens diplomatiques avec l'Irak en confiant à l'actuel ambassadeur canadien en poste en Jordanie, John Holmes, le mandat de servir également comme ambassadeur auprès du nouveau gouvernement irakien.

Le ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew, a déclaré mercredi qu'il s'agit d'un pas important vers le rétablissement complet des relations diplomatiques avec ce pays.

Le gouvernement canadien a même déjà trouvé où implanter sa nouvelle ambassade et des négociations sont en cours pour signer un bail. Le Canada a un officier de liaison à pied d'oeuvre dans le périmètre de sécurité à Bagdad.

Le Canada avait fermé son ambassade en Irak tout juste avant le début de la guerre du Golfe, en 1991, une opération militaire à laquelle le Canada avait participé afin de libérer le Koweït envahi par les troupes de Saddam Hussein.

M. Holmes, au service du ministère des Affaires étrangères depuis 1982, représente le Canada en Jordanie depuis juillet 2003.

« Il s'agit du premier ambassadeur du Canada affecté en Irak depuis que cette période décisive de transition vers la démocratie est amorcée », a déclaré le ministre Pettigrew, qui a fait cette annonce le jour même où se déroulait à Bruxelles la Conférence internationale sur l'Irak, qui réunissait plusieurs pays pour soutenir les efforts de reconstruction et de stabilisation.

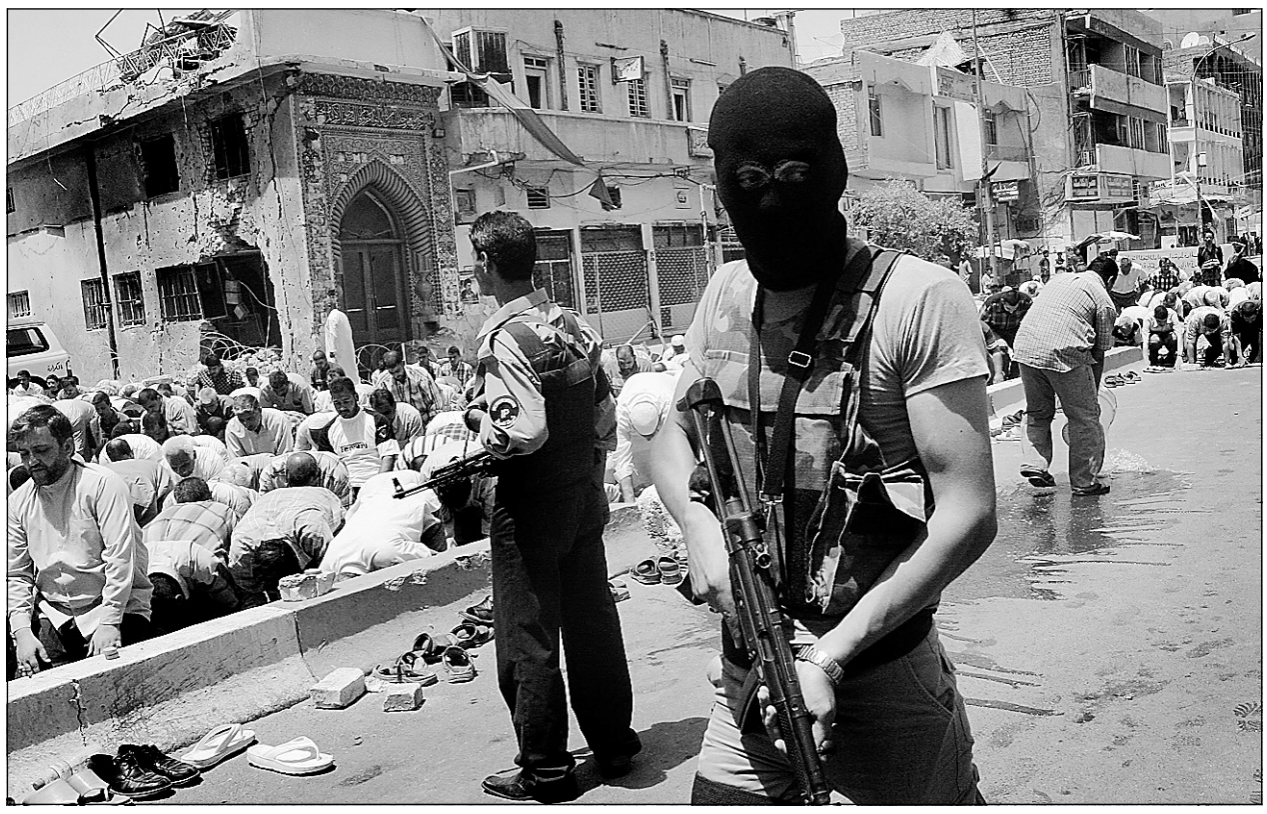


PHOTO KHALID MOHAMMED, ASSOCIATED PRESS

Le Canada reprend ses activités diplomatiques en Irak, bien que la paix sociale y soit encore bien relative et la situation politique, instable. Ci-dessus, un garde irakien masqué et un policier irakien surveillent un lieu de prière endommagé par les bombes, dans le quartier Karradah de Bagdad, où des musulmans chiites poursuivent malgré tout leurs dévotions.

Le Canada a déjà pris l'engagement de verser 300 millions de dollars pour la reconstruction, la formation des services de police irakiens, le renforcement des capacités électorales irakiennes et un plus grand respect des droits de la personne.

Cette annonce est également survenue au moment où cinq attentats à la voiture piégée ont fait au moins 18 morts et 46 blessés dans le quartier chiite de Choula, dans le nord-ouest de Bagdad.

Décision saluée

Le Parti conservateur a salué la décision du gouvernement canadien : « C'est absolument nécessaire (le rétablissement des liens diplomatiques), a déclaré le député conservateur Stockwell Day. La transition vers la démocratie en Irak est l'un des grands succès des dernières années, mais la situation demeure fragile. Tout geste que nous pouvons faire pour appuyer les gens en Irak et empêcher les ennemis de l'Irak de réussir est une bonne chose. »

À Bruxelles, les chefs de diplomatie et représentants de plus de 80 pays ont achevé leur réunion destinée à assurer les autorités intérimaires à Bagdad du soutien de la communauté internationale.

« J'ai bon espoir qu'il s'agisse d'un tournant dans la transition de l'Irak », a affirmé le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à la séance de clôture, en assurant que l'ONU était « déterminée à répondre aux attentes du peuple irakien ».

La secrétaire d'État des États-Unis, Condoleezza Rice, a estimé que le terrorisme pouvait être défait en Irak et souligné qu'il était temps pour les pays voisins de l'Irak, en particulier la Syrie, d'assumer leurs responsabilités. Selon elle, il y a un « vrai problème » à la frontière irako-syrienne.

Dans la déclaration finale, les participants à la conférence, chapeautée par les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU, sans citer expressément la Syrie, ont invité l'Irak et les États de la région à coopérer entre eux pour « prévenir le transit et le soutien transfrontalier des terroristes ».

Ils ont exprimé leur soutien aux efforts visant à établir un « Irak démocratique, pluraliste, fédéral et unifié » et encouragé aussi les Irakiens à la « réconciliation nationale ».

La conférence n'a toutefois donné lieu à aucune annonce d'envergure.

Avec l'Agence France-Presse

LOTO QUÉBEC — Résultats
TVA, le réseau des tirages

Lotto 6/49 — Tirage du 2005-06-22
09 10 13 30 33 39
Complémentaire : (32)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	14 080 414,00 $
5/6+	6	67 408,50 $
5/6	159	2 101,30 $
4/6	9 791	64,60 $
3/6	173 671	10,00 $
2/6+	107 326	5,00 $

Ventes totales : 19 802 714 $
Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 2005-06-22
14 20 24 27 44 45
Complémentaire : (05)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	10	500,00 $
4/6	827	50,00 $
3/6	17 108	5,00 $

Ventes totales : 527 169,50 $

Lotto Québec Banque — Tirage du 2005-06-23
02 14 40 77 Compl. (52)

La Quotidienne — Tirage du 2005-06-23
3 641 4 8682

Extra — Tirage du 2005-06-22
NUMÉRO 615083

Extra — Tirage du 2005-06-23
NUMÉRO 351142

Banco — Tirage du 2005-06-23
04 05 07 08 13 17 19 20 26 27
28 29 39 47 48 53 56 61 62 70

Super 7 — PROCHAIN GROS LOT CE SOIR 10 000 000 $

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.



Membre A.P.C.H.Q. Licence R.B.Q. : 1983-2179-28
Pour en savoir plus zytco.com ou composez le 1-800-361-9232
Saint-Laurent 4940, chemin Bois-Franc. lun-ven 10h-17h sam 10h-15h. Longueuil 848, Place Trans-Canada. lun-ven 10h-17h sam 10h-15h. Gatineau 1201, boul. St-Joseph. lun-sam 9h-17h dim 12h-17h. 3292239
3292223A

Innovation n° 548



La Classe M 2006 au tout nouveau design.
Le seul VUS équipé d'une transmission automatique à 7 rapports optimisant la performance et la consommation. Voilà juste une des 4 392 façons dont la Classe M a fait peau neuve. Détails à www.mercedes-benz.ca/classem. Mercedes-Benz. N'attendez plus.
Mercedes-Benz
3326561A
© Mercedes-Benz Canada Inc., 2005.

SOLDE DE FERMETURE
MEGA CLUB SPORT
SOLDE DÉBUTANT LE SAMEDI 25 JUIN
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.
DESCRIPTION DES MARCHANDISES : ÉQUIPEMENT ET VÊTEMENTS DE GOLF - SKI - PLANCHE À NEIGE
PLUS DE 1 000 000$
de stock à liquider
TOUT DOIT ÊTRE VENDU !
MEGA CLUB SPORT 1916, boul. Curé-Labelle, Chomedey, Laval (450) 973-4350
3326505

LOTO QUÉBEC — Résultats
TVA, le réseau des tirages

Super 7 — Tirage du 2005-06-24
03 09 16 21 32 40 45
Complémentaire : (47)

Banco — Tirage du 2005-06-24
01 02 03 06 13 23 26 33 34 35
40 43 46 47 50 54 63 66 69 70

La Mini — Tirage du 2005-06-24

NUMÉROS	LOTS
126850	50 000 $
26850	5 000 $
6850	250 $
850	25 $
50	5 $
12685	1 000 $
1268	100 $
126	10 $

La Quotidienne — Tirage du 2005-06-24
3 931 4 4223

Extra — Tirage du 2005-06-24
679833

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU Lotto 6/49

tremblant, c'est inégalable !
TREMBLANT Mont-Tremblant, Québec



Quelques pas sur le site et on comprend rapidement que Tremblant est inégalable. Chaque resto a une saveur, chaque bar, un son unique. D'un côté, on savoure concerts et festivals, de l'autre, on fait le plein de nature dans le Parc national du Mont-Tremblant. La nuit tombée, on s'endort, sourire aux lèvres, dans le confort douillet d'un des établissements hôteliers.







LES SUITES TREMBLANT ★★★★



LE FANATIQUE
2 PARTIES DE GOLF POUR LES VRAIS AMATEURS !
- 1 PARCOURS DE CHAMPIONNAT (LE DIABLE OU LE GÉANT)
- 1 PARCOURS EXÉCUTIF (LE MANITOU)
- VOITURETTE
- UTILISATION DU GPS
- ACCÈS ILLIMITÉ À L'AIRE DE PRATIQUE
- CONSEILS D'UN PROFESSIONNEL DU GOLF CERTIFIÉ AGP (9 H À 12 H)

2 PARTIES POUR 99$* PAR PERSONNE

HÉBERGEMENT À LA CARTE (en sus)
RÉSERVEZ AVEC LES SUITES TREMBLANT ET OBTENEZ :
- Accès illimité à la télécabine panoramique
- Accès à une piscine et/ou à une plage privée

*Certaines conditions s'appliquent, détails sur tremblant.ca.

1 866 253-8206
tremblant.ca

FAIRMONT TREMBLANT ★★★★★



Une belle invitation à l'évasion. Adieu téléphones et horaires surchargés. Venez vous regénérer dans un environnement relaxant.
- 1 NUITÉE DANS UNE CHAMBRE FAIRMONT
- ENTREPOSAGE SAC DE GOLF
- ACCÈS À NOS INSTALLATIONS :
  - CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE
  - PISCINES INTÉRIEURE - EXTÉRIEURE
  - JACUZZIS INTÉRIEUR - EXTÉRIEUR
  - BAIN THÉRAPEUTIQUE EXTÉRIEUR
  - ESPACE DE RELAXATION EXTÉRIEUR

À PARTIR DE 84,50$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Prix en occ. double. Redevance et taxes en sus. Valide jusqu'au 15 décembre 2005. Les enfants de 18 ans et moins séjournent gratuitement, maximum de 2 par chambre. Prix sujet à changement sans préavis. Prix disponible selon certaines périodes.

1 800 441-1414
fairmont.com

Fairmont Tremblant

MARRIOTT RESIDENCE INN ★★★★



FORFAIT ACTIVITÉS TREMBLANT
Au cœur du village piétonnier, petit-déjeuner, léger goûter de 16 h à 17 h (lundi au jeudi), piscine extérieure chauffée et stationnement intérieur inclus.
- 2 NUITÉES
- 2 PETITS-DÉJEUNERS BUFFET
- ACCÈS ILLIMITÉ À LA TÉLÉCABINE PANORAMIQUE
- CHOIX DE 2 ACTIVITÉS : Descente de luge, accès au Club Plage et Tennis, location de vélo (90 min), partie de mini-golf au Petit géant

À PARTIR DE 92,50$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Prix en occ. double. Redevance et taxes en sus. Prix disponible selon certaines périodes.

1 888 272-4000
marriott-tremblant.com

Residence Inn Marriott

LES SUITES TREMBLANT ★★★★



FORFAIT DÉCOUVERTE
VIVEZ UNE EXPÉRIENCE UNIQUE SUR UN TERRAIN DE JEU GRANDEUR NATURE !
- 2 NUITÉES AU CŒUR DU VILLAGE PIÉTONNIER
- ACCÈS ILLIMITÉ À LA TÉLÉCABINE PANORAMIQUE
- PETITS-DÉJEUNERS ET DÎNERS QUOTIDIENS

À PARTIR DE 59$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Tarif en semaine, en occ. double dans une chambre d'hôtel de catégorie Argent. Également disponible en séjour de 1 nuitée. Redevance, taxes et frais de service en sus. Prix sujet à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. Prix disponible selon certaines périodes.

1 866 253-8206
tremblant.ca

HOMEWOOD SUITES par HILTON® ★★★★



Situés au coeur de la Place Saint-Bernard, offrez à votre famille une nuit dans une suite spacieuse.

FAITES COMME CHEZ VOUS !®
- 1 NUITÉE
- PETIT-DÉJEUNER BUFFET CHAUD ET FROID
- CARNET 3 ACTIVITÉS
- ACCÈS À L'AQUACLUB LA SOURCE
- STATIONNEMENT

À PARTIR DE 86$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Tarif par personne, par nuit, en occ. double dans un studio. Redevance et taxes en sus. Sujet aux disponibilités. Un séjour minimum de 2 nuits peut être requis pour certaines dates. Prix disponible selon certaines périodes.

1 888 288-2988
hiltontremblant.com

Homewood Suites Hilton

TREMBLANT SUNSTAR ★★★★



FORFAIT ACTIVITÉS
FAITES-VOUS PLAISIR, PRENEZ LE TEMPS DE JOUER !
- 2 NUITÉES SUR LE GOLF OU EN MONTAGNE DANS UN CONDO 2 CHAMBRES
- ACCÈS ILLIMITÉ À LA TÉLÉCABINE PANORAMIQUE
- CARNET D'ACTIVITÉS INCLUANT 2 DESCENTES DE LUGE PLUS 4 ACTIVITÉS PARMI UN VASTE CHOIX

À PARTIR DE 65$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Tarif en semaine, en occ. quadruple. Minimum de 2 nuitées. Redevance et taxes en sus. Prix sujet à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. Prix disponible selon certaines périodes.

1 866 253-8206
tremblant.ca

Tremblant Sunstar Vacances en Montagne

LES SUITES TREMBLANT ★★★★



FORFAIT SPA ET DÉTENTE
LAISSEZ-VOUS TRAITER AUX PETITS SOINS... APAISANT ET BÉNÉFIQUE POUR LE CORPS ET L'ESPRIT !
- 2 NUITÉES AU CŒUR DU VILLAGE PIÉTONNIER
- ACCÈS ILLIMITÉ À LA TÉLÉCABINE PANORAMIQUE
- 1 ACCÈS AUX BAINS SCANDINAVES
- PETITS-DÉJEUNERS ET DÎNERS QUOTIDIENS

À PARTIR DE 75$* PAR PERSONNE PAR NUIT

*Tarif en semaine, en occ. double dans une chambre d'hôtel de catégorie Argent. Également disponible en séjour de 1 nuitée. Redevance, taxes et frais de service en sus. Prix sujet à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Ne peut être combiné à aucune autre promotion. Prix disponible selon certaines périodes.

1 866 253-8206
tremblant.ca

LES SUITES TREMBLANT HÔTELLERIE DE VILLÉGIATURE PAR INTRAWEST

3327680A

Réservez dès maintenant !
CENTRALE DE RÉSERVATIONS | tremblant.com 1 888 289-8888

ACTUALITÉS

Prêts pour les mondiaux des policiers et pompiers?

LE SOLEIL

Ça y est. Le premier convoi d'outremer a foulé le sol de Québec, jeudi, fin prêt pour les Jeux mondiaux des policiers et pompiers, qui commencent dès demain.

En provenance de Londres, près de 270 athlètes du Royaume-uni sont arrivés à l'aéroport Jean-Lesage. Vêtus pour la plupart d'un maillot aux couleurs de l'Union Jack, ils se dirigeaient vers le Holiday Inn, rue de la Couronne, où ils seront logés durant leur séjour dans la capitale.

Au cours des prochains jours, plusieurs autres délégations étrangères poseront les pieds à Québec. De nombreux participants sont déjà rendus. Notamment les Américains (1574 représentants), dont on peut apercevoir les plaques d'immatriculation sur les voitures qui courent les rues.

Avec ses 9000 athlètes et 15 000 accompagnateurs, les Jeux mondiaux des policiers et pompiers sont le plus gros événement jamais accueilli par la capitale.

Les compétitions dureront 10 jours, soit du 26 juin au 5 juillet. En moyenne, chaque athlète passe environ huit jours dans la ville hôtesse, un apport de 50 millions dans l'économie québécoise.

L'UNICEF change de cap

MARIE-PIERRE PAQUIN-BOUTIN

Une page s'est tournée à l'UNICEF : l'organisme a fermé sa boutique montréalaise, la dernière en Amérique.

Incapable de rivaliser avec les grands magasins, l'UNICEF mise désormais sur les ventes par Internet ou en kiosque et sur le publipostage pour vendre ses jouets et autres produits.

L'UNICEF a mis la clé sous la porte de sa boutique de la rue Saint-Denis le mois dernier, pour des raisons de rentabilité. Elle était la dernière des 17 boutiques de l'UNICEF au Canada.

La directrice générale de l'organisme, Évelyne Guindon, explique que cette fermeture était prévisible. « On savait que ça s'en venait. Les boutiques étaient de moins en moins rentables. »

En fait, le Canada a été le dernier pays à emprunter ce virage virtuel puisqu'une seule boutique de l'UNICEF a été épargnée, au Japon.

La direction de l'organisme a décidé de miser davantage sur les boutiques virtuelles et sur le publipostage, deux pratiques en forte croissance. « La concurrence est féroce et nous avons décidé d'atteindre les gens par d'autres voies », dit M^me^ Guindon.

Les restructurations ne s'arrêtent pas là. Le bureau montérégien de l'organisme cessera ses activités à la fin du mois de juin en raison du départ à la retraite de ses deux piliers. Bénévoles pour l'organisme depuis 45 ans, Jean-Charles et Gisèle Burelle tiennent à bout de bras le bureau de Longueuil. Dans ce contexte, UNICEF-Québec a décidé de concentrer ses énergies dans l'île de Montréal.

Au cours des 20 dernières années, UNICEF-Montérégie a recueilli 13 millions de dollars. Le bureau rapportait environ 20 % du total des fonds amassés par UNICEF-Québec.

Un deuxième cas de maladie de la vache folle est confirmé aux États-Unis

BETH GORHAM
PRESSE CANADIENNE

WASHINGTON — Des tests ont confirmé qu'une vache américaine était atteinte de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), a annoncé le département américain de l'Agriculture, vendredi.

C'est le deuxième cas de maladie de la vache folle décelé aux États-Unis. Le secrétaire américain du département de l'Agriculture, Mike Johanns, a toutefois affirmé que la nouvelle n'aurait aucun impact sur les négociations en cours, qui visent la reprise des échanges commerciaux entre les États-Unis et le Canada.

« Ceci ne change en rien notre position en ce qui concerne la réouverture de la frontière en provenance du Canada », a déclaré M. Johanns en conférence de presse.

Rien n'indique que la deuxième vache infectée soit venue du Canada. Les autorités ont refusé de donner plus de détails étant donné qu'une enquête quant aux origines de l'animal était toujours en cours.

Le seul autre incident survenu aux États-Unis, révélé en décembre 2003, impliquait une vache de l'État du Washington qui provenait de l'Alberta.

Le commerce du bétail, qui devait reprendre en mars, a été freiné à la suite d'une contestation judiciaire initiée par un groupe protectionniste d'éleveurs américains. Deux audiences ayant trait au commerce international du bétail auront lieu en juillet.

« Le traitement équitable de nos partenaires commerciaux nous est énormément important, a déclaré M. Johanns. Nous allons suivre activement le dossier jusqu'à sa conclusion positive. »

Le premier ministre Paul Martin, depuis High River, en Alberta, a affirmé que la frontière aurait dû être ouverte il y a longtemps étant donné que les données scientifiques ont clairement démontré que les mesures de prévention sont efficaces. « Qu'il y ait un cas aux États-Unis n'est pas une surprise, a dit M. Martin. Espérons que le département de l'Agriculture et le gouvernement américain gagneront leur cause. »

Destinations d'été

Prenez le train et découvrez la beauté pittoresque des paysages canadiens. Profitez des FLEXI TARIFS de la classe *Confort*^MD.



Aînés 2 pour 1

Achetez un billet au plein tarif aîné et votre invité, de tout âge, pourra voyager gratuitement en classe *Confort*.

Certaines conditions s'appliquent.



Les enfants voyagent GRATUITEMENT !

Entre le 27 mai et le 5 septembre 2005, en classe *Confort*.

Certaines conditions s'appliquent.





Le luxe classique de nos trains de nuit

En direction de l'Est ou de l'Ouest canadien? C'est l'occasion idéale pour vous bichonner avec le luxe classique de nos trains de nuit.

Et si votre destination vous emmène dans les provinces maritimes, ne manquez pas notre nouvelle *Expérience d'apprentissage dans les Maritimes*, un regard unique sur l'histoire et la culture locales. Exclusivement en classe *Alizés*^MC à bord de l'*Océan*^MC.



Pour plus d'information sur nos FLEXI TARIFS et nos promotions, contactez votre agent de voyages, appelez VIA Rail Canada au 1 888 VIA-RAIL (1 888 842-7245) ATS 1 800 268-9503 (malentendants) ou visitez **www.viarail.ca**

^MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.
^MD Marque déposée propriété de VIA Rail Canada inc.

www.viarail.ca
VIA Rail Canada

3327229A

EN BREF

ESB: le Canada dépasse son objectif

Le Canada a déjà dépassé l'objectif qu'il s'était fixé pour 2005 en matière de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine, la maladie de la vache folle. L'objectif pour cette année était de tester 30 00 bovins et, au 17 juin, plus de 32 000 échantillons avaient été prélevés et testés dans le réseau des laboratoires provinciaux et fédéraux du Canada. Ces échantillons sont prélevés sur les animaux à risque le plus élevé au sein du cheptel national. Ce programme de surveillance ciblée est absolument nécessaire pour définir le niveau d'ESB au Canada et confirmer l'efficacité de l'ensemble des mesures mises en place pour protéger la santé des humains et des animaux contre la maladie de la vache folle. Compte tenu de l'intensité du programme de dépistage, les autorités déduisent que la prévalence de l'ESB au Canada est extrêmement faible et continue de diminuer.
Presse Canadienne

Satellite russe lancé à Baïkonour

Une fusée Proton transportant un satellite de télécommunications russe a décollé dans la nuit d'hier depuis le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, a rapporté l'agence Itar-Tass. « Le lancement a eu lieu normalement », a indiqué une source de l'agence spatiale russe Roskosmos. La fusée *Proton-K* de quatre étages doit mettre le satellite sur orbite six heures et demie après le lancement. Le satellite de télécommunications *Express-AM3* appartient à la société russe Kosmitcheskaïa Sviaz et relaiera des programmes de télévision et de radio numériques, en plus d'établir de nouvelles communications Internet et téléphoniques.
Agence France-Presse

Discovery pourra partir

La navette spatiale américaine *Discovery* devrait pouvoir décoller comme prévu mi-juillet, car le risque provoqué par de dangereuses formations de glace sur son réservoir extérieur semble écarté, ont annoncé vendredi des responsables de la NASA. Deux réunions des dirigeants de l'agence spatiale américaine détermineront la semaine prochaine si la navette pourra décoller à temps. La fenêtre de tir s'ouvrira le 13 juillet. *Discovery* avait été transportée sur le pas de tir en avril, avant d'être reconduite dans son hangar le 26 mai, lorsque la NASA est arrivé à la conclusion que la glace qui se forme sur le réservoir extérieur pourrait se détacher au décollage et ainsi constituer un danger pour le véhicule spatial.
Associated Press

La PDG de Télé-Québec fait ses adieux

Paule Beaugrand-Champagne demande de bien accueillir sa remplaçante, Michèle Fortin



LOUISE COUSINEAU

Les adieux de la présidente-directrice générale Paule Beaugrand-Champagne aux employés de Télé-Québec ont provoqué un raz-de-marée d'émotion jeudi après-midi au siège social, rue Fullum, où il n'y avait pas un oeil sec. Manifestement, les employés de Télé-Québec avaient plus d'admiration pour la patronne que les maîtres politiques de Québec qui l'ont limogée.

Dans un discours très digne, la PDG a souligné qu'elle avait énoncé des pistes de solutions aux problèmes de Télé-Québec à la suite de la publication du rapport Bédard. La ministre Line Beauchamp n'a jamais répondu aux idées émises par la présidente, écartée du comité Bédard dès le départ.

Mme Beaugrand-Champagne a souligné que, durant son mandat, la part de marché de Télé-Québec a été de 4,2 %, une performance honorable après des coupes budgétaires de 5 millions. Il y a quelques années, cette part était tombée sous la barre des 2 %. Beaucoup d'analystes avaient recommandé qu'on ferme la boîte.

Elle a recommandé aux employés de bien accueillir celle qui va la remplacer, l'ex-numéro 1 de la télévision de Radio-Canada, Michèle Fortin. Ironiquement, Mme Fortin avait elle aussi été limogée de Radio-Canada en 2002.

Les deux femmes partagent manifestement la même passion, celle de diriger une entreprise de télévision.

Toutes les deux ont été remerciées de façon cavalière, prévenues par des spécialistes des départs sans que les grands patrons daignent leur signifier directement la fin de leur règne.

Mme Beaugrand-Champagne avait encore 19 mois à faire dans son contrat de cinq ans. Son indemnité de départ est encore en discussion. Les maîtres gouvernementaux auraient manifestement préféré qu'elle démissionne.

Bien entendu, aucune recommandation du rapport Bédard sur l'avenir de Télé-Québec ne suggérait le renvoi de la PDG. Mais il est intéressant de constater que l'auteur du rapport, Claude Bédard, a été directeur de la grille de Radio-Canada à l'époque du règne de Mme Fortin. Il avait aussi été directeur des communications à Télé-Québec, longtemps avant l'arrivée de Paule Beaugrand-Champagne. M. Bédard fait actuellement le tour de l'Europe en vélo.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Paule Beaugrand-Champagne avait encore 19 mois à faire à son contrat de cinq ans avant d'être congédiée par Télé-Québec.

La créativité plutôt que le fric!

Le président du Cirque du Soleil à l'Empire Club à Toronto



MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – Amusant de voir le président du sérieux Empire Club, à Toronto, se mettre un nez de clown pour présenter son invité : Daniel Lamarre, président et chef de l'exploitation du Cirque du Soleil.

Et celui-ci qui, d'entrée de jeu, suggère que son poste, en anglais, ne devrait pas se lire C.O.O. pour « chief operating officer », mais plutôt C.O.C. pour « chief of clowns ».

Le ton était donné. Les convives de l'Empire Club, l'une des tribunes les plus prestigieuses de la Ville reine, n'ont pas eu, jeudi, un discours habituel de la part d'un dirigeant d'entreprise à succès.

Pourtant, avec son chiffre d'affaires dépassant les 500 millions de dollars américains et une stature internationale inégalée pour une organisation culturelle d'origine canadienne, le Cirque du Soleil, qui attire sept millions de spectateurs par an, a de quoi faire saliver bien des financiers torontois, surtout ceux attirés par les arts.

Et ils sont nombreux compte tenu du boom d'infrastructures culturelles ces temps-ci à Toronto, qui mobilise des centaines de millions de dollars de sources privées et publiques.

Mais devant l'Empire Club, à deux pas de Bay Street, Daniel Lamarre a expliqué sur un ton charmeur, parfois amusé, que la façon de faire du Cirque du Soleil était en fait « à l'envers » du modèle d'affaires auquel est habitué le milieu financier. « C'est la créativité qui prime chez nous, avec des artistes recrutés dans le monde entier qui apprécient notamment la bonne culture d'accueil du Canada, a-t-il expliqué. Les affaires et la finance viennent ensuite, avec les partenaires les plus intéressants. »



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Daniel Lamarre a expliqué la façon de faire du Cirque du Soleil, « à l'envers » du modèle d'affaires auquel est habitué le milieu financier.

« Notre façon de faire est à l'encontre du marché boursier. Nous ne sommes pas prêts à sacrifier notre liberté de création et d'action pour être dirigés par des paramètres financiers, a-t-il dit. Par ailleurs, outre cette incompatibilité, le Cirque du Soleil n'a pas besoin de gros capitaux. Nous sommes un fournisseur de contenu de divertissement, pas un investisseur dans la brique et le mortier.

« Notre façon de faire est à l'encontre du marché boursier. Nous ne sommes pas prêts à sacrifier notre liberté de création et d'action pour être dirigés par des paramètres financiers », a dit Daniel Lamarre.

« Ce n'est pas que nous soyons riches, mais plutôt que nous avons de bons partenaires pour financer les infrastructures. Prenez le spectacle *Kà*, à Las Vegas : nous logeons dans des installations de 100 millions de dollars qui ne nous ont rien coûté. Tout ça vient de notre partenaire MGM. »

D'ailleurs, a mentionné M. Lamarre, l'apport de contenu artistique et de partenaires internationaux est ce qui attire le plus le Cirque vers le projet de Loto-Québec, qui veut construire un nouveau casino et un complexe de divertissement près du port de Montréal. Ce projet, évalué à 1,2 milliard, a été annoncé mercredi dernier.

« Ce que nous voulons apporter, au lieu de capitaux, c'est du contenu de divertissement d'origine mondiale ainsi que des partenaires et des investisseurs internationaux, tel que Clearchannel (géant américain des médias) ou des gros noms de l'hôtellerie, a dit Daniel Lamarre.

« Pour Montréal, ce serait enfin un projet de divertissement d'intérêt international. Quand on regarde ce qui passe ailleurs, notamment ici à Toronto, on se rend compte que Montréal a vraiment besoin d'un tel projet. »

Daniel Lamarre a toutefois souligné que ce projet avec Loto-Québec ne prévoyait pas de spectacle permanent du Cirque du Soleil comme à Las Vegas, à Orlando et, dans deux ans, à Tokyo-Disney.

« C'est un peu triste, mais Montréal n'a pas la taille pour accommoder un spectacle permanent du Cirque du Soleil », a dit son président. Néanmoins, il envisage l'ajout d'ici cinq ans de « trois à quatre » spectacles permanents, dont un hors des États-Unis. « Nous discutons avec une dizaine de villes », a admit M. Lamarre.

Quant aux spectacles en tournée, le Cirque du Soleil entend s'en tenir à six troupes itinérantes. Toutefois, le circuit mondial de tournée, qui comprend 80 villes, sera agrandi à 100, puis à 120 villes.

« L'objectif demeure de pouvoir revenir dans chaque ville tous les deux ou trois ans avec un nouveau spectacle », a dit M. Lamarre.

Par ailleurs, quand il s'est présenté à l'Empire Club de Toronto, jeudi, le président du Cirque du Soleil venait tout juste de signer les « gros contrats finaux » de l'entente avec l'organisation des Beatles, annoncée en octobre 2004.

« Contrairement à ce que bien des gens croient, notre association avec les Beatles va beaucoup plus loin qu'une simple entente sur une licence, a-t-il expliqué. En fait, nous avons constitué un partenariat à 50-50. Et l'entente prévoit d'autres projets après le premier spectacle que nous préparons à Montréal et qui sera inauguré en juin 2006 à Las Vegas, au nouvel amphithéâtre du casino Le Mirage. »

Pour le Cirque du Soleil, il s'agira d'une cinquième production permanente dans la capitale américaine du jeu, après *Mystère, O, Zumanity* et la plus récente, *Kà*, une réalisation de Robert Lepage inaugurée en novembre 2004.

Oprah Winfrey boycotte Hermès

AGENCE FRANCE-PRESSE

CHICAGO – La grande vedette de la télévision américaine, Oprah Winfrey, a décidé de partir en guerre contre la maison française de luxe Hermès, qu'elle menace de boycotter après avoir trouvé porte close dans une boutique de Paris.

Persuadée d'avoir été snobée parce qu'elle est noire par la célèbre boutique du faubourg Saint-Honoré lors d'une visite à Paris il y a une dizaine de jours, Oprah va conter sa mésaventure aux millions de téléspectateurs qui suivent son émission, a indiqué une porte-parole de la vedette.

« Oprah a l'intention de discuter de cet incident en direct en septembre, à la reprise de son émission », a confirmé à l'AFP cette porte-parole, en ajoutant qu'elle avait aussi décidé de boycotter désormais cette boutique.

Le 14 juin, la vedette milliardaire qui anime depuis plus de 20 ans une émission suivie par quelque 30 millions de téléspectateurs aux États-Unis et retransmise dans 112 pays, avait trouvé porte close en se présentant avec son entourage vers 18 h 45 devant la boutique Hermès, qui venait de fermer ses portes.

Une hôtesse avait proposé à Oprah Winfrey de revenir le lendemain mais celle-ci avait déjà d'autre engagements, selon la maison Hermès.

La maison a exprimé hier « ses sincères regrets pour tout malentendu que ces circonstances auraient pu causer ».

Selon le quotidien *New York Daily News*, Oprah Winfrey, qui a récemment été désignée par le magazine *Forbes* comme « la personnalité la plus influente du monde », est persuadée qu'Hermès lui aurait ouvert ses portes si elle avait été blanche.

« Si cela avait été Céline Dion ou Britney Spears ou Barbra Streisand, elle n'aurait pas été laissée dehors », selon une proche de la vedette.

Selon sa porte-parole, Oprah voulait acheter chez Hermès une montre pour une amie, la chanteuse Tina Turner.



PHOTO REUTERS, ARCHIVES LA PRESSE

Oprah Winfrey.

FORUM

Montréal ou Las Vegas ?



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Il y a des événements symboliques, et celui-ci en dit malheureusement long sur les travers de notre société.

Si le projet de l'Université de Montréal n'avait été torpillé de la façon que l'on sait, Montréal aurait pu avoir une exceptionnelle cité du savoir et de la santé autour du futur CHUM et des facultés des sciences de la santé. Cette technopole aurait coûté cher, mais ses retombées auraient été inestimables, et cela aurait ancré la métropole dans le créneau le plus prometteur des sociétés modernes, celui de la recherche médicale et scientifique, en plus de fournir à la population un hôpital à la fine pointe de l'art.

On a plutôt choisi de construire un hôpital ordinaire. Et qu'est-ce qu'on va avoir à la place de ce qui aurait été un formidable projet de société ? Un casino agrandi sur le modèle de Las Vegas, la Mecque mondiale de la vulgarité. Casino, galerie commerciale, centre de foires, spectacles de music-hall *made in USA*, hôtel pour joueurs de passage, bref on est passé du haut de gamme au bas de gamme, à l'appât du gain vite fait plutôt qu'à la promotion de la recherche biomédicale. Atlantic City plutôt que la Silicone Valley. Les machines à sous plutôt que la vie de l'esprit.

Et ce nouveau « grand projet », qui verrait le casino déménager au bassin Peel, au sud du centre-ville, va coûter très cher. Beaucoup plus cher que n'en aurait coûté la technopole proposée par l'ancien recteur Lacroix. Les 997 millions de dollars que Loto-Québec investira sont autant d'argent qui n'ira pas dans les caisses de l'État.

////////////////////////

Les villes les plus intéressantes au monde n'ont pas de casino. Il n'y en a ni à Paris, ni à New York, ni à Londres, ni à Berlin, ni à Barcelone. Même au Canada, aucune grande ville n'a voulu de casino sur son territoire. Il n'y en a ni à Toronto, ni à Vancouver, ni à Calgary. Montréal (et Gatineau) sont l'exception, dans la même ligue que Kahnawake...

Ce sur quoi misent les grandes villes, c'est la culture et l'économie du XXIe siècle, pas sur la loterie, cette arnaque dont les pauvres sont les premières victimes et qui ne représente aucune plus-value pour une société. Ce n'est pas la couverture chatoyante que procure à Loto-Québec son association de façade avec le Cirque du Soleil qui changera cette réalité-là.

Veut-on vraiment faire de la métropole du Québec un Las Vegas à rabais ? Veut-on transformer le centre-ville en arrière-cour du veau d'or, avec tous les gravats qu'attire comme un aimant l'industrie du jeu ?

L'entrée du Cirque dans le tableau n'est qu'un truc de relations publiques, la preuve en étant que le Cirque s'abstient bien de verser un sou dans l'opération. (La participation du secteur privé est d'ailleurs risible : 178 millions pour un projet qu'on prétend hyper-rentable ?)

Comme tous ses prédécesseurs avant lui, le président de Loto-Québec, Alain Cousineau, nous ressort le refrain de la « clientèle internationale » qu'attireraient ces nouvelles installations. Foutaise et mirage que tout cela. Pourquoi diable les joueurs friqués viendraient-ils à Montréal quand ils peuvent aller à Las Vegas ou à Monaco, des endroits bien plus réputés et beaucoup plus luxueux, où l'argent coule à flots ?

Loto-Québec reste bouche cousue sur l'origine et le niveau social de sa clientèle, et pour cause. On sait, par des enquêtes qui ont vite été mises sous le boisseau, que plus de 90 % de sa clientèle vient du Québec, et l'immense majorité, de la région montréalaise. Il suffit, pour en juger, de circuler dans ce temple du mauvais goût qu'est le casino de l'île Notre-Dame : l'endroit est rempli de gens qui se ruinent à coup de 25 cents, et la plupart sont des pauvres, cela se voit au premier coup d'oeil.

Et la cerise sur le sundae, c'est que le casino compte s'installer à deux pas de Pointe Saint-Charles, le quartier le plus défavorisé de l'île de Montréal !

Les jeux ne sont pas encore faits, toutefois, pour prendre une expression qui convient bien au sujet. Le projet que Loto-Québec a eu le culot d'annoncer en grande pompe comme si c'était un fait acquis est actuellement à l'étude d'un comité inter-ministériel, qui se penchera sur les impacts sociaux de l'opération.

L'on aurait tort de ne s'attarder qu'au problème des joueurs compulsifs, même s'il s'agit là d'un problème réel et sérieux, que le rapprochement du casino du centre-ville va certainement aggraver.

Il y a aussi d'autres considérations, plus larges : il s'agit de savoir quelle vocation Montréal veut se donner, quelle image elle entend présenter au monde. Veut-on vraiment faire de la métropole du Québec un Las Vegas à rabais ? Veut-on transformer le centre-ville en arrière-cour du veau d'or, avec tous les gravats qu'attire comme un aimant l'industrie du jeu ?

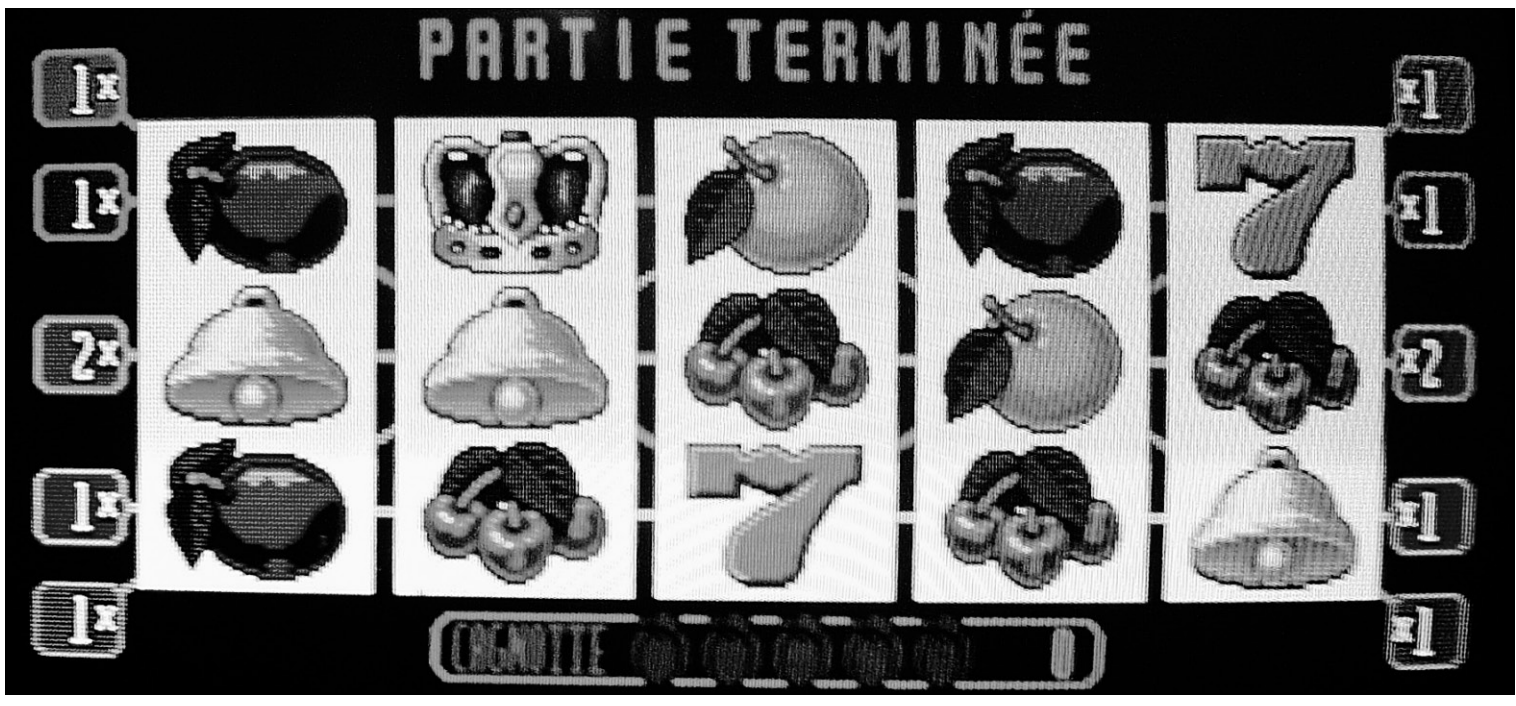


PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE©

Une hypocrisie !

Loto-Québec doit se plier aux exigences gouvernementales d'augmenter ses revenus

PIERRE DESJARDINS



M. Desjardins est membre de la coalition Emjeu (Éthique pour une modération du jeu). Il est l'auteur du Livre noir de Loto-Québec et professeur de philosophie au collège Montmorency.

On se souviendra qu'à cause des critiques nombreuses, le plan de développement 2003-2006 de Loto-Québec présenté par son ancien président Gaétan Frigon en commission parlementaire, en février 2003, ne fut jamais appliqué. L'année suivante, soit en mai 2004, Loto-Québec, avec cette fois-ci comme président Alain Cousineau, refaisait ses devoirs et présentait un tout nouveau plan de développement pour 2004-2007. Ce nouveau plan devait tenir compte des nombreuses critiques envers Loto-Québec en matière de jeu compulsif. On sait que les problèmes occasionnés par le jeu créent des coûts sociaux immenses, des coûts sociaux si vastes que la plupart des intervenants en la matière n'osent même pas les chiffrer.

Dans l'ancien plan de développement, on parlait d'agrandissement du casino de Montréal avec des coûts de l'ordre de 460 millions, et cela, soi-disant pour attirer une clientèle internationale de luxe. Depuis la conférence de presse conjointe de M. Cousineau et du PDG du Cirque du Soleil, Guy Laliberté, mercredi, on revient avec la même ritournelle, sauf qu'on y propose plutôt la construction d'un casino géant tout neuf, couplé avec une immense salle de spectacle. Ce plan propose en effet quelque chose de très gros, pour ne pas dire de gigantesque, soit la construction d'un vaste complexe de jeu de type Resort au coeur même de Montréal, au sud de la rue Peel, aux abords du canal Lachine et collé sur Pointe-Saint-Charles.

Ce casino géant viendrait remplacer l'actuel casino de Montréal jugé trop petit et pas assez rentable au goût de Loto-Québec. Selon Loto-Québec, depuis environ deux ans, les revenus de l'actuel casino de

On ne peut prétendre pouvoir réduire les problèmes de jeu sans nécessairement devoir se résigner à des revenus moindres.

Montréal stagnent. En 2003 ils affichaient même une perte de l'ordre de 5,5 % (ce qui reste quand même minime). Cette perte en revenu est due, selon Loto-Québec, à l'exiguïté des lieux et à la concurrence d'autres casinos de type Resort tel celui d'Atlantic City, de Niagara Falls et de Las Vegas. (...)

La véritable question qui se pose aujourd'hui est de savoir si nous sommes prêts à voir le tissu social du centre-ville de Montréal se dégrader davantage. Car qui donc, pensez-vous, se retrouvera finalement aux portes de ce nouveau casino ? Des gens de la région de Montréal ou ceux de Las Vegas ?

Il faut dire cependant, à la décharge de Loto-Québec et de son nouveau président, que notre société d'État se retrouve actuellement dans une drôle de situation : elle se voit obligée, et c'est là une commande ferme du gouvernement, d'augmenter son bénéfice annuel. D'autre part, elle ne peut augmenter son nombre d'appareils vidéo poker dans les bars et brasseries ; c'est là également une commande stricte du gouvernement de Québec qui, pour ne pas nuire à son image, veut se présenter comme concerné par les aléas du jeu compulsif (après tout, nous en sommes toujours avec le jeu compulsif à une moyenne de 25 suicides par année). Qu'est-ce donc que Loto-Québec pouvait faire d'autre que de proposer un casino géant pour répondre à cette double exigence gouvernementale ?

Aussi, je pense qu'il y a quelque chose de profondément illogique dans l'attitude actuelle du gouvernement en ce qui concerne le jeu. Car on ne peut, à moins d'être hypocrite, prétendre pouvoir réduire les problèmes de jeu sans nécessairement devoir se résigner à des revenus moindres. C'est là, me semble-t-il, une évidence !

Fêter notre identité



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE

Plus tôt cette année, j'ai écrit une chronique pour suggérer au gouvernement du Québec de retirer l'organisation de la Fête nationale aux deux organismes qui sont subventionnés pour le faire, le Mouvement national des Québécois et la Société St-Jean-Baptiste.

Mon argument, c'était que ces organismes, même s'ils font un beau travail, sont voués depuis des lustres à la promotion de la souveraineté. Loin de moi l'idée de remettre en cause la légitimité de leurs convictions politiques. Là n'est pas la question. Mais parce que la Fête nationale est la fête de tous les Québécois, je trouve qu'il est tout à fait inapproprié qu'elle soit organisée par des groupes qui militent pour une cause qui divise les Québécois. En ce faisant, on se trouve à exclure une bonne partie de la population québécoise, ou à tout le moins leur envoyer un message qui les met mal à l'aise. Ce n'est pas la façon d'entrevoir une fête qui doit être celle de tous les Québécois. Soit dit en passant, ce ne serait évidemment pas mieux si la fête était organisée par un groupe à tendance fédéraliste.

Cette chronique, on s'en doute, m'a valu de nombreuses réactions. Mais la plus étonnante provenait de nombreux lecteurs souverainistes qui, en substance, disaient : « Puisque les fédéralistes ont leur fête le 1er juillet, laissez donc le 24 juin aux souverainistes. À chacun sa fête politique, et tout le monde sera content ! »

L'argument est logique, il est joliment symétrique, mais il a un défaut, celui de ne pas correspondre à la réalité sociologique et politique du Québec.

La fête du 24 juin s'est profondément transformée, au rythme de la société québécoise,. Elle a longtemps été la fête du saint patron des Canadiens français, avec ses feux, mais aussi sa parade, le petit bonhomme frisé et son mouton. Elle est progressivement devenue le moment de fêter la nation québécoise, avec de fortes connotations politiques et le militantisme d'un mouvement qui combattait pour faire reconnaître l'existence de ce peuple.

Mais la réalité de ce peuple n'est plus, depuis longtemps, un enjeu politique. Les Québécois, peu importe leurs opinions, estiment appartenir à ce peuple, et se définissent de diverses façons comme Québécois, même si la majorité d'entre eux ont en même temps un sentiment d'appartenance au Canada. Les francophones du Québec sont très majoritairement nationalistes, en ce sens qu'ils voient le Québec comme une nation.

La grande majorité des Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes, ou aucun des deux, voient le 24 juin comme leur propre fête, car elle célèbre une identité que nous partageons tous.

La conséquence concrète, c'est que la grande majorité des Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes, ou aucun des deux, voient le 24 juin comme leur propre fête, car elle célèbre une identité que nous partageons tous.

Et il est donc tout à fait faux de croire que ceux qui ne sont pas souverainistes voient le 1er juillet comme leur fête ; ce n'est pas le cas. À la fois parce qu'ils sont Québécois et veulent l'exprimer le 24 juin, et à la fois parce que leur coeur ne vibrera probablement pas le 1er juillet.

Le sentiment d'appartenance au Canada, présent tout autant chez les fédéralistes que chez de nombreux souverainistes, comme l'ont récemment montré d'intéressants sondages Léger Marketing, prend d'autres formes et ne s'exprime pas sur le même plan. On l'a bien vu au fil des ans. Les fêtes du 1er juillet n'ont jamais réussi à occuper au Québec une place comparable au 24 juin, du moins certainement pas chez les francophones, encore là peu importe leurs orientations politiques.

Je peux prendre mon propre exemple, celui d'un baby-boomer qui a été bercé par les grandes fêtes du 24 juin. Et même si je voterais « non » à un référendum, c'est le 24 juin que j'amène fêter mes enfants sur les plaines d'Abraham. Et il ne me viendrait pas à l'idée d'aller célébrer le 1er juillet. En cela, je dois être tout à fait typique.

Autrement dit, ce qui doit rassembler les citoyens du Québec le 24 juin, c'est leur appartenance à la nation québécoise. Et non pas leur façon de voir comment cette nation devrait éventuellement exprimer le devenir politique de cette nation.

Le Québec, sur ses sept millions d'habitants compte également une minorité anglophone, et des minorités de multiples origines, qui se reconnaissent à des degrés très inégaux dans ce projet collectif. Cette fête doit également être une occasion de leur ouvrir les bras et de bâtir des ponts.

Ce doit être à la fois une démonstration de solidarité d'un peuple qui s'affirme, mais aussi et surtout, une trêve, où les Québécois oublient leurs différences et leurs chicanes pour fêter ensemble leur identité commune. Et de le faire sur un mode de fête, ce qui, par définition, devrait exclure le discours politique, quel qu'il soit.

COURRIEL
Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAL

Du boom à la bulle



mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

Depuis environ un mois, le nombre de magazines consacrant leur une à l'existence d'une bulle immobilière aux États-Unis et à son éclatement éventuel se succèdent à une cadence accélérée. Tour à tour, *Time magazine*, *Fortune*, *Barron's* et *The Economist* ont publié d'importants dossiers sur la question. Ce n'est pas une coïncidence et c'est loin d'être rassurant. Même si on ne peut pas encore parler de bulle au Québec ou au Canada, quoiqu'il y ait de la spéculation, on ne peut pas être indifférent à ce qui se passe au sud de notre frontière.

Là-bas, après plusieurs années d'effervescence, le marché immobilier américain, plus particulièrement dans certaines régions comme celles de San Francisco, San Diego, New York et Miami, est entré dans une phase d'exubérance irrationnelle, pour reprendre des termes utilisés par Alan Greenspan pour décrire la frénésie boursière de la fin des années 90. Il y a en effet plusieurs similitudes entre la bulle technologique et celle qui prend forme dans le marché immobilier.

Si les experts ne doutent plus de l'existence d'une bulle immobilière au sud de notre frontière, il est plus difficile de déterminer quand et comment elle se dégonflera.

Si, à la fin des années 90, un nombre croissant d'individus vivaient uniquement de la spéculation boursière — c'était l'époque glorieuse des « day traders » — de plus en plus d'Américains tirent leurs revenus de l'achat et de la vente de maisons à des fins uniquement spéculatives. Des sites internet voient le jour comme « condoflip.com » où les gens peuvent miser sur des condos qui ne sont pas encore construits, pour aussitôt les revendre à quelqu'un d'autre. Si les experts ne doutent plus de l'existence d'une bulle au sud de notre frontière, il est plus difficile de déterminer quand et comment elle se dégonflera. Ce qui est certain, c'est que ce sera douloureux et que nous en subirons tous les contrecoups.

Selon *The Economist*, l'actuelle frénésie immobilière est différente de toutes les autres, car elle touche une multitude de pays à la fois, allant des États-Unis, en passant par le Canada, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie et même la Chine. Le vénérable magazine va même jusqu'à déclarer qu'il s'agit de la plus importante bulle financière de toute l'histoire. Une affirmation qui donne froid dans le dos.

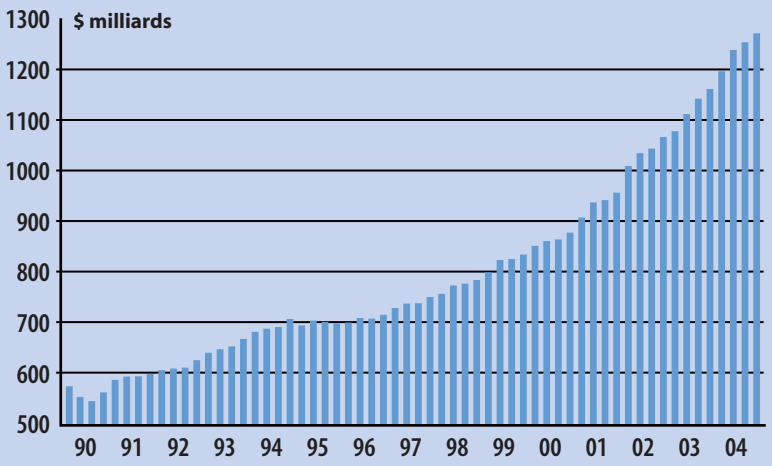
Qu'on y adhère ou pas, il est clair que la situation est inquiétante pour la santé de l'économie mondiale. La raison en est bien simple : encouragés par les institutions financières et la faiblesse des taux d'intérêt, les acheteurs de maisons s'endettent outre mesure. On peut dorénavant devenir propriétaire sans aucune mise de fonds. Et que dire de tous ceux qui se voient offrir des marges de crédit hypothécaires pour profiter de l'appréciation de la valeur de leur maison et ainsi pouvoir dépenser davantage. Sur cet aspect, bulle immobilière ou pas, les Canadiens participent au phénomène.

Les dernières statistiques sur les ventes au détail d'avril témoignent d'une vigueur quasi sans précédent des ventes sur une base annuelle. Cet appétit des Canadiens pour les biens de consommation est de plus en plus financé à crédit. Le niveau d'endettement des Canadiens atteint des records et comme on peut le voir sur les graphiques publiés dans nos pages, il y a un lien évident entre la croissance de la valeur nette des actifs immobiliers et celle des marges de crédits, ce qui inclut les marges hypothécaires, sur l'ensemble des prêts au ménage.

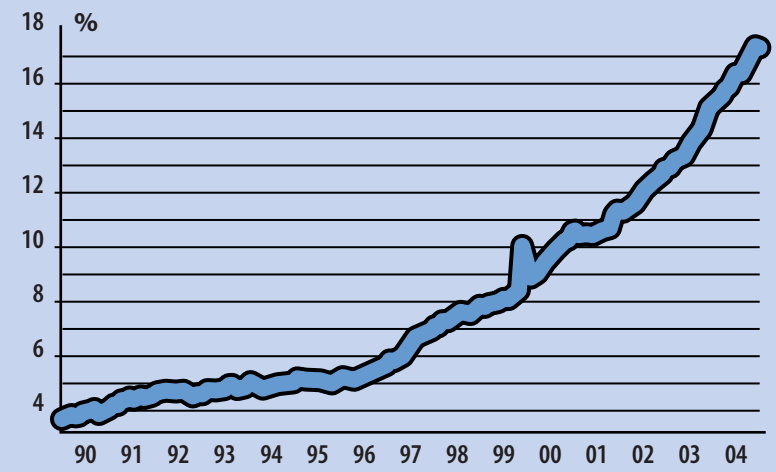
Tout va bien tant et aussi longtemps que la valeur des maisons augmente, mais qu'adviendra-t-il lorsqu'elle plafonnera ou pire, si elle se met à diminuer ? Cela mettra certainement un frein aux dépenses des consommateurs, ce qui entraînera un ralentissement de l'économie, forçant certains propriétaires plus serrés financièrement à vendre leur maison à des prix pas nécessairement très avantageux. Bref, ce sera l'amorce d'un engrenage dangereux tant pour l'économie mondiale que pour les consommateurs.

Selon tous les experts cités dans les différents dossiers publiés récemment, ce type de scénario est loin d'être de la fiction. Tout comme la Bourse, le prix des maisons, que ce soit aux États-Unis, au Canada ou ailleurs dans le monde, ne peut pas monter indéfiniment. Il y aura inévitablement correction. Il vaut mieux faire preuve de prudence. Il est important de ne pas s'endetter à outrance, croyant que la valeur de nos actifs immobiliers ne pourra jamais se déprécier. Ce serait commettre une grave erreur ; rappelons-nous seulement que les actions de Nortel ont déjà valu 120 $...

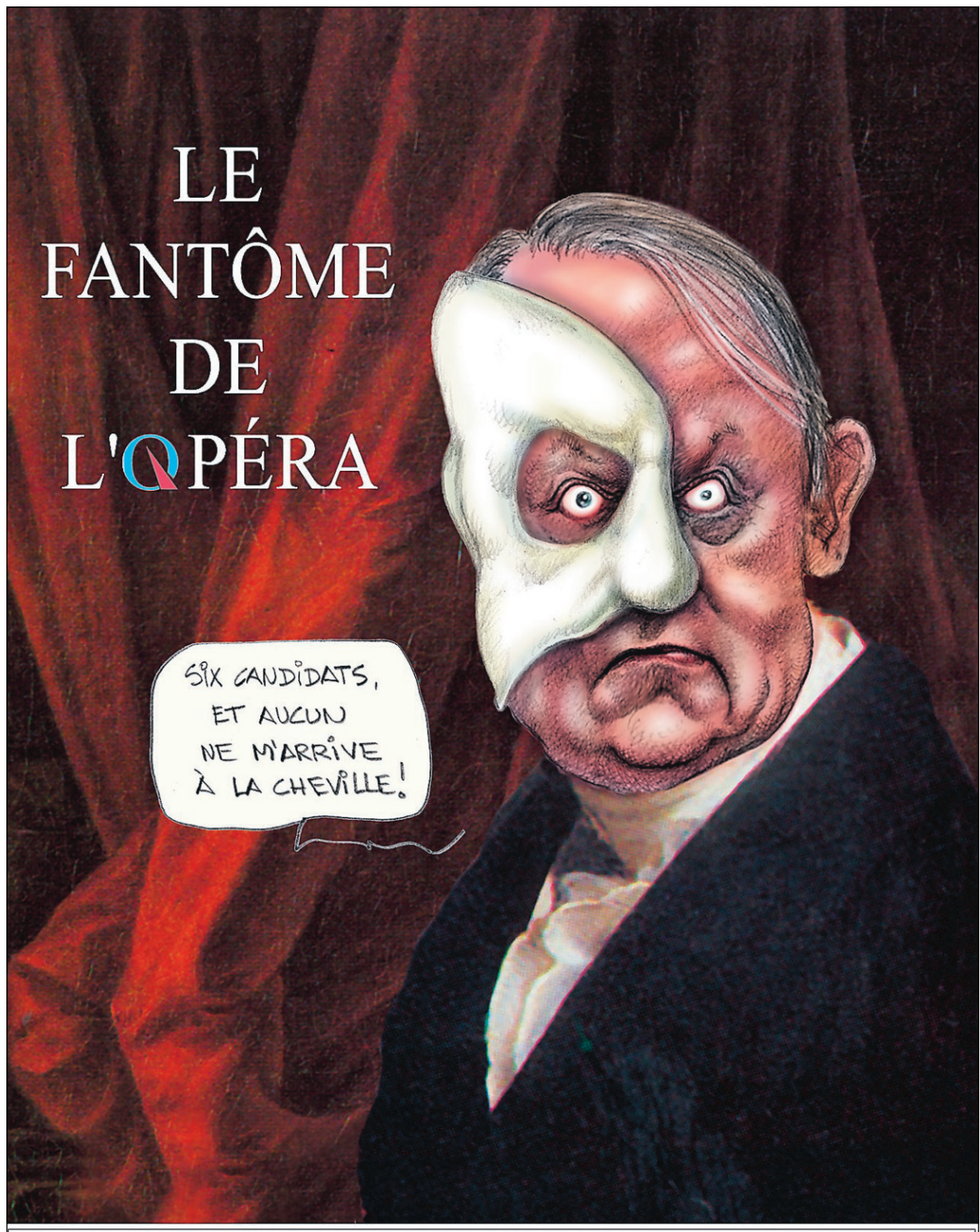
VALEUR NETTE DES ACTIFS IMMOBILIERS AU CANADA



MARGE DE CRÉDIT EN % DES PRÊTS AUX MÉNAGES



Sources : Études économiques FBN, Statistique Canada



LES GRANDS PORTRAITS BERNARD LANDRY

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Panem et circenses

Du pain et les jeux du cirque. Ce sont les mots de mépris de Juvénal aux Romains, jugés incapables de s'intéresser à d'autres choses qu'aux distributions gratuites de blé et aux jeux du cirque. *De l'argent et des jeux*, pourrat-on dire, sauf que cette fois-ci ni l'un ni l'autre ne seront gratuits. Je suis à la fois surpris et déçu de voir Guy Laliberté s'associer à ce projet colossal de Loto-Québec, dont les coûts sociaux risquent d'être beaucoup plus élevés que les retombées économiques.

André Defoy
Gatineau



ILLUSTRATION FOURNIE PAR LOTO-QUÉBEC©
Le projet de Loto-Québec d'aménager un casino dans le secteur du bassin Peel est loin de faire l'unanimité.

Des élus « frileux »

Je tiens à féliciter Loto-Québec et le Cirque du Soleil pour ce magnifique projet. J'espère de tout coeur que nos élus, souvent de nature frileuse, embarqueront à 200 km/h dans ce projet qui permettra à Montréal de se tailler une magnifique place sur l'échiquier mondial. Ce site, qui pourrait communiquer avec le Vieux-Port, deviendra un pôle d'attraction majeur pour le tourisme international. Et que dire d'un VRAI centre de foire. Je ne peux toujours pas imaginer que Montréal, l'une des plus grandes villes d'Amérique du Nord, ne puisse accueillir de foires commerciales d'envergure. Montréalais, Québécois, rêvez donc pour une fois ! Arrêtez de tout voir en noir ! Nous vivons dans l'une des plus belles villes d'Amérique !

Christian Fortin
Richelieu

Le cirque de l'ombre

Le Cirque du « soleil » et son directeur général, en acceptant de se solidariser avec Loto-Québec pour un déménagement prévu du casino de l'île Notre-Dame vers le quartier fragile de Pointe Saint-Charles, donne la vraie mesure de ce qu'il est devenu : une immense boîte à faire des sous et une nette tendance à l'américaine de la démesure et de l'exploitation ludique. Je demande à toute la population du Québec de dire non au jeu compulsif et à la détérioration inévitable des communautés humaines soumises au mirage du rêve désespéré du gain monétaire miraculeux. Il y va d'un choix de société qui, selon moi, s'il y succombait, annoncerait le début de sa décadence.

Jacques Léger
Morin-Heights

Conserver les édifices actuels

Bonne initiative, à la condition que l'on conserve les édifices dans l'Île Notre-Dame et qu'on leur trouve une autre vocation. Ex : salles de spectacles avec ses multiples restaurants, musées, etc.

André Pétrin

Un projet dont Montréal a besoin

Montréal devant rehausser son profil international pour attirer ici un plus grand nombre de touristes, nous appuyons le projet de Loto-Québec et du Cirque du Soleil de doter la métropole d'un complexe récréotouristique de classe mondiale dans le secteur du bassin Peel. Un tel projet, à la fois innovateur et avant-gardiste, est de nature à consolider les assises du centre-ville, le coeur économique de Montréal. En outre, ce projet pourrait permettre de créer une continuité, qui fait actuellement cruellement défaut, entre le centre-ville et le fleuve, solidifiant ainsi la trame urbaine de Montréal et augmentant son pouvoir d'attraction auprès des visiteurs.

André Poulin

Folie des grandeurs

Les dirigeants de Loto-Québec, les uns après les autres, sont pris de la folie des grandeurs. L'initiative de transférer le Casino ne vient pas du gouvernement, mais des patrons de la société d'État. Il serait bon de se demander à quoi sert l'État. Son rôle n'est-il pas de protéger ses ressortissants et d'assurer leur bien-être ? Ou bien est-ce d'exploiter la population, comme le font les gouvernements de certaines républiques bananières ? L'affaire du déménagement du Casino de Montréal me suggère que le gouvernement provincial est prêt à tout pour s'enrichir sur le dos des plus faibles, quelles que soient les conséquences sociales, psychologiques, familiales, professionnelles et financières pour les plus vulnérables des citoyens.

Philippe Riondel

MONDE

La CIA dans la mire des juges en Italie

ASSOCIATED PRESS

ROME – Un juge italien a ordonné l'arrestation de 13 agents de la CIA. Ils sont soupçonnés d'avoir participé à l'enlèvement à Milan en février 2003 d'un imam, Abou Omar, envoyé en avion en Égypte, dans le cadre de la lutte antiterrorisme menée par les États-Unis, a-t-on appris hier d'un responsable italien proche de l'enquête, qui a requis l'anonymat.

L'ambassade américaine à Rome s'est refusée à tout commentaire.

D'après les éditions d'hier des journaux *Corriere della Sera* et *Il Giorno*, le parquet pense que l'imam Omar a probablement été enlevé en application d'un programme dans lequel les terroristes présumés sont transférés vers des pays tiers sans l'accord de la justice.

Les enquêteurs italiens ont suivi la trace des agents dans les registres des hôtels de Milan et grâce aux relevés de leurs téléphones portables italiens, à en croire les journaux. Trois des agents seraient des femmes, précise *Il Giorno*. Une enquête serait menée sur six autres agents soupçonnés d'avoir participé à la préparation de l'opération.

La police disposerait du témoignage oculaire d'une Égyptienne qui aurait entendu l'imam appeler à l'aide et l'aurait vu se faire pousser dans une camionnette blanche sur le chemin entre sa maison et une mosquée.

Le religieux, djihadiste présumé, aurait été emmené à la base américano-italienne d'Aviano, au nord de Venise, transféré sur la base américaine de Ramstein, en Allemagne, et enfin amené au Caire, toujours en avion. Les journaux affirment qu'il a appelé sa femme et des amis à Milan une fois libéré l'an dernier, déclarant avoir été enlevé par des agents italiens et américains, et détenu dans une prison secrète en Égypte, où il a été torturé à l'électricité.

Le juge italien Guido Salvini a par ailleurs signé un mandat d'arrêt pour l'imam Omar, selon les agences de presse ANSA et Apcom. L'homme âgé de 42 ans est soupçonné d'avoir combattu avec des islamistes en Afghanistan et en Bosnie.

Une enquête était ouverte à son sujet avant sa disparition, selon un article de *La Repubblica* l'an dernier, qui citait des sources officielles au renseignement.

Les autorités italiennes pensent que le religieux vit actuellement en Égypte.



PHOTO DAMIR SAGOLJ, REUTERS

Deux responsables iraniennes surveillaient le déroulement du second tour de l'élection présidentielle iranienne hier dans un bureau de scrutin de Téhéran.

Ample victoire de l'ultraconservateur Ahmadinejad en Iran

SIAVOSH GHAZI
ET LAURENT LOZANO
AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN – L'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad a remporté la présidentielle iranienne, une victoire dont ses proches ont comparé l'ampleur à celle d'un « tsunami » et qui risque de bouleverser la face de l'Iran et ses relations avec l'Occident.

« Il a gagné », a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Jahanbakhsh Khanjani, devant la presse.

M. Ahmadinejad, quasiment inconnu avant de devenir maire de Téhéran en 2003, a recueilli plus de 61 % de la quasi-totalité des bulletins dépouillés, a indiqué le porte-parole.

« C'est l'effet tsunami », exultaient ses proches au ministère de l'Intérieur après la présidentielle la plus imprévisible et peut-être la plus cruciale qu'ait connue la République islamique.

« C'est fini », avait reconnu plus tôt auprès de l'AFP un très proche collaborateur de son adversaire, Akbar Hachémi Rafsandjani.

M. Ahmadinejad est le premier laïc à devenir chef de l'exécutif depuis les deux brèves présidences de l'après-Révolution entre 1979 et 1981.

Au lieu de la modération prônée par M. Rafsandjani, la République islamique n'en risque pas moins de s'engager sur la voie de la radicalisation avec un homme qui prêche un strict respect des valeurs islamiques ainsi que l'intransigeance envers les Occidentaux, au moment où ceux-ci essaient d'obtenir des Iraniens la garantie qu'ils ne fabriquent pas l'arme nucléaire.

M. Rafsandjani, qui subit là peut-être la plus grave défaite de sa longue carrière politique, s'était posé comme le mieux à même de préserver la libéralisation des années du président réformateur Mohammad Khatami, de mener à bien les impérieuses réformes économiques, mais aussi de restaurer les liens avec les États-Unis.

En votant, M. Rafsandjani avait redit vouloir « empêcher que l'extrémisme ne s'installe dans le pays ». Il a donc échoué à mobiliser l'électorat modéré contre « l'extrémiste » Ahmadinejad, ancien membre des forces spéciales de l'armée idéologique qui exalte la « pureté » de la Révolution.

Les manières simples de M. Ahmadinejad, sa réputation de bon musulman et son discours populiste promettant de redistribuer au peuple la richesse nationale lui ont attiré une forte sympathie dans les milieux défavorisés.

« Je suis fier d'être le petit serviteur, le balayeur des rues de la nation iranienne », a-t-il dit au moment de voter à des partisans exaltés, avant de rendre hommage à « l'imam Khomeiny et ses fidèles » et aux « martyrs de l'islam et de la liberté ».

L'enjeu capital, après les années de relative mais incontestable réforme sous Mohammad Khatami, a placé l'élection sous haute tension.

Dans le souci évident d'éviter les violences, le Guide suprême a interdit aux partisans de l'un ou l'autre candidat de célébrer la victoire dans la rue.

Avec l'élection de M. Ahmadinejad, les conservateurs ont la main sur absolument tous les leviers du pouvoir, une perspective inquiétante pour les Occidentaux.

M. Ahmadinejad s'est aliéné le ministère du Pétrole en promettant de « couper les mains de la mafia de l'argent et des clans familiaux », et le ministère des Affaires étrangères en disant les diplomates iraniens « épouvantés, avant même de s'asseoir à la table de discussions ».

« Il n'y a pas de raison de s'inquiéter », a répondu le président Khatami en signifiant que les décisions stratégiques étaient prises de manière collégiale « au plus haut niveau ».

ALLÉGATIONS DE FRAUDE

Le camp de Akbar Hachémi Rafsandjani a dénoncé « d'énormes irrégularités » lors du scrutin d'hier, soulignant que plusieurs des observateurs dépêchés dans les bureaux de vote ont été arrêtés ou battus. Le Conseil des gardiens, clé de voûte du système islamique, a cependant menacé de poursuites les officiels qui suspendraient le vote, comme le ministère de l'Intérieur projetait de le faire. Les adversaires du maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad, ont accusé les organes les plus conservateurs, dont le Conseil, d'avoir pris fait et cause pour lui.

Un comité des Communes exige des règles plus sévères pour les minières canadiennes oeuvrant à l'étranger



JOONEED KHAN

Les entreprises canadiennes faisant affaire à l'étranger dans le domaine des mines et des ressources devront se conformer à des normes juridiques, sociales et environnementales plus strictes, selon un influent comité des Communes dont les recommandations sont accueillies comme « une véritable percée » par des ONG qui poussent dans ce sens depuis des années.

Dans un rapport remis cette semaine au gouvernement, dont il sollicite « une réponse complète », le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international indique que les audiences qu'il a tenues depuis mars « ont mis en lumière le fait que dans certains pays en développement, les activités minières ont eu des effets négatifs sur les communautés locales ».

C'est le cas « notamment là où les règlements sur le secteur minier et son impact sur le bien-être économique et social des employés et des résidants locaux, ainsi que sur l'environnement, sont faibles, inexistants ou ne sont pas appliqués », dit le comité.

Soulignant que le Canada souscrit aux principes de responsabilité sociale des entreprises et aux normes internationales de droits de la personne de l'OCDE mais qu'il ne s'est pas encore doté de lois pour en assurer le respect, le rapport demande que le gouvernement instaure « des normes juridiques claires pour que les entreprises et résidants du Canada soient tenus responsables quand existe la preuve de violations de l'environnement et de droits humains liées aux activités de compagnies minières canadiennes ».

« C'est une avancée significative, un pas en avant très important », commente Joan Kuyek, de l'ONG Mining Watch Canada.

Le comité veut aussi que soient renforcés les programmes et politiques dans ce domaine ainsi que la surveillance des activités minières canadiennes dans les pays pauvres par un processus impliquant l'industrie, les ONG et des experts, par des mesures incitatives pour les entreprises et par un mandat formel et explicite au « Point de contact national » (PCN) chargé des principes de l'OCDE pour lui permettre d'enquêter et de sévir avec célérité, le cas échéant.

L'État doit agir

« C'est une avancée significative, un pas en avant très important. C'est la première fois qu'un comité parlementaire multipartite souligne la nécessité de réglementer les firmes minières du Canada oeuvrant à l'étranger. Nous attendons que le gouvernement agisse maintenant. Nous pensons que le gouvernement a été suffisamment embarrassé par des entreprises minières », a commenté Joan Kuyek, de l'ONG Mining Watch Canada.

Il n'a pas été possible hier d'avoir le commentaire du bureau de Pierre Pettigrew, ministre canadien des Affaires étrangères, sur le rapport, ni de quelques entreprises minières, dont AVI Pacific, une firme de Calgary épinglée par le comité pour son projet Canatuan, dans l'île de Mindanao, aux Philippines.

Ayant entendu des représentants de la compagnie, de la communauté Subanon, d'ONG et d'experts canadiens, le comité demande en effet que le gouvernement du Canada lui soumette dans les 90 jours un rapport d'enquête sur l'impact de ce projet sur les droits des habitants de la région et sur leur environnement. Il demande en attendant que tout soutien public à TVI Pacific soit suspendu.

Le cas du Congo

Ces développements interviennent dans la foulée des accusations de complicité lancées par des ONG contre la minière canadienne Anvil dans le massacre d'une centaine de personnes en octobre dernier par les forces armées du Congo-Kinshasa à Kilwa et une demande d'enquête faite au gouvernement d'Ottawa à ce sujet.

Le quotidien *The Age* rapportait cette semaine, en citant un porte-parole des Affaires étrangères à Ottawa, que le gouvernement canadien était « préoccupé » par les accusations visant la compagnie Anvil et qu'il interrogerait ses responsables là-dessus.

Le journal australien (Anvil est incorporée au Canada, mais son siège est à Perth) ajoutait que l'avocat Richard Meeran, de Melbourne, allait demander à la police fédérale d'Australie d'enquêter également sur le rôle d'Anvil dans le massacre de Kilwa.

L'entreprise a pour sa part émis cette semaine un nouveau communiqué admettant avoir fourni des véhicules, des chauffeurs et un avion nolisé à la demande des forces armées du Congo-Kinshasa après la prise de Kilwa par des rebelles le 14 octobre 2005.

Mais Bill Turner, le patron d'Anvil, nie vigoureusement avoir eu connaissance des plans opérationnels exacts de l'armée congolaise.

Il nie aussi d'avoir été impliqué de quelque façon que ce soit dans les « violations des droits humains qui y furent commises » et affirme : « Ce que nous apprenons maintenant fut un événement terrible. »

Le Chiapas à la recherche d'un second souffle

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS – Le sous-commandant Marcos, chef de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), a annoncé qu'il n'envisageait plus d'actions militaires offensives et que son mouvement était réuni pour une « consultation interne » qui pourrait remettre en cause sa forme et sa direction actuelle.

Sous forme d'une lettre d'adieu, qu'il présente comme une lettre de promesses, le chef de l'EZLN, le sous-commandant Marcos, remercie ceux qui ont participé à la lutte depuis dix ans et fait référence à la fin d'une époque.

« L'heure est arrivée de décider si nous allons avancer pour trouver ce qui nous manque (...) Oui, construire autre chose », écrit le guérillero zapatiste.

Marcos suggère implicitement que cet « autre chose » est ce que préconisait le commandant zapatiste Tacho, en janvier 2003, à San Cristobal de las Casas, si la loi sur les droits des Indiens avait été adoptée par le Parlement : abandonner la lutte clandestine pour faire de la politique ouvertement.

Le chef zapatiste explique que le mouvement se trouve à la croisée des chemins, nécessitant la grande consultation — en cours — des militants et sympathisants de l'EZLN, afin de déterminer les actions futures, qui ne seront pas, a-t-il souligné, des « actions militaires offensives ».



PHOTO HENRY ROMERO, REUTERS

Le sous-commandant Marcos songerait à quitter la tête du mouvement zapatiste pour se lancer dans l'arène politique. On le voit ici en train de parler à des étudiants de la ville de Mexico en mars 2001.

Le Chiapas s'est agité en début de semaine lors du déclenchement par les zapatistes de l'alerte rouge, à la surprise générale, puis de la mobilisation générale, qui n'ont suscité que peu d'intérêt au Mexique.

La plupart des villages sous contrôle zapatiste se sont vidés, ont constaté les journalistes de l'AFP sur place.

« Nous sommes en train de consulter notre coeur pour savoir si nous allons dire et faire autre chose », écrit le sous-commandant Marcos.

« Nous sommes en train de consulter notre coeur pour savoir si nous allons dire et faire autre chose. Si la majorité dit que oui, alors nous allons faire le maximum pour y parvenir. Tout, jusqu'à mourir si c'est nécessaire », écrit Marcos.

« Dans tous les cas, nous ne pouvons pas rester passifs, et observer les bras croisés une bande de rufians dépouiller notre patrie de (...) sa dignité », ajoute-t-il.

Propos énigmatiques

Marcos se fait ensuite plus énigmatique : « J'ai dit au début de cette lettre qu'il ne s'agissait pas d'un adieu. Mais bon, il semble que pour certains, c'en est un (...) Même si pour les autres elle sera ce qu'elle est vraiment, une promesse. »

Une réorganisation des structures de commandement de l'EZLN vient de s'achever. Elle permettra à l'organisation de faire face à « une attaque ou une action de l'ennemi qui décapiterait la direction actuelle ».

Des rumeurs prédisent que le très médiatique Marcos, célèbre par sa cagoule noire et sa pipe, souhaite quitter la direction de l'EZLN, d'autres lui prêtent des ambitions politiques, à un an de la présidentielle mexicaine.

Le sous-commandant Marcos donne des pistes mais garde le secret. Il promet de bientôt rendre compte des décisions prises par le mouvement zapatiste : « Ce sera une décision difficile et dure, comme notre vie et notre lutte l'ont toujours été. »

Arrivé en 1984 au Chiapas pour organiser la rébellion zapatiste, Marcos s'est récemment éloigné de ses activités de guérillero en signant un roman policier avec Paco Ignacio Taibo II et en promouvant l'organisation d'un match de football entre une sélection zapatiste et le club italien de l'Inter de Milan.

Le Chiapas, région montagneuse déshéritée du sud-est du Mexique, n'a pas connu de combats depuis 1995. Les Indiens continuent de vivre dans la misère et l'action des zapatistes — sans réels moyens financiers — n'a eu qu'une influence limitée.

Les États-Unis avouent des cas de torture devant l'ONU

AGENCE FRANCE-PRESSE

GENÈVE – Les États-Unis ont reconnu devant l'ONU des cas de torture infligés à des prisonniers en Afghanistan et en Irak, ainsi que sur la base américaine de Guantanamo, a affirmé hier un membre du Comité de l'ONU contre la torture.

Selon ce responsable, qui a souhaité garder l'anonymat, Washington a reconnu dans un rapport remis au Comité que des mauvais traitements infligés à des prisonniers aux mains des forces américaines pouvaient être assimilés à des tortures au sens de la convention internationale contre la torture.

La mission des États-Unis auprès des Nations unies à Genève n'était pas soir soir pour commenter cette information.

Jusqu'à présent, les États-Unis ont toujours estimé que les mauvais traitements infligés à des prisonniers aux mains de leurs forces armées ne pouvaient être considérés comme de la torture au sens de la législation américaine.

« Ils n'esquivent plus leurs responsabilités et ont assumé leur obligation d'informer l'ONU », a rapporté ce responsable. « Ils vont maintenant devoir rendre des comptes (au Comité). Rien ne devra rester dans l'obscurité ».

Les États-Unis, qui ont répondu dans leur rapport à toutes les questions du Comité, devront comparaître en mai prochain devant cet organe de l'ONU qui analysera les conclusions remises par Washington.

« Ils n'ont évité aucun point en répondant aux questions, que ce soit à propos des prisonniers en Irak, en Afghanistan ou à Guantanamo, et des autres accusations de mauvais traitement et de tortures », a-t-on ajouté de même source. « Ils ont dit qu'il s'agissait de cas isolés, qu'il n'y avait rien eu de systématique et que les coupables étaient en train d'être sanctionnés. »

Le rapport précise que les actes en question ont été commis par des fonctionnaires de rang subalterne et n'ont pas été avalisés par la hiérarchie, selon la même source.

Dans le cas de Guantanamo, où sont détenus 520 prisonniers arrêtés pour la plupart en 2001 en Afghanistan, le rapport explique qu'il s'agit de « combattants ennemis » qui ne peuvent bénéficier des conventions de Genève tant que se poursuit « la guerre contre le terrorisme ».

Jeudi, quatre experts des Nations unies chargés des droits de l'homme ont décidé d'ouvrir une enquête sur les détenus de la base américaine de Guantanamo à Cuba sans attendre le feu vert des États-Unis, qui tarde à venir, pour une éventuelle visite.

Les experts, Leandro Despouy (indépendance des juges et des avocats), Paul Hunt (droit à la santé) et Manfred Nowak (torture) ainsi que la présidente du groupe de travail sur la détention arbitraire, Leila Zerrougui, ont regretté que le gouvernement américain ne les ait pas encore invités à rendre visite aux personnes détenues à Guantanamo, en Irak et en Afghanistan, un an après en avoir fait la demande.

coupe ROGERS

«LE BOSS» ROGER FEDERER
«LA MERVEILLE» RAFAEL NADAL
«LE CANON» ANDY RODDICK
«LA LÉGENDE» ANDRE AGASSI
«MONSIEUR SURPRISE» MARAT SAFIN
«LE REBELLE» LLEYTON HEWITT

LE «RÉALITÉ CHAUD» DE L'ÉTÉ
Les 50 meilleurs joueurs du monde. 9 jours d'action. Et un enjeu de 3 millions de dollars.
US OPEN SERIES

présentée par BANQUE NATIONALE

Week-end final à partir de 40$*
* Taxes et frais en sus.

ATP MASTERS SERIES
Mercedes-Benz
MasterCard BANQUE NATIONALE
La carte officielle de la Coupe Rogers

514.790.1245
couperogers.com
514-790-1245
1-800-361-4595
ADMISSION.COM
Québec

6 au 14 août • STADE UNIPRIX, MONTRÉAL

UN TOURNOI DU CIRCUIT MASTERS DE L'ATP
INDIAN WELLS MIAMI MONTE-CARLO ROMA HAMBURG CANADA CINCINNATI MADRID PARIS SHANGHAI

ROGERS

*Marques de commerce de Rogers Sans-Fil Inc. ou de Rogers Communications Inc. utilisées sous licence. © 2005
3324117A

TEMPÊTE DE BAS PRIX
sur les ensembles de matelas
LES PLUS BAS PRIX GARANTIS

LINEN CHEST
NOS PRIX SONT IMBATTABLES ! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCUS !
Centre Rockland (Mtl) 514.341.7810 • Prom. de La Cathédrale (Centre-ville) 514.282.9525
Galeries Laval (Laval) 450.681.9090 • Place Portobello (Brossard) 450.671.2202

EN PLUS nous payons la TPS et la TVQ!**
Cadre de lit, livraison, installation et garantie de sommeil 30 jours GRATUIT

SIMMONS
ENSEMBLE DE MATELAS BEAUTYREST - 744 RESSORTS INDÉPENDANTS - SANS ROTATION

Jumeau	Double	Grand	Très grand
COMPARÉ 1 700 $	COMPARÉ 2 000 $	COMPARÉ 2 150 $	COMPARÉ 3 000 $
PAYEZ 699 $	PAYEZ 849 $	PAYEZ 899 $	PAYEZ 1 299 $
ÉCONOMISEZ 1001$	ÉCONOMISEZ 1151$	ÉCONOMISEZ 1251$	ÉCONOMISEZ 1701$

Matelas à partir de seulement 469 $ - 849 $

Sealy Posturepedic
SEALY POSTUREPEDIC HOSPITALITY 220 - 736 RESSORTS POSTUREPEDIC

Jumeau	Double	Grand	Très grand
COMPARÉ 1 169 $	COMPARÉ 1 399 $	COMPARÉ 1 599 $	COMPARÉ 2 439 $
PAYEZ 549 $	PAYEZ 649 $	PAYEZ 749 $	PAYEZ 999 $
ÉCONOMISEZ 620$	ÉCONOMISEZ 720$	ÉCONOMISEZ 850$	ÉCONOMISEZ 1 500$

Matelas à partir de seulement 369 $ - 659 $

*Cette offre se termine le dimanche 3 juillet 2005. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre et ne s'applique pas sur les achats antérieurs. Voir la politique de valeur comparative en magasin pour plus de détails. **Nous vous offrons un rabais équivalent à la TPS et la TVQ.
3312510A

MONDE

Mutinerie à bord du navire Bush

Plusieurs actes d'insubordination ont été rapportés au cours des derniers mois



ALEXANDRE SIROIS

REGARD SUR LE MONDE

WASHINGTON – À l'instar de bon nombre d'Américains, George W. Bush ne porte pas l'ONU dans son coeur. Le dossier irakien l'a prouvé et son attitude récente démontre que sa méfiance envers l'organisation ne s'est pas dissipée.

Non seulement veut-il à tout prix y expédier un faucon contesté en la personne de John Bolton, mais il a fait savoir qu'il boudera les cérémonies du 60e anniversaire de l'ONU la semaine prochaine à San Francisco.

Le président républicain, qui se présente comme un ardent partisan d'une réforme de l'ONU, n'est toutefois pas prêt à menacer l'organisation de lui couper les vivres pour imposer ses idées.

Il l'a clairement indiqué aux membres de la Chambre des représentants la semaine dernière. En vain. Ceux-ci ont adopté un projet de loi, à 221 voix contre 184, selon lequel Washington réduira de moitié sa contribution à l'ONU si une série de réformes ne sont pas instaurées dans un délai prescrit.

La Chambre des représentants, dans la capitale américaine, est l'équivalent de la Chambre des communes à Ottawa. Elle est, rappelons-le, contrôlée par les républicains. Sa décision d'aller à l'encontre de la volonté du président n'a cependant pas surpris outre mesure à Washington.

L'un des chroniqueurs conservateurs les plus influents, Robert Novak, avait sonné l'alarme 10 jours plus tôt. Les républicains s'inquiètent du « problème constant » de leadership du président face au Congrès, a écrit ce vieux routier du journalisme.

« En près de quatre ans et demi, le président Bush n'a pas progressé pour ce qui est de faire affaire avec le Congrès », a affirmé Novak.

Bush est le seul président républicain depuis les années 20 à pouvoir jouir du contrôle prolongé des deux chambres du Congrès par son propre parti, rappelle Novak. Il a cependant moins de succès que ses prédécesseurs républicains aux prises avec un Congrès démocrate.

Peu de temps avant que le chroniqueur ne dénonce l'ineptie de Bush, la Chambre des représentants a été le théâtre d'une mutinerie remarquée. On y a adopté un projet de loi visant à lever les limites établies par le président quant au financement de la recherche sur les cellules souches embryonnaires.

La rébellion n'est pas terminée. Le Sénat risque fort lui aussi de donner le feu vert à cette révision des règles du jeu. Le cas échéant, le président devra utiliser son veto pour la première fois afin de bloquer la loi.

Plusieurs autres actes d'insubordination ont été rapportés au cours des derniers mois. Le Congrès a par exemple dit non au renouvellement d'une disposition du Patriot Act permettant aux autorités de consulter la liste des livres empruntés ou achetés par les citoyens américains. Et des républicains ont empêché la disparition du *filibuster*, une manoeuvre d'obstruction historique utilisée par le parti minoritaire au Sénat.

Sans compter que le sénateur républicain de l'Ohio, George Voinovich, a retardé la confirmation de Bolton dans ses nouvelles fonctions. Les démocrates en ont profité. Cette semaine encore, ils ont empêché la tenue d'un vote sur la nomination du moustachu le plus controversé de Washington.

En coulisses, on signale que Bush pourrait nommer Bolton unilatéralement, de façon temporaire, lorsque le Congrès fera relâche. Mauvaise idée, a estimé le président de la commission sénatoriale sur le renseignement, Pat Roberts.

Cela « affaiblirait non seulement M. Bolton, mais les États-Unis » aux yeux de la communauté internationale, a déclaré ce républicain du Kansas. Et par-dessus tout, ce serait un aveu d'échec flagrant de la part de la Maison-Blanche.

Le président est l'architecte de son propre malheur. Si ses troupes se soulèvent et que son navire prend l'eau, c'est non seulement qu'il n'a pas la main avec le Congrès, mais que sa popularité continue de décliner.

Selon un sondage CBS-*New York Times*, à peine 42 % des Américains approuvent dorénavant le travail de leur président. À titre de comparaison, au mois de juin suivant leur réélection, Bill Clinton et Ronald Reagan pouvaient respectivement se targuer d'être dans les bonnes grâces de 60 % et de 59 % des Américains.

Plus l'étoile de Bush pâlit, moins les démocrates se gênent pour attaquer le président. On le voit dans le dossier irakien, où ils font preuve d'une agressivité renouvelée. Et les républicains ont la frousse.

ILS BRILLENT PARMI LES MEILLEURS!

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

Depuis vingt ans, l'Ordre national du Québec constitue la plus haute distinction décernée par l'État québécois. Le gouvernement met ainsi en lumière les réalisations et l'excellence des citoyens les plus illustres du Québec.

Le 22 juin dernier, à la Salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement, le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, a remis l'insigne de l'Ordre national à quarante-quatre personnalités qui, par la ferveur de leur engagement, ont contribué de façon remarquable au prestige et au rayonnement du Québec.

À toutes et à tous, félicitations!



Grands officiers

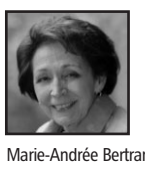

Roméo A. Dallaire


Vianney Décarie


Phyllis Lambert


Jean-Guy Paquet

Officiers


Marie-Andrée Bertrand


Louise Bessette

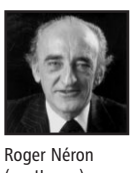

Jean-Claude Corbeil


Bernard Coupal


France Gagnon Pratte


Ratna Ghosh


Dan S. Hanganu


Roger Néron (posthume)


Robert Louis Papineau


René Racine


Raymond Royer


Cyril Simard


Gérald R. Tremblay


Mark Arnold Wainberg

Chevaliers


Walter Bélanger


Louise Bellavance


Louise Bergeron Ling


Roger Blais


Claude Bouchard


Pierre Boutet


Michael H. Cain


Andrée Dalcourt Gauvin


Antonio Dallaire


Chantal Juillet


George Karpati


Guy Lafleur


Jacques Langlais


Pierre Morency


Laurent Pellerin


Chantal Petitclerc


Marcelline Picard-Kanapé


Michel Rivard


Gordon Donald Simons


Emil Skamene


Michèle Thibodeau-DeGuire


Réjean Thomas


A. Karel Velan


J.C. Roger Warren


Angèle Dubeau (2004)


Marc-André Hamelin (2004)

BRILLER PARMI LES MEILLEURS

Pour soumettre une candidature à l'Ordre national du Québec, veuillez consulter le site Internet www.ordre-national.gouv.qc.ca

Québec

3324956A

Première visite d'al-Jaafari à Washington

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD – Le premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, a été reçu pour la première fois hier à la Maison-Blanche par le président américain, George W. Bush, qui a réaffirmé qu'aucun calendrier de retrait de l'Irak n'était fixé.

« Il ne va pas y avoir de calendrier » de retrait des forces américaines, a indiqué le président américain après un entretien avec M. al-Jaafari, ajoutant qu'en établir un n'avait « pas de sens ».

« Vous n'avez pas à vous inquiéter d'un calendrier, nous voulons travailler avec vous » pour continuer à former et entraîner les forces de sécurité irakiennes, a ajouté le président américain à l'adresse de son hôte lors d'une conférence de presse commune.

Plusieurs élus américains, républicains et démocrates, ont demandé ces derniers jours une date pour le retrait des forces américaines de l'Irak alors que grossit aux États-Unis une polémique sur le bien-fondé de l'intervention américaine.

Au moment même où le chef du gouvernement irakien arrivait à la Maison-Blanche, le Pentagone annonçait que deux soldats américains avaient été tués, 13 autres blessés et quatre portés disparus lors d'un attentat suicide jeudi soir à Fallouja, à l'ouest de Bagdad.

Un des représentants du grand ayatollah Ali Sistani, le plus influent des chefs religieux chiites d'Irak, a également été tué ainsi que deux de ses deux gardes du corps, dans une attaque dans la capitale, a indiqué une source du ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, six Irakiens ont trouvé la mort dans plusieurs attaques dans le pays depuis jeudi soir alors que 11 corps criblés de balles, dont ceux d'enfants, ont été découverts à une quarantaine de kilomètres au nord de Bagdad, selon des sources policières.

Dans ce climat de violence, un responsable de l'armée américaine a déclaré s'attendre à une augmentation des attaques rebelles à Bagdad malgré les efforts irako-américains pour sécuriser la capitale irakienne.

Au début de sa visite aux États-Unis, M. al-Jaafari a estimé qu'il était temps de juger le président déchu Saddam Hussein et a reconnu que « le terrorisme restait une menace importante » pour l'Irak.

Il s'est prononcé pour une enquête rapide sur des crimes précis commis par l'ancien dictateur irakien, souhaitant que son procès puisse s'ouvrir dans les prochains mois.

M. al-Jaafari a par ailleurs affirmé que son gouvernement issu des élections du 30 janvier avait enregistré d'importants progrès contre la guérilla, mais a reconnu que « le terrorisme restait une menace importante ».

Sur la chaîne CNN, le vice-président américain Dick Cheney a comparé la situation en Irak aux dernières offensives des nazis et des Japonais juste avant la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Des milliers de Libanais aux obsèques de Hawi

D'APRÈS AFP

BEYROUTH – Une immense foule participait hier à Beyrouth aux obsèques de l'ex-chef du Parti communiste libanais, Georges Hawi, assassiné mardi dans un attentat à la voiture piégée dans la capitale libanaise.

Des milliers de personnes, portant des drapeaux libanais et des étendards du Parti communiste, ont accompagné sous un soleil de plomb le convoi funéraire, précédé de quatre prêtres, qui a traversé les rues de la capitale jusqu'à la cathédrale grecque-orthodoxe dans le centre.

De nombreux députés, des militants communistes et des sympathisants étaient parmi la foule pour rendre hommage à cette personnalité de l'opposition anti-syrienne.

« Assassiné au nom de la démocratie », pouvait-on lire sur de nombreuses banderoles rouges du cortège.

Sous les cris « communiste, communiste » lancés par une partie de la foule, les députés élus Saad Hariri et Walid Joumblatt, grands vainqueurs des dernières législatives, ont pris place dans l'église bondée pour le service religieux.

L'assassinat de l'ancien chef du PC libanais est survenu moins de trois semaines après celui du journaliste Samir Kassir, tué également dans l'explosion de sa voiture devant son domicile à Beyrouth.

Les attentats surviennent alors que circulent de bouche à oreille à Beyrouth les noms de personnalités politiques libanaises figurant sur une supposée « liste noire » de personnes à abattre. Le chef druze Walid Joumblatt a illustré qu'il prenait les rumeurs au sérieux en annonçant son testament.

« Assassiné au nom de la démocratie », pouvait-on lire sur de nombreuses banderoles rouges du cortège.

M. Joumblatt, qui depuis plusieurs semaines se dit « menacé », a appelé les membres de sa communauté à agir de façon rationnelle s'il venait à être assassiné.

« Si le destin me choisit, j'appelle les habitants de la montagne à agir rationnellement et non comme ils l'ont fait le 16 mars 1977 », a-t-il déclaré mercredi soir, faisant référence au massacre de plusieurs dizaines de chrétiens par les Druzes, qui voulaient alors venger l'assassinat de son père, Kamal Joumblatt, influente figure socialiste du Liban.

« Une liste des hommes politiques à assassiner circule (...) Je ne connais pas les noms qui figurent sur cette liste. Je ne sais pas si le mien y est, mais ce serait un honneur pour moi d'être une cible pour les ennemis de la démocratie », a dit le député Elias Attallah, secrétaire général de la Gauche démocratique, et un des animateurs des manifestations pacifiques du printemps en faveur du départ de l'armée syrienne, après l'assassinat de l'ex-premier ministre Rafic Hariri.

Les États-Unis ont eu connaissance de rapports faisant état de « listes noires » établies par les Syriens pour éliminer des opposants à la présence de Damas au Liban, avait indiqué la semaine dernière le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan.

L'information avait été démentie deux jours après par l'ambassadeur de Syrie à Washington, Imad Moustapha, sur la chaîne de télévision CNN.



PHOTO HUSSEIN MALLA, AP

Des milliers de personnes ont participé hier aux obsèques de l'ex-chef du Parti communiste libanais, Georges Hawi, tué mardi dans un attentat.

LE TOUR DU GLOBE

SOUDAN

Bombardement de civils ?

Le Soudan a qualifié d'« infondées » les accusations de deux mouvements rebelles selon lesquelles le gouvernement de Khartoum a lancé une campagne intensive de bombardements visant des civils dans la région de la mer Rouge. « Le gouvernement est engagé à protéger la propriété et la vie des citoyens », a déclaré le ministre de l'Information, Abdel Bassit Sebdarat, à l'agence officielle Suna. Les rebelles du Front de l'Est ont lancé dimanche une offensive près de Tokar. Le Front est né de la fusion, en février, de deux mouvements rebelles, le Congrès Beja et les Lions libres, qui accusent Khartoum de « marginaliser » leur région.
d'après AFP

CACHEMIRE

Voiture piégée

Six soldats indiens ont été tués et 17 autres blessés hier dans l'explosion d'une voiture piégée au passage de leur autocar près d'un site touristique du Cachemire indien, selon un nouveau bilan officiel. Un photographe pour touristes qui se trouvait près du site a également été blessé par l'explosion, ainsi que le chauffeur de l'autocar de l'armée et son assistant. Le groupe séparatiste Hizbul Mujahedin a revendiqué l'attentat dans un appel téléphonique. Le Cachemire indien est en proie à une insurrection séparatiste, récupérée par des rebelles islamistes, depuis 1989. d'après AFP

UKRAINE

Lourdes peines

Cinq personnes ont été reconnues coupables hier en Ukraine et condamnées à des peines allant jusqu'à 14 ans de prison pour leur responsabilité dans un accident d'avion qui avait fait 77 morts lors d'un meeting aérien en 2002. Un avion de combat de type Soukhoï Su-27 s'était écrasé le 27 juillet 2002 sur l'aéroport de Lviv lors d'un spectacle aérien, tuant 77 personnes et faisant plus de 200 blessés, la pire catastrophe de l'histoire du spectacle aérien dans le monde. Les deux pilotes, condamnés hier, s'étaient éjectés avant l'écrasement et avaient été hospitalisés pour des blessures à la colonne vertébrale. d'après AFP

ÉQUATEUR

Détenus en colère

Un mouvement de protestation pacifique suivi par près de 90 % des détenus d'Équateur qui réclament notamment des réductions de peines, s'est radicalisé avec des crucifiements symboliques de prisonniers. Six prisonniers, parmi lesquels une Brésilienne, un Chilien et un Colombien, ont été attachés sur des croix jeudi dans deux prisons du port de Guayaquil. d'après AFP

Québec Ville et région

Elle a tout pour plaire



DU 7 AU 17 JUILLET 2005

Bell présente FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC infofestival.com En collaboration avec Molson Dry



© Jean-François Bélère.

Forfaits disponibles au
1 888 338-9839

Le FESTIVAL D'ÉTÉ DE QUÉBEC offre chaque année, depuis 38 ans, de nombreux attraits dans une atmosphère exceptionnelle. Imaginez une ville qui devient une gigantesque scène à ciel ouvert durant onze jours, de midi à minuit... Des centaines d'artistes provenant de plusieurs pays offrant leurs spectacles sur une dizaine de sites – tous accessibles à pied – à 875 000 festivaliers, sourire accroché aux lèvres et prêts pour la découverte et la fête.

infofestival.com
1 888 992-5200



Simple Plan
9 juillet



Michael Waring

ZZ Top
10 juillet

Canada QUÉBEC Ville et région www.regiondequebec.com Québec VACANCES transat Hilton Québec

Québec

1 877 BONJOUR, poste 665

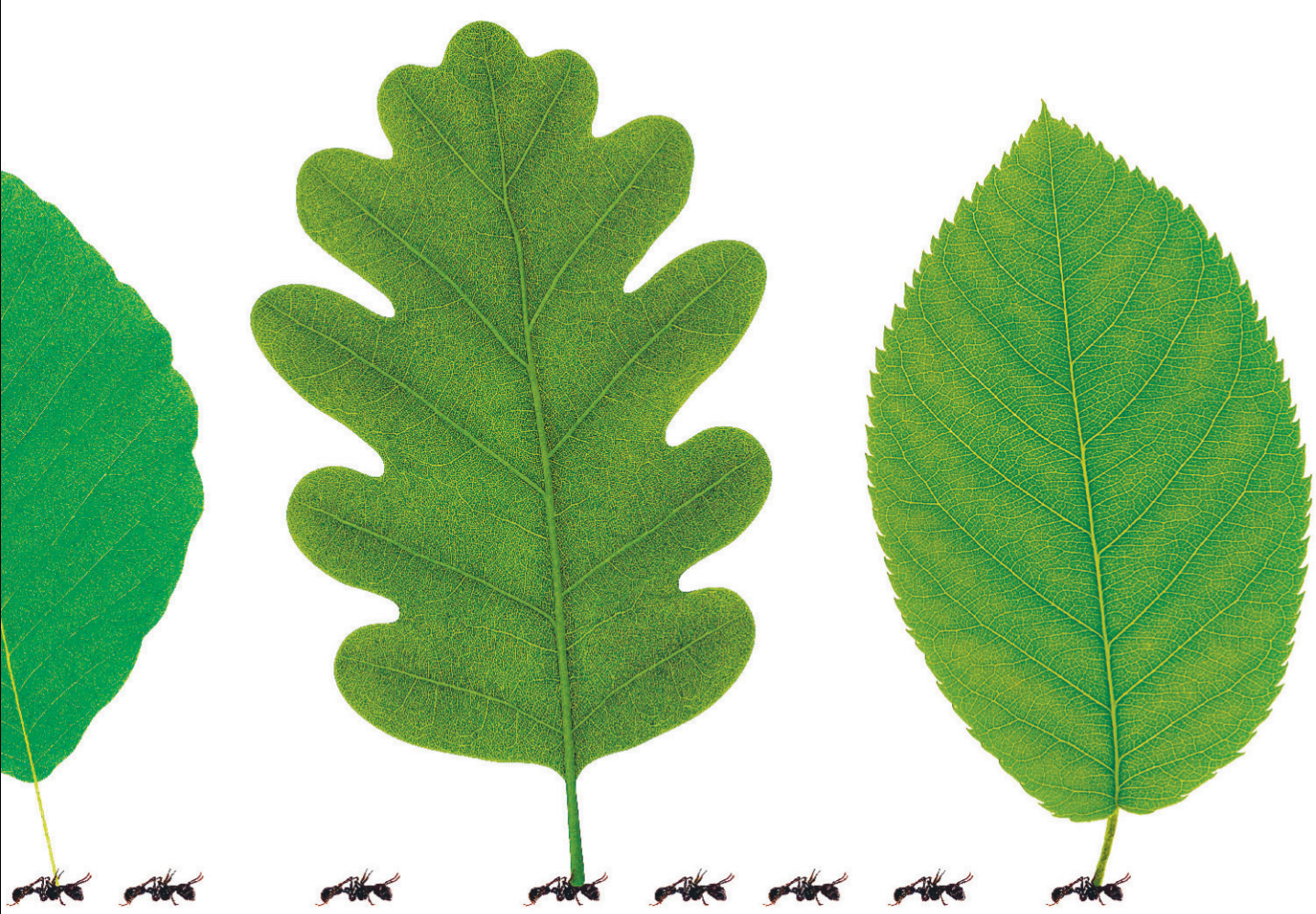
Une publicité de l'Office du tourisme de Québec.

QUÉBEC Ville et région www.regiondequebec.com

3327282A

Vous bougez le 1er juillet.

C'est le moment d'appeler vos amis.





Samsung A650

GRATUIT*

(avec un contrat de 1 an)



LG 125

49,99 $*

(avec un contrat de 3 ans)

TELUS mobilité MD

le futur est simple MD

3317850A

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon

Centre commercial Le Boulevard

Centre Domaine

Centre Eaton

Centre Rockland

Complexe Desjardins

Fairview Pointe-Claire

Galeries d'Anjou

Galeries Lachine

Mail Cavendish

Place Alexis Nihon

Place Lasalle

Place Versailles

Place Vertu

Westmount Mall

Wilderton Mall

Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis

Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest

Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX

Communications Mobilenet
5165, ch. Queen-Mary

Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux

La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent

D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin

PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville

Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Laval

Carrefour Laval

Centre Laval

Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest

Digital Radiocommunication Inc.
2304, Desserte Ouest
autoroute 13

Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest

SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche

Terrasses Mascouche

Repentigny

Galeries Rive-Nord

Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère

Place Rosemère

Contact Com. D.L. Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme

Carrefour du Nord

Terrebonne

Galeries de Terrebonne

SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain

Centre Jacques-Cartier

Place Longueuil

Promenades Saint-Bruno

Belœil

Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac

D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park

Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie

Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · Bureau en gros · La Cabine Téléphonique · teleplus · Dumoulin · Brault & Martineau · Home Hardware · Zellers

Offres valables jusqu'au 30 juin 2005 avec nouvelles mises en service seulement. Le choix et la disponibilité des téléphones peuvent varier d'un emplacement à l'autre. Le prix des téléphones peut varier. *Prix net en vigueur à la signature d'un contract après rabais obtenu à l'achat ou crédit porté au compte sur un prochain relevé de TELUS Mobilité. © 2005 TELUS Mobilité.